



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة

République Tunisienne
Présidence du gouvernement



ENQUÊTE SUR LA COHÉSION SOCIALE À GABES

2022

ENQUÊTE SUR LA COHÉSION SOCIALE À GABÈS

2022





التماسك للوقاية من العنف
Cohésion pour prévenir la violence

Cette enquête a été commanditée dans le cadre du partenariat entre la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Tunisie à travers le projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence'. Le projet TARABOT suit une approche holistique de prévention de l'extrémisme violent (PEV) fondée sur trois piliers :











-  **Développement institutionnel** – En contribuant au renforcement des capacités de la CNLCT pour la programmation stratégique et le suivi systématique de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre l'Extrémisme et le Terrorisme (SNLCET), le projet vise à promouvoir un meilleur équilibre entre mesures préventives et réponse répressive à l'extrémisme violent, y-compris à travers le renforcement de la coordination interministérielle dans la mise-en-œuvre de la SNLCET.
-  **Engagement sociétal** – De manière complémentaire au financement d'initiatives locales de renforcement de la cohésion sociale, le projet vise à appuyer un processus de structuration du partenariat entre la société civile et la CNLCT dans le cadre de consultations et du suivi de l'exécution de la SNLCET.
-  **Production et valorisation de connaissances** – Pour faire face à la nature évolutive du phénomène, le projet vise à faciliter la production de connaissances pointues, spécifiques au contexte et sensibles à la dimension genre, ainsi qu'à leur valorisation pour informer les stratégies et interventions de PEV.



TABLE DES MATIÈRES

 Table des matières	5
 Groupe de travail	8
 Remerciements	9
 Liste des tableaux et graphiques	10
 Résumé analytique	16
Sources de cohésion	17
Fondations pour unir le corps social autour de valeurs communes.....	17
Effets positifs de la tribu sur le lien social.....	17
Disposition à la participation publique.....	18
Facteurs de fragilité	18
Faible confiance dans les institutions publiques.....	18
Discrédit des corps intermédiaires.....	19
Menaces qui pèsent sur la sécurité humaine des habitant·e-s de Gabès.....	19
 Introduction	21
Présentation.....	22
Cadre analytique.....	22
Processus d'exécution.....	23
Caractéristiques.....	24
Echantillonnage.....	24
Collecte des données.....	26
Leçons apprises et limitations.....	26
Révision du modèle de mesure de la cohésion sociale.....	27
Echantillon complémentaire.....	27
 Chapitre 1 – Relations entre les citoyen·ne-s et l'Etat	28
Confiance dans les institutions.....	30

Confiance dans les services publics de santé et d'éducation	31
Confiance dans les institutions à caractère régalien	32
Spécificités liées à la tranche d'âge : taux de confiance et de méfiance parmi les jeunes (18-29 ans) ³²	
Déterminants de la confiance verticale	33
Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques	34
Perceptions de corruption.....	35
Relation des perceptions de corruption et confiance dans les fonctions sociales	36
Relation entre perceptions de corruption et confiance dans les fonctions régaliennes	37
Sentiment d'injustice.....	39
Justice devant la loi	39
Justice distributive.....	40
Justice interactionnelle.....	42
Attitudes envers les institutions	43
Sentiment de respect envers les institutions de l'Etat.....	44
Etudes de cas spécifiques : attitudes négatives.....	45
 Chapitre 2 – Relations horizontales	49
Identités collectives	51
Sphère privée.....	51
Principales identités socio-politiques.....	52
Identités socio-politiques secondaires.....	54
Confiance horizontale	60
Confiance interpersonnelle	60
Confiance dans les représentant-e-s de groupes sociaux.....	61
Relations entre les tribus.....	64
Communication entre les tribus	64
Perceptions de la communication avec les tribus parmi les personnes qui ne s'identifiant pas à la tribu ⁶⁵	
Attitudes et perceptions de menaces.....	66
Sources de tension autour de la zone industrielle.....	69
Rapport entre habitant-e-s de Gabès et le Groupe Chimique Tunisien (GCT).....	69
Déterminants de la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien (GCT)	71
 Chapitre 3 – Développement humain.....	73
Situation socio-économique	75
Revenu mensuel	75

Activité professionnelle	78
Niveau d'éducation.....	86
Libertés fondamentales et droits humains.....	87
Différences de perceptions selon le type de liberté.....	88
Disparités régionales et perceptions des libertés	90
Sécurité humaine.....	92
Environnement et sécurité humaine	93
Principaux motifs d'insécurité humaine	94
Motifs secondaires d'insécurité humaine.....	96
Satisfaction à l'égard de la vie	97
Sentiment de bien-être et de bonheur	98
Déterminants du sentiment de bien-être et de bonheur.....	98
 Chapitre 4 – Participation	100
Représentation et participation politique.....	102
Capacité d'influence sur la vie politique et sociale (efficacité collective)	102
Crise de la représentation politique	103
Rapport entre citoyen-ne-s et municipalités	105
Corps intermédiaires	107
Confiance dans les corps intermédiaires.....	108
Attitudes envers les corps intermédiaires.....	109
Participation et représentation	111
Actions collectives.....	113
Dynamique des actions collectives : probabilité.....	113
Dynamique des actions collectives ciblant les institutions publiques.....	115
 Conclusions	118
Améliorer la relation entre les citoyen-ne-s et l'Etat	119
Promouvoir un modèle de développement centré sur les personnes	120
Consolider les relations horizontales.....	120
Renforcer les canaux de participation et de représentation	121
 Annexes.....	123
Table des annexes.....	123



GROUPE DE TRAVAIL

Cette enquête a été pilotée par le projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence'. Ses commanditaires sont la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Tunisie. L'enquête réunit les contributions de :

Coordination et gestion de l'enquête :

Mme Nesrine Ressaïsi

PNUD Tunisie

Supervision de l'enquête :

Mme Neila Feki

CNLCT

Mme Sonia Abbassi

CNLCT

M. Massimo Fusato

PNUD Tunisie

Auteur du rapport d'enquête :

M. Thibaut Girault

PNUD Tunisie

Collecte et traitement des données :

BJKA Consulting

Suivi d'édition :

Mme Soumaya Taieb

PNUD Tunisie





REMERCIEMENTS

La CNLCT et le PNUD Tunisie adressent leurs remerciements à l'ensemble des contributeur·rice·s à cette enquête :

-  L'encadrement analytique et méthodologique de l'enquête a bénéficié des conseils continus de la part de **Dr. Charles Harb** (American University of Beirut, Doha Institute for Graduate Studies), lui assurant une robustesse scientifique.
-  La collecte des données de terrain et leur traitement ont été assurés par le bureau **BJKA Consulting** représenté en Tunisie par son directeur, **M. Samy Kalel**.
-  Le protocole d'enquête a été examiné par les membres du **Conseil National de la Statistique** (CNS), y-compris l'**Institut National de la Statistique** (INS), en étroite coordination avec **Mme Lamia Zribi** et **M. Chedli Beji**, pour veiller à sa conformité avec les standards nationaux en termes de production de statistiques.
-  L'adaptation au contexte spécifique de Gabès du questionnaire et de l'analyse ont été renforcés grâce à l'engagement, lors d'entretiens exploratoires et de focus group d'analyse participative, de **50 parties prenantes de la région** parmi les autorités (municipalités, directions et commissariats régionaux) et la société civile (médias, syndicats, associations).
-  Le contenu de ce rapport a été révisé de façon critique par **Dr. Charles Harb** (American University of Beirut, Doha Institute for Graduate Studies), **M. Massimo Fusato** (PNUD), **Mme Ghofran Ajimi** (PNUD), **Mme Wafa Madder** (PNUD), **M. Clément Eyraud** (PNUD) et **M. Hafedh Bouktif** (PNUD). Leurs commentaires ont permis d'assurer la validité et la cohérence des conclusions présentées dans l'étude.
-  Ce rapport a pu être réalisé avec le soutien financier de la **Coopération suisse** ainsi que le **gouvernement des Pays Bas**.

Enfin, l'enquête a été réalisée grâce aux efforts réunis de l'ensemble des personnels de la CNLCT et du PNUD Tunisie (projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence').



LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Répartition de la population selon la délégation	25
Tableau 2 - Répartition de la population selon le sexe	26
Tableau 3 - Répartition de la population selon la tranche d'âge.....	26

Liste des graphiques

Graphique 1 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : confiance verticale).....	30
Graphique 2 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat (fonctions sociales)	31
Graphique 3 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat (fonctions régaliennes)	32
Graphique 4 - Perceptions de confiance vis-à-vis des institutions de l'Etat : comparaison entre les jeunes de 18 à 29 ans et répondant.e.s de plus de 60 ans.....	33
Graphique 5 - Déterminants de la confiance verticale	34
Graphique 6 - Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques.....	35
Graphique 7 - Perceptions de corruption (indicateur composite)	36
Graphique 8 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de l'éducation et de la santé.....	37
Graphique 9 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de la sécurité, de la justice, et de la douane.....	38
Graphique 10 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie	39
Graphique 11 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s	40
Graphique 12 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations	40
Graphique 13 - Conséquences du sentiment de justice/injustice sociale.....	41
Graphique 14 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect.....	42
Graphique 15 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent avoir été traité.e.s de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité	43

Graphique 16 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme leur sentiment prédominant envers les institutions de l'Etat.....	44
Graphique 17 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements de santé est négatif (par type de sentiment).....	46
Graphique 18 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements éducatifs est négatif (par type de sentiment)	47
Graphique 19 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers la douane est négatif (par type de sentiment).....	47
Graphique 20 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers la police/ Garde Nationale est négatif (par type de sentiment)	47
Graphique 21 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les tribunaux est négatif (par type de sentiment)	48
Graphique 22 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la famille parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives	51
Graphique 23 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la Tunisie, la tribu et/ou la Oumma Islamique parmi les trois premiers choix d'identités collectives.....	52
Graphique 24 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la Oumma Islamique, la Tunisie et/ou le Maghreb/monde arabe parmi les trois premiers choix d'identités collectives à Gabès Ouest	53
Graphique 25 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le Gouvernorat et/ou leur génération parmi les trois premiers choix d'identités collectives	54
Graphique 26 - Pourcentage d'hommes parmi les répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football.....	55
Graphique 27 - Pourcentage de jeunes (18-29 ans) parmi les répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football	55
Graphique 28 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football qui s'identifient aussi au pays.....	55
Graphique 29 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : confiance verticale) parmi les répondant.e.s qui s'identifient à un club de football	56
Graphique 30 - Perceptions de corruption dans les secteurs publiques (comparaison entre population générale et répondant.e.s s'identifiant au club de football)	56
Graphique 31 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s	57
Graphique 32 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations	57
Graphique 33 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui considèrent avoir été traité.e.s de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité	57
Graphique 34 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football qui perçoivent une menace de la part des personnes d'autres groupes de supporter.rice.s (indicateur composite).....	58

Graphique 35 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui déclarent être, ou ne pas être, en confiance dans leurs relations interpersonnelles (confiance sociale) ...	59
Graphique 36 - Perceptions de méfiance dans les corps intermédiaires (comparaison entre population générale et répondant.e.s s'identifiant au club de football)	59
Graphique 37 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent être, ou ne pas être, en confiance dans leurs relations interpersonnelles (confiance horizontale)	60
Graphique 38 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme sentiment prédominant à l'égard des notables locaux	61
Graphique 39 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme sentiment prédominant à l'égard des imams/cheikhs	61
Graphique 40 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des notables locaux et responsables religieux	62
Graphique 41 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à la tribu/au clan qui déclarent rencontrer des personnes d'autres tribuss fréquemment ou rarement	65
Graphique 42 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à la tribu/au clan qui déclarent avoir une communication positive ou négative avec les personnes d'autres tribuss	65
Graphique 43 - Pourcentage de répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu/au clan qui déclarent rencontrer des personnes de tribuss fréquemment ou rarement	66
Graphique 44 - Pourcentage de répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu/au clan qui déclarent avoir une communication positive ou négative avec les tribuss.....	66
Graphique 45 - Pourcentage de répondant.e.s qui perçoivent une menace symbolique de la part d'autres tribus (indicateur composite).....	67
Graphique 46 - Pourcentage de répondant.e.s qui perçoivent une menace économique de la part d'autres tribus (indicateur composite).....	67
Graphique 47 - Pourcentage de répondant.e.s qui perçoivent une menace existentielle de la part d'autres tribus (indicateur composite).....	68
Graphique 48 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers le Groupe Chimique Tunisien est négatif (par type de sentiment).....	69
Graphique 49 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis du Groupe Chimique Tunisien	70
Graphique 50 - Déterminants de la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien	71
Graphique 51 - Revenu mensuel des répondant.e.s et de leur ménage.....	75
Graphique 52 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (revenu objectif ; comparaison entre délégations)	76
Graphique 53 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent que leur revenu familial ne permet pas de subvenir aux besoins de leur ménage (revenu subjectif ; comparaison entre délégations)	77
Graphique 54 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (comparaison entre sexes)	77
Graphique 55 - Pourcentage de répondant.e.s de plus de 60 ans qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage.....	78
Graphique 56 - Statut professionnel des répondant.e.s	79

Graphique 57 - Pourcentage de répondantes qui déclarent être soit au chômage, soit femmes au foyer	80
Graphique 58 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à une éducation de qualité pour elles et leur entourage	81
Graphique 59 - Pourcentage de femmes au foyer qui sont inquiètes pour leur santé et/ou celle de leur entourage	81
Graphique 60 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à la culture et aux loisirs.....	81
Graphique 61 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (indicateur composite).....	82
Graphique 62 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent pour le respect de leurs droits et libertés	82
Graphique 63 - Pourcentage de femmes au foyer qui estiment globalement être satisfaites de leur vie (indicateur composite)	83
Graphique 64 - Pourcentage de femmes au foyer s'identifient aussi au pays.....	83
Graphique 65 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : confiance verticale) parmi les femmes au foyer	84
Graphique 66 - Perceptions de corruption dans les secteurs publiques (comparaison entre population générale et femmes au foyer)	84
Graphique 67 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s	85
Graphique 68 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations	85
Graphique 69 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent influencer les décisions à tous les niveaux (comparaison entre population générale et femmes au foyer).....	86
Graphique 70 - Niveau d'éducation atteint avec succès par les répondant.e.s	86
Graphique 71 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (indicateur composite)	88
Graphique 72 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté électorale est actuellement respectée en Tunisie.....	88
Graphique 73 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté de circulation/ mouvement est actuellement respectée en Tunisie	88
Graphique 74 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté d'expression est actuellement respectée en Tunisie	89
Graphique 75 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté d'affiliation politique est actuellement respectée en Tunisie.....	89
Graphique 76 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté de croyance et d'appartenance religieuse est actuellement respectée en Tunisie.....	89
Graphique 77 - Perceptions du respect des libertés : comparaison entre Matmata, Gabès Ouest, Mareth et les standards régionaux	90
Graphique 78 - Perceptions des libertés : comparaison entre Gabès Médina, El Hamma et les	

standards régionaux	91
Graphique 79 - Perceptions de sécurité humaine (indicateur composite)	92
Graphique 80 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour l'environnement de leur région	93
Graphique 81 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour la situation politique du pays et de leur région	94
Graphique 82 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent de ne pas avoir accès à une éducation de qualité pour eux et leur entourage.....	94
Graphique 83 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour leurs droits et libertés	95
Graphique 84 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent de ne pas avoir accès à la culture et aux loisirs.....	95
Graphique 85 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent avoir peur pour leur sécurité économique, pour leur santé et pour leur sécurité physique	96
Graphique 86 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent ne pas avoir peur pour leur sécurité personnelle et/ou celle de leur entourage	97
Graphique 87 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment globalement être satisfait.e.s de leur vie (indicateur composite)	98
Graphique 88 - Déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie.....	99
Graphique 89 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent influencer les décisions des municipalités, du Gouvernorat et du Gouvernement....	102
Graphique 90 - Pourcentage de répondant.e.s qui se sentent représenté.e.s au sein du Parlement.....	104
Graphique 91 - Pourcentage de répondant.e.s qui se sentent représenté.e.s au sein de leur conseil municipal	104
Graphique 92 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent avoir voté aux élections municipales(2018) et législatives (2019)	105
Graphique 93 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les municipalités	106
Graphique 94 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect ou de la colère comme leur sentiment prédominant envers les municipalités.....	107
Graphique 95 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des corps intermédiaires organisés.....	108
Graphique 96 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme leur sentiment prédominant envers les corps intermédiaires.....	109
Graphique 97 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la colère et le respect comme sentiments prédominants envers les responsables politiques	109
Graphique 98 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les responsables politiques est négatif (par type de sentiment)	110
Graphique 99 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les médias est négatif (par type de sentiment)	110
Graphique 100 - Pourcentage d'hommes âgés de 18 à 29 ans dont le sentiment prédominant envers les responsables politiques est négatif (par type de sentiment).....	110

Graphique 101 - Pourcentage d'hommes âgés de 18 à 29 ans dont le sentiment prédominant envers les médias est négatif (par type de sentiment).....	110
Graphique 102 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les OSCs est négatif (par type de sentiment).....	111
Graphique 103 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent être membres d'un syndicat, d'un parti politique et/ou d'une association	112
Graphique 104 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les corps intermédiaires peuvent affecter les politiques de leur région	112
Graphique 105 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment qu'il est probable d'observer des actions collectives dans la région prochainement	114
Graphique 106 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que les habitant.e.s de leur région ont la capacité d'organiser une action collective.....	114
Graphique 107 - Déterminants de l'action collective ciblant les institutions publiques	116



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'enquête sur la cohésion sociale à Gabès étudie le rapport des habitant-e-s de la région avec leurs institutions (niveau vertical) et mesure la qualité des relations entre groupes sociaux ainsi qu'entre les individus eux-mêmes (niveau horizontal). Sa méthodologie est une adaptation au contexte du Social Cohesion Index, un modèle de mesure de la cohésion sociale développé par le bureau du PNUD pour la région Arabe. En identifiant les sources de cohésion et les facteurs de fragilité dans le tissu social de Gabès, l'enquête fournit des données factuelles pour informer les programmes et politiques publiques dans la région. L'enquête permet ainsi de guider une réflexion pour une vision commune de renforcement de la cohésion sociale où les habitant-e-s de Gabès vivraient en confiance et dignement au sein d'une société plus juste et harmonieuse.

Les résultats de l'enquête sont exposés au sein de quatre chapitres :

- **La 1^{ère} partie s'intéresse aux relations entre les citoyen-ne-s et l'Etat.** Alors que 49,7% des habitant-e-s de Gabès n'ont pas confiance dans les institutions publiques, cette attitude de méfiance est influencée par des scores élevés de corruption perçue et de sentiment d'injustice. En effet, 87% d'entre eux/elles estiment que les ressources ne sont pas redistribuées de manière équitable entre tou-te-s en Tunisie, tandis que 73,2% des répondant-e-s estiment que la corruption serait répandue au sein de la société et des institutions.
- **Dans un 2nd chapitre, le rapport montre un degré de cohésion plus fort au niveau des relations horizontales.** 67,7% des habitant-e-s de Gabès s'identifient à la fois à leur pays, à leur tribu et au groupe religieux pan-régional, ce qui montre que ces identités collectives sont compatibles et se complètent. Les relations entre tribus seraient aussi harmonieuses ; 76,8% des répondant-e-s estiment que la communication est positive lorsqu'ils/elles échangent avec des personnes d'autres tribus. Les sources de tension se situeraient davantage autour de la zone industrielle ; 27,4% des répondant-e-s (et jusqu'à 49,6% des habitant-e-s de Ghannouch) déclarent être en colère contre le Groupe Chimique Tunisien.
- **La 3^{ème} partie étudie les indicateurs de développement humain spécifiques au Gouvernorat.** Les données socioéconomiques des habitant-e-s de Gabès signalent des conditions défavorables, avec 50,3% des répondant-e-s qui estiment que leur revenu est insuffisant pour couvrir leurs besoins. Les femmes au foyer représentent 49,9% des femmes répondantes et sont particulièrement vulnérables ; 96,5% d'entre elles expriment un sentiment d'injustice. Cette situation expose les habitant-e-s de la région à différentes menaces ; la protection de l'environnement est un motif de préoccupation pour 79,2% d'entre eux/elles, l'accès à une éducation de qualité pour 60,6% d'entre eux/elles, le respect de leurs droits et libertés pour 55,9% d'entre eux/elles et l'accès aux loisirs/à la culture pour 55,4% d'entre eux/elles.
- **Le 4^{ème} chapitre étudie les différentes modalités de participation parmi la population de Gabès.** Les canaux traditionnels de représentation politique semblent s'essouffler : 81,3% des répondant-e-s ne se sentent pas représenté-e-s au Parlement, et 75,2% ne se sentent pas représenté-e-s par leur conseil municipal. La participation aux élections est particulièrement basse, notamment chez les jeunes ; seulement 28,9% des jeunes ont voté aux dernières élections municipales, et 36,5% aux dernières élections législatives. La confiance dans les corps intermédiaires est aussi très basse (seulement 11% pour les partis politiques et 27,6% pour les associations). Avec 56,2% des habitant-e-s de Gabès qui estiment être en capacité d'organiser des actions collectives, il serait donc plus probable d'observer des manifestations spontanées dans la région.

Le résumé analytique étudie les pressions qui s'exercent sur la cohésion sociale à Gabès de façon dynamique et transversale. Il identifie des tendances générales, en termes de sources de cohésion et de facteurs de fragilité, qui caractérisent le profil du Gouvernorat de Gabès.



SOURCES DE COHÉSION

Les résultats de l'enquête aident à identifier différents leviers qui participent à la construction de la confiance et d'un capital social unificateur à Gabès.



Fondations pour unir le corps social autour de valeurs communes

Les institutions publiques s'appuient sur un fort capital respect qui aurait le potentiel de renforcer la confiance verticale. Les fonctions régaliennes de l'Etat suscitent des niveaux plus consensuels de respect (jusqu'à 80% pour l'armée ou 67% pour la police/Garde Nationale) que les établissements d'éducation ou de santé par exemples. Par contre, cette attitude de respect ne serait pas tant enracinée dans des expériences vécues. En effet, les habitant-e-s de Gabès ont une perception négative de la manière dont le personnel des services publics les traite (une personne sur deux considère que les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect). Le respect dans les institutions publiques s'apparenterait davantage à une marque d'attachement à la présence d'un Etat et de sa protection (demande d'Etat).

Le sentiment d'appartenance au pays est particulièrement élevé à Gabès. L'affiliation nationale est en effet la première identité collective la plus couramment partagée à Gabès. D'ailleurs, les personnes qui s'identifient comme supporter-riche-s d'une équipe de football partagent un sentiment d'appartenance au pays plus élevé que la moyenne régionale, ce qui conteste l'idée communément admise d'un détachement des valeurs nationales parmi ce groupe social. Le sentiment d'appartenance au pays pourrait en partie expliquer l'attitude commune de respect envers les institutions publiques comme une démonstration de patriotisme des habitant-e-s de la région.

L'attachement du pays à son appartenance arabo-musulmane a le potentiel de résonner positivement avec le poids de l'identité religieuse parmi les habitant-e-s de Gabès pour les unir au sein d'une vision commune. A Gabès (surtout à Gabès Ouest), la majorité des personnes s'identifient au groupe religieux, et cette identité arrive au 3^{ème} rang des identités collectives (après le pays et la tribu). En plus d'influencer fortement la manière dont les personnes se comportent au quotidien, la religion jouerait un rôle positif sur leur sentiment de bien-être et de sécurité. La reconnaissance et le respect de cette appartenance religieuse ont le potentiel de cimenter l'identité nationale. A ce titre, 3 personnes sur 4 à Gabès estiment que les libertés de croyance et d'appartenance religieuse sont respectées en Tunisie.



Effets positifs de la tribu sur le lien social

L'appartenance à la tribu est la deuxième identité collective la plus structurante à Gabès. Elle arrive même au premier rang dans les délégations de El Hamma et Gabès Médina. 67,7% des habitant-e-s de Gabès déclarent qu'ils/elles partagent un sentiment d'appartenance à la fois à leur pays, à leur tribu et au groupe religieux pan-régional, ce qui montre que ces identités sont compatibles et se complètent les unes les autres.

Les rapports entre tribus se seraient construits autour de relations harmonieuses, mais la qualité de ces relations serait fragile. Même 4 habitant-e-s de Gabès sur 5 estiment que la communication avec des



personnes d'autres tribus est positive, ces échanges sont relativement peu fréquents (pour 40,1% d'entre eux/elles). Le potentiel de tensions qui pourraient être alimentées par des perceptions de menaces entre personnes de différentes tribus est peu élevé, mais des attitudes hostiles entre elles pourraient survenir, notamment en cas de rivalité économique.

La tribu jouerait un rôle significatif dans la création de liens de solidarité, mais elle aurait une influence négligeable sur la vie politique et sociale. Les notables locaux, qui exercent une autorité morale sur la tribu, bénéficient d'un capital confiance supérieur à celui des corps intermédiaires organisés (associations, partis politiques, etc.). Ces notables locaux sont également perçus positivement par les habitant-e-s de la région (attitudes majoritaires de respect), ce qui montre leur potentiel comme agents de transmission de valeurs communes au sein et entre les tribus. Par contre, les habitant-e-s de Gabès estiment moins couramment que les tribus influencent la politique locale que les autres corps intermédiaires.

| Disposition à la participation publique

Malgré un essoufflement des canaux traditionnels de participation et de représentation politique (voir facteurs de fragilité), il existe à Gabès une volonté commune de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie dans la région. 56,2% des habitant-e-s de Gabès estiment en effet qu'ils/elles ont la capacité d'organiser des actions collectives. Par contre, ils/elles seraient critiques sur la capacité des corps intermédiaires et des élu-e-s à obtenir des résultats et influencer les décisions de leur municipalité, du Gouvernorat et/ou du Gouvernement. Ce faible sentiment d'efficacité collective ne signifie pas qu'il y aurait une forme d'apathie au sein de la population. Celle-ci serait plutôt à la recherche de nouveaux canaux, capables d'atteindre un impact, pour se mobiliser.

La délégation de Métouia pourrait faire l'objet d'un cas d'étude pour comprendre les facteurs qui ont un impact positif sur la participation dans la gouvernance locale. En effet, dans cette délégation, la relation des habitant-e-s avec leur municipalité serait davantage fondée sur un rapport de confiance (49,7%) qui se répercute sur un niveau très élevé du sentiment de pouvoir influencer la prise de décision au niveau municipal (67,9%). Parallèlement, la très large majorité (82,2%) des habitant-e-s de Métouia estime être en capacité d'organiser des actions collectives (+26 points par rapport aux standards régionaux). Il importerait de comprendre les facteurs qui favorisent la vitalité des canaux de mobilisation dans cette délégation pour tirer des apprentissages répliquables à d'autres localités.



FACTEURS DE FRAGILITÉ

Les pressions exercées sur la cohésion sociale à Gabès sont influencées par des facteurs structurels qui rendent le Gouvernorat vulnérable aux difficultés et aux crises.

| Faible confiance dans les institutions publiques

A Gabès, la confiance dans les institutions publiques est fragile, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le niveau de confiance verticale est particulièrement bas parmi les jeunes (18-29 ans), les femmes au foyer et les supporter-riche-s de football. Deux principaux facteurs ont une influence négative sur ce faible niveau de confiance.

Une très large majorité des habitant-e-s de Gabès partage un sentiment d'injustice qui pèse lourdement sur la confiance verticale, notamment parmi les femmes au foyer et les supporter-riche-s de football. Ce

lien indiquerait d'abord une critique du fonctionnement des services publics de base, jugés inefficaces (les scores de confiance sont les plus faibles dans les domaines de la santé et de l'éducation). Les habitant·e·s de Gabès considèreraient également que l'Etat ne traiterai pas tou-te-s les usager-e-s de services publics de manière égale et/ou équitable, ce qui renforcerait le sentiment de colère envers certaines institutions (notamment contre les établissements de santé et d'éducation).

La confiance dans le secteur public est sapée par de hauts scores de corruption perçue. La corruption perçue renvoie d'abord au traitement des usager-e-s de services publics par les agents de l'Etat à travers le sentiment que les représentant-e-s de l'Etat privilégieraient leurs profits personnels au détriment de l'intérêt général. Elle est aussi liée au sentiment d'injustice, à travers l'absence de redistribution équitable des ressources et/ou la perception que la loi ne s'appliquerait pas de façon égale à tou-te-s.

| **Discrédit des corps intermédiaires**

Les corps intermédiaires (élu·e·s, syndicats, associations, partis politiques, médias, etc.) font face à une crise profonde de représentativité et de légitimité, notamment auprès des jeunes.

Les associations, syndicats et partis politiques auraient une capacité limitée de mobilisation pour organiser la participation du public au sein d'actions collectives. Même si les habitant·e·s de Gabès considèrent que les corps intermédiaires peuvent influencer les politiques locales, ils/elles ne feraient pas confiance à ces mêmes acteurs pour défendre leurs intérêts. En effet, les corps intermédiaires enregistrent des faibles scores de confiance (en moyenne moins élevés que pour les institutions de l'Etat) et la proportion des personnes qui déclarent être membres de ces organismes est infime. De plus, les responsables politiques et les médias cristallisent des sentiments particulièrement hostiles (colère et rancune), atteignant jusqu'à 41,36% de jeunes hommes se déclarant en colère contre les responsables politiques.

Le désaveu qui touche les corps intermédiaires s'étend à une désaffection des mécanismes existants de représentation politique. En effet, plus des trois quarts des habitant·e·s de Gabès ne se sentent pas représenté·e·s au sein du Parlement et/ou de leur conseil municipal. D'ailleurs, les municipalités ne bénéficient pas d'un capital confiance plus élevé que les institutions de l'Etat malgré la plus grande proximité du pouvoir local avec les citoyen·ne·s. Par conséquent, le sentiment d'être inclus dans la prise de décision est faible, notamment chez les jeunes et les personnes âgées.

Il est donc plus probable que les habitant·e·s de Gabès privilégient un cadre non-structuré et spontané pour dénoncer les injustices sociales et tenter d'influencer les décisions des autorités publiques. Les corps intermédiaires seraient alors discrédités et auraient peu de capacités de médiation en cas d'irruption de tensions sociales.

| **Menaces qui pèsent sur la sécurité humaine des habitant·e·s de Gabès**

Le principal motif d'insécurité humaine exprimé par une large majorité (79,2%) des habitant·e·s de Gabès se rapporte à la situation environnementale de la région. En outre, un sentiment de menace lié à la santé complète cette insécurité environnementale pour les habitant·e·s à proximité directe de la zone industrielle (Gabès Médina). Le Groupe Chimique Tunisien cristallise le mécontentement et la colère des habitant·e·s de la région causés par le sentiment que leur environnement serait menacé. Les municipalités où le sentiment de menace lié à l'environnement et la méfiance dans le Groupe Chimique Tunisien sont les plus élevés seraient aussi la cible de sentiments plus hostiles de la part de la population locale, ce qui montre que le mécontentement à ce sujet touche également les pouvoirs publics.

La situation politique du pays, l'accès à l'éducation et à la culture/aux loisirs sont trois autres domaines pour lesquels les habitant·e·s de Gabès expriment un fort sentiment d'insécurité humaine. En plus de préserver leur environnement, il importe donc aux habitant·e·s de la région de vivre dans des conditions dignes en améliorant l'accès à une éducation de qualité et à des opportunités de divertissement. Ils/elles aspireraient également à davantage de stabilité politique et à des canaux de participation efficaces pour renforcer leur inclusion dans la prise de décisions à tous les niveaux.

Même si la majorité des habitant·e·s de Gabès (78%) a le sentiment que les libertés fondamentales sont actuellement respectées en Tunisie, une personne sur deux reste inquiète quant à la préservation de ses droits et libertés. Une part significative des habitant·e·s de la région considèrerait donc que les libertés des autres personnes sont respectées, tandis que les leurs seraient menacées.



INTRODUCTION

Le rapport d'enquête sur la cohésion sociale à Gabès est organisé en 4 chapitres. Après une brève section introductive qui éclaire sur le contexte de l'enquête, ses caractéristiques techniques, son processus d'exécution et ses limitations, l'étude aborde les enjeux de cohésion sociale relatifs (1) au rapport entre les citoyen-ne-s et l'Etat, (2) aux relations horizontales, (3) au développement humain et (4) à la participation.



PRÉSENTATION

A travers le projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence', la *Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme* (CNLCT) et le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD) soutiennent une approche de **renforcement de la cohésion sociale** comme fondement d'une intervention de prévention de l'extrémisme violent. Cette approche est mise-en-œuvre dans les Gouvernorats du Sud-Est tunisien depuis 2018 et s'appuie sur un partenariat inclusif avec les pouvoirs publics locaux et les composantes de la société civile.

Une des caractéristiques centrales de cette approche est la **production de connaissances** factuelles et analytiques, spécifiques au contexte et sensibles au genre. La recherche joue un effet de levier pour développer une compréhension commune des défis liés à l'extrémisme violent et informer des interventions et/ou politiques de prévention.

L'enquête sur la cohésion sociale à Gabès vise donc à **mesurer et analyser les sources de résilience et facteurs de fragilité dans le Gouvernorat en vue d'informer les initiatives et politiques publiques contribuant au renforcement de la cohésion sociale à Gabès**. Elle fournit des données statistiques sur les dimensions de la cohésion sociale qui sont spécifiques à Gabès, désagrégées par sexe et tranches d'âge, avec un niveau de granularité satisfaisant pour mettre en valeur les particularités de chaque délégation du Gouvernorat.



CADRE ANALYTIQUE

La « **cohésion sociale est le degré de confiance dans l'Etat et dans la société ainsi que la volonté de participer collectivement à une vision partagée de paix et de développement durables** »¹. Cette définition est le socle du cadre analytique de l'enquête qui s'articule en deux niveaux de cohésion sociale. Ce cadre analytique étudie donc les relations entre les individus et l'Etat (**niveau vertical**) ainsi qu'entre les groupes sociaux et les individus eux-mêmes (**niveau horizontal**).

L'enquête sur la cohésion sociale à Gabès est une adaptation de la méthodologie du **Social Cohesion Index** développée par le Bureau pour les Etats Arabes du Programme des Nations Unies pour le développement². Cet outil de mesure de la cohésion sociale fournit un cadre méthodologique robuste validé par un *peer review* scientifique. La méthodologie est à la fois spécifique au contexte de la région MENA, mais aussi adaptable aux spécificités locales où elle est appliquée.

La méthodologie d'enquête privilégie une **approche programmatique et pragmatique** comme outil d'aide à la décision pour informer des politiques et interventions visant à renforcer la cohésion sociale. Ce modèle a aussi une **portée prédictive**. Il contient des éléments prédicteurs (ex : perceptions de justice, de corruption, etc.) modulés par des variables centrales (ex : identités collectives, attitudes, etc.) qui influent sur une conséquence plus ou moins probable, à savoir l'action collective. Dès lors, le questionnaire couvre les dimensions suivantes :

1- PNUD, 'Renforcer la cohésion sociale. Cadre conceptuel et implications pour les programmes', 2020. <https://www.undp.org/publications/strengthening-social-cohesion-conceptual-framing-and-programming-implications>

2- Charles Harb, 'Developing a social cohesion index for the Arab region. Background methodological paper', UNDP, 2017. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke3226/files/migration/arabstates/Developing-a-Social-Cohesion-Index-for-the-Arab-Region---UNDP-Amman-Hub-2017.pdf>

- **Section 1** – Perceptions des libertés fondamentales et droits humains.
- **Section 2** – Mesures de la satisfaction à l'égard de la vie et de la religiosité intrinsèque.
- **Section 3** – Perceptions de la corruption.
- **Section 4** – Evaluation de la confiance (verticale et horizontale).
- **Section 5** – Identités collectives.
- **Section 6** – Perceptions de justice.
- **Section 7** – Perceptions de menaces et sécurité humaine.
- **Section 8** – Contacts.
- **Section 9** – Sentiments.
- **Section 10** – Action collective.
- **Section 11** – Efficacité collective.
- **Section 12** – Participation et représentation politique.
- **Section 13** – Caractéristiques sociodémographiques.

Pour le contexte tunisien, un effort d'**adaptation au spécificités locales** est réalisé à travers quatre volets :

- Les différentes composantes du système national de statistiques (Institut National de la Statistique, Conseil National de la Statistique) ont été associées à chacune des étapes de l'enquête pour contribuer au plan de sondage et veiller à la validité technique du protocole d'enquête.
- Certaines dimensions du questionnaire (ex : libertés individuelles) ont été dérivées d'enquêtes nationales (ex : enquête sur la sécurité, les libertés et la gouvernance locale) pour bâtir sur les modèles nationaux existants.
- Dans l'étape préparatoire, des concertations locales (focus group) et le pré-test de l'enquête ont abouti à un questionnaire qui intègre des spécificités propres au Gouvernorat.
- Enfin, le questionnaire avait été traduit en dialecte tunisien.

Pour l'enquête sur la cohésion sociale à Gabès, le processus d'adaptation au contexte a bénéficié des apprentissages de l'enquête de Médenine (2020), notamment pour réviser et renforcer les dimensions liées à la sécurité humaine et à l'action collective. En outre, le questionnaire porte une attention spécifique à des éléments propres au Gouvernorat de Gabès, notamment en ce qui concerne les facteurs de tension autour du Groupe Chimique Tunisien.



PROCESSUS D'EXÉCUTION

Le processus d'exécution de l'enquête a veillé aux principes d'inclusion et de robustesse à chacune des étapes. Ces principes se manifestent dans la **démarche participative** qui a été adoptée pour inclure les parties prenantes nationales et régionales, parmi les pouvoirs publics et la société civile, qui jouent un rôle dans le renforcement de la cohésion sociale et/ou la production de statistiques.



Ce processus se décline en 4 phases et 15 étapes :

Phase préparatoire

- **Etape 1** – Préparation d'une note de cadrage.
- **Etape 2** – Focus group et concertations sur l'adaptation du questionnaire.
- **Etape 3** – Pré-test terrain.
- **Etape 4** – Finalisation du questionnaire.
- **Etape 5** – Revue et validation du plan de sondage par l'INS.
- **Etape 6** – Revue et validation du protocole d'enquête par le Conseil National de la Statistique.

Phase empirique

- **Etape 7** – Formation des enquêteur·rice·s et superviseur·e·s.
- **Etape 8** – Collecte des données.
- **Etape 9** – Enregistrement, nettoyage et tri à plat de la base de données.

Phase d'analyse

- **Etape 10** – Focus groups et concertations pour l'analyse participative du tri à plat.
- **Etape 11** – Analyses statistiques (tri croisé, corrélations et régressions).
- **Etape 12** – Analyse qualitative et rédaction du rapport d'enquête.
- **Etape 13** – *Peer review* et validation des résultats.

Phase de valorisation

- **Etape 14** – Edition du rapport statistique et d'enquête.
- **Etape 15** – Ateliers de dissémination et d'analyse participative pour la préparation de *policy briefs*.

Le rapport fait régulièrement référence à trois étapes en particulier. L'**analyse exploratoire** (étape 2) a été déterminante pour la préparation du questionnaire. Les informations qualitatives collectées lors de cette étape permettent de justifier certains choix, comme par exemple la référence à l'identité de la tribu pour la mesure des relations horizontales. L'**analyse participative** (étape 10) est intervenue après la collecte des données et le tri à plat pour compléter l'interprétation des données par une lecture qualitative. Il s'agit d'une interprétation qui s'est appuyée sur la contribution directe des habitant·e·s et représentant·e·s des pouvoirs publics du Gouvernorat de Gabès. Cette étape a aussi guidé les **analyses statistiques** (étape 11), notamment pour tester la validité des hypothèses de corrélations entre certaines variables.



CARACTÉRISTIQUES

Le protocole d'enquête a été validé par le Conseil National de la Statistique le 15 septembre 2021 (visa du *Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale* n°03/2021).

| **Echantillonnage**

La taille de l'échantillon est suffisante pour une exploitation des résultats désagrégée par délégation, tranche d'âge et sexe.

Selon le recensement effectué en 2014 par l'Institut National de la Statistique (INS), la population totale du Gouvernorat de Gabès est de 374.300 habitant-e-s. La **population de référence** retenue pour l'enquête est celle âgée de 18 ans et plus, soit **253.178** personnes en 2014.

La méthode d'**échantillonnage** a associé trois modalités :

- **Echantillonnage stratifié** – A partir de la population de référence, 4 critères ont été utilisés pour définir de façon représentative des sous-populations ; (i) la tranche d'âge, (ii) le sexe, (iii) le milieu d'habitation (urbain/rural) et (iv) le découpage administratif (Gouvernorat, délégation, secteur).
- **Echantillonnage par quota** – A partir de ces sous-populations et de ces critères, 58 grappes de 40 personnes chacune ont été identifiées.
- **Echantillonnage aléatoire** – Dans chaque secteur/délégation, le choix des ménages s'est fait de manière aléatoire. Si un membre du ménage correspondait aux critères d'âge, de sexe et de milieu recherché, le questionnaire lui était administré. Dans le cas contraire, l'enquêteur-riche poursuivait la recherche.

Le plan de sondage a été validé par l'Institut National de la Statistique.

Pour un niveau de confiance optimal dans les résultats de l'enquête, **2.307 questionnaires** ont été recueillis à l'échelle du Gouvernorat, soit une **marge d'erreur de 2%** pour un **taux de confiance de 99%** (intervalle de confiance de +/- 2,0403%). Le plan de sondage initial fixait un objectif de 2.320 participant-e-s à l'enquête ; le taux de réponses valides s'élève donc à 99,4%.

A un niveau plus granulaire, toutes les délégations du Gouvernorat ont été couvertes. Le niveau de confiance varie d'une localité à une autre mais se maintient à un degré satisfaisant pour des analyses comparatives entre délégations (taux de confiance entre 95% et 99%, marge d'erreur commune de 5%).

Tableau 1- Répartition de la population selon la délégation

Localité	Pop de référence (âgée de + de 18 ans en 2014)	Taille de l'échantillon	Niveau de confiance	Marge d'erreur
Gabès (Gouv)	253 178	2 307	99 %	2%
Gabès Médina	32 620	497	99 %	5%
Gabès Ouest	21 520	172	99 %	5%
Gabès Sud	51 534	678	99 %	5%
Métouia	18 405	38	99 %	5%
El Hamma	49 799	520	99 %	5%
Mareth	42 484	403	99 %	5%
Ghannouch*	17 220	121	95 %	5%
Menzel El Habib*	6 461	78	95 %	5%
Matmata*	13 138	201	95 %	5%
Gabès (Gouv)	253 178	2 307	99 %	2%

* Les résultats pour les délégations de Ghannouch, Menzel El Habib et Matmata sont intégrés dans une base de données séparée car l'enquête de terrain y a été réalisée à une période différente du reste du Gouvernorat, selon un tirage séparé de l'échantillon (voir section sur les limitations).

Une présentation et comparaison des résultats selon le **sexe** et la **tranche d'âge** des répondant-e-s est également possible, et ce à l'échelle du Gouvernorat et des délégations.

Tableau 2 - Répartition de la population selon le sexe

Sexe	Pop de référence (2014)	Nombre de répondant-e-s à l'enquête	% de l'échantillon total
Hommes	121 477	1 087	47,1%
Femmes	131 701	1 220	52,9%
Total	253 178	2 307	100%

Tableau 3 - Répartition de la population selon la tranche d'âge

Tranche d'âge	Pop de référence (2014)	Nombre de répondant-e-s à l'enquête	% de l'échantillon total
18-29 ans	28 658	422	18,8%
30-39 ans	23 274	508	22,6%
40-49 ans	16 281	469	20,9%
50-59 ans	13 239	373	16,6%
60 ans+	17 023	474	21,1%
Total	253 178	2 307	100%

Collecte des données

La modalité d'enquête choisie est celle de l'**auto-administration** (support utilisé : tablettes électroniques, à travers le logiciel SurveyToGo) pour éviter les biais liés à l'influence extérieure (environnement social de l'enquêté-e) et/ou de l'enquêteur-riche. 12,1% des répondant-e-s (15,7% des femmes et 8% des hommes) ont néanmoins eu besoin de l'assistance d'un-e enquêteur-riche (par exemples, dans le cas où le/la répondant-e était illettré-e ou qu'il/elle ne maîtrisait pas l'outil informatique).

Une équipe de 16 enquêteur-riche-s, 4 superviseur-e-s et 1 responsable terrain a été mobilisée et formée sur la conduite de l'enquête.

La période de collecte sur terrain s'est étendue du **12 octobre au 05 novembre 2021**, puis du 5 au 15 décembre 2021 pour la base de données complémentaire (Ghannouch, Menzel El Habib et Matmata). La durée moyenne d'administration des questionnaires a été de 33 minutes.

LEÇONS APPRISSES ET LIMITATIONS

Les apprentissages méthodologiques tirés de cette nouvelle édition de l'enquête informent un processus itératif d'adaptation du modèle de mesure de la cohésion sociale pour d'éventuelles nouvelles éditions.

Révision du modèle de mesure de la cohésion sociale

Le questionnaire d'enquête a reçu des modifications justifiées par les apprentissages de la première édition à Médenine, en 2020 :

- L'**échelle de mesure** commune à toutes les sections a été rationalisée (suppression d'une option de réponse 'neutre') pour atténuer le risque de données manquantes qui avait été observé lors de la première édition à Médenine. Cette modification mineure a obtenu les résultats escomptés, avec un très faible taux de non-réponses à la majorité des questions.
- Une section sur l'**action collective** a été introduite, conformément au modèle initial du *Social Cohesion Index*. Bien que cette section ne mesure pas la probabilité d'observer des actions collectives selon si celles-ci seraient violentes ou non-violentes, elle informe sur les motifs de mobilisation (liés à la sécurité humaine) et la cible de celles-ci. Les résultats pour les motifs de mobilisation sont insatisfaisants et montrent l'invalidité de cette mesure ; la sous-section devrait être retirée des prochaines itérations de l'enquête. Les résultats pour les cibles de l'action collective sont exploitables avec un niveau de précaution élevé ; les prochaines éditions de l'enquête devraient rationaliser la liste à un nombre plus réduit et mieux contextualisé de cibles de l'action collective.
- La section sur les **identités collectives** a introduit un classement de celles-ci ; ce classement se fait sur 12 rangs. Pour prévenir le risque de désengagement des enquêté-e-s, il est recommandé de réduire ce classement à 5 rangs dans les prochaines itérations de l'enquête.
- L'échelle de mesure de la section sur les **émotions** est différente de celle utilisée dans les autres sections. Bien que cette section informe sur les émotions (ex : colère, respect, etc.) des répondant-e-s concernant différentes cibles, celles-ci ne peuvent pas être intégrées dans les analyses statistiques qui identifient les facteurs ayant une influence sur la confiance ou l'action collective par exemples. De plus, la liste des émotions (choix de réponse) est très détaillée et mène à un risque élevé soit de désengagement des répondant-e-s, soit de confusion de ceux/celles-ci. Les prochaines itérations de l'enquête devraient revoir l'organisation de cette section en rationalisant le nombre de choix de réponses et en le rendant compatible pour des analyses statistiques avec les autres sections.

Echantillon complémentaire

La taille de l'échantillon (N = 2.307) est 4 fois plus importante que la première édition de l'enquête sur la cohésion sociale qui avait été réalisée à Médenine en 2020 (N = 517). Cette amélioration favorise des analyses avec une marge d'erreur plus réduite et un niveau de granularité valide à l'échelle des délégations.

La comparaison entre toutes les délégations du Gouvernorat figurait parmi les objectifs de l'enquête et correspondait à une demande des organismes commanditaires (Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme et PNUD Tunisie). Or, le tirage de l'échantillon s'est limité à 7 délégations sur 10, ce qui ne permet pas de documenter les spécificités propres des 3 délégations manquantes. Un échantillon complémentaire a donc été réuni pour les délégations de Matmata, Menzel El Habib et Ghannouch, avec une période de collecte de données différente du premier groupe mais un protocole d'enquête identique (ex : même questionnaire, même méthode de collecte de données). Cette base de données additionnelle (N = 400) n'a pas été intégrée à la base de données primaire (N = 2.307) ; il s'agit de résultats complémentaires qui permettent une comparaison complète entre toutes les délégations du même Gouvernorat.

Les futures éditions de l'enquête sur la cohésion sociale pourraient reproduire l'expérience de collecte de données auprès d'un large échantillon pour garantir la robustesse des résultats à l'échelle du Gouvernorat, et veiller à couvrir toutes les délégations dans le tirage initial de l'échantillon pour s'assurer de la validité des comparaisons entre localités étudiées.



CHAPITRE 1

RELATIONS ENTRE LES CITOYEN·NE·S ET L'ETAT

Le rapport des habitant·e·s de Gabès avec l'Etat est caractérisé par une **faible confiance** envers les institutions publiques, un degré élevé de **corruption perçue** et un fort **sentiment d'injustice**.

Tendances générales

49,7% des habitant·e·s de Gabès n'ont pas confiance dans les institutions de l'Etat. Le niveau de méfiance est le plus élevé dans la santé (68,9%), l'éducation (58,1%) et la douane (57,6%).

Les **facteurs qui ont une influence négative sur la confiance verticale** sont :

- Un **degré élevé de corruption perçue**, tous secteurs confondus ; 73,2% des répondant·e·s estiment que la corruption serait répandue au sein des institutions et de la société.
- Un **fort sentiment d'injustice** : 66,2% des répondant·e·s estiment que tou·te·s les Tunisien·ne·s ne sont pas égaux devant la loi. 87% considèrent que les richesses ne sont pas redistribuées de manière équitable.
- Un **sentiment général de mal-être et de mécontentement** (chapitre 3).

Ce sentiment d'injustice ne s'accompagne pas d'un sentiment de colère envers l'Etat. Au contraire, **la majorité des habitant·e·s de Gabès exprime du respect pour les institutions publiques**, et en particulier pour l'armée (80%), la protection civile (76,3%) et la police/Garde Nationale (67%).

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à l'âge

En termes de spécificités locales :

- Les habitant·e·s de **Gabès Ouest** ont un **sentiment plus fort d'injustice** et estiment plus couramment que la moyenne régionale que la **corruption** serait répandue au sein des institutions publiques. Par contre, ils/elles expriment plus couramment du **respect** à l'encontre des institutions de l'Etat.
- Les habitant·e·s de **Ghannouch, Menzel el Habib** et **Gabès Médina** expriment plus couramment un sentiment de **colère** à l'encontre des institutions de l'Etat.

En termes de spécificités liées au sexe et à l'âge des répondant·e·s :

- Les **jeunes (18-29 ans)** ont **moins confiance** dans les institutions publiques.
- Les **hommes** estiment plus couramment que la **corruption** serait répandue dans les secteurs régaliens (sécurité et justice).



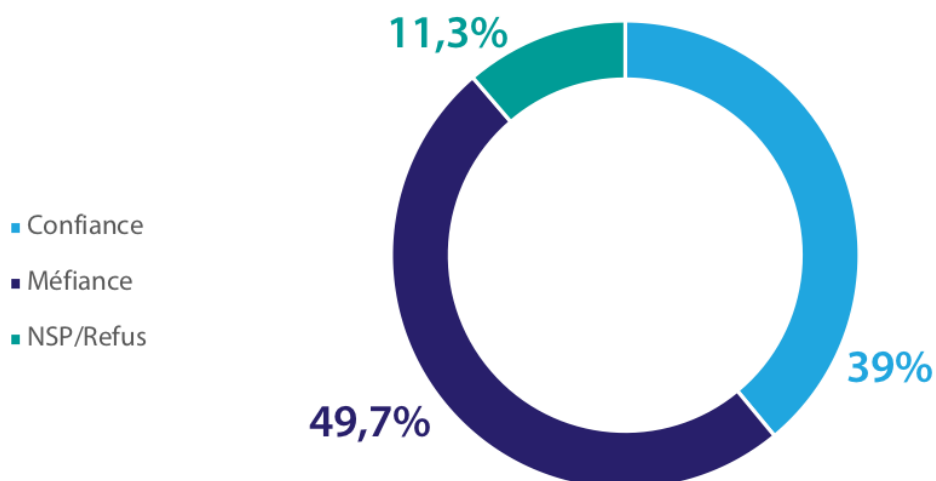
CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS



Le degré de confiance au sein d'une société et envers les institutions qui l'organisent est un indicateur central de cohésion sociale. La confiance verticale, qui renvoie à la confiance dans les institutions publiques, s'enracine dans des facteurs (ex : corruption perçue, sentiment de justice, etc.) qu'il importe de déterminer et de mesurer pour dégager des points d'entrée programmatiques qui favoriseraient des rapports plus constructifs entre citoyen-ne-s et Etat.

Le rapport des habitant·e-s de Gabès avec les institutions de l'Etat³ est caractérisé par des perceptions élevées de méfiance.

Graphique 1 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat
(indicateur composite : **confiance verticale**)



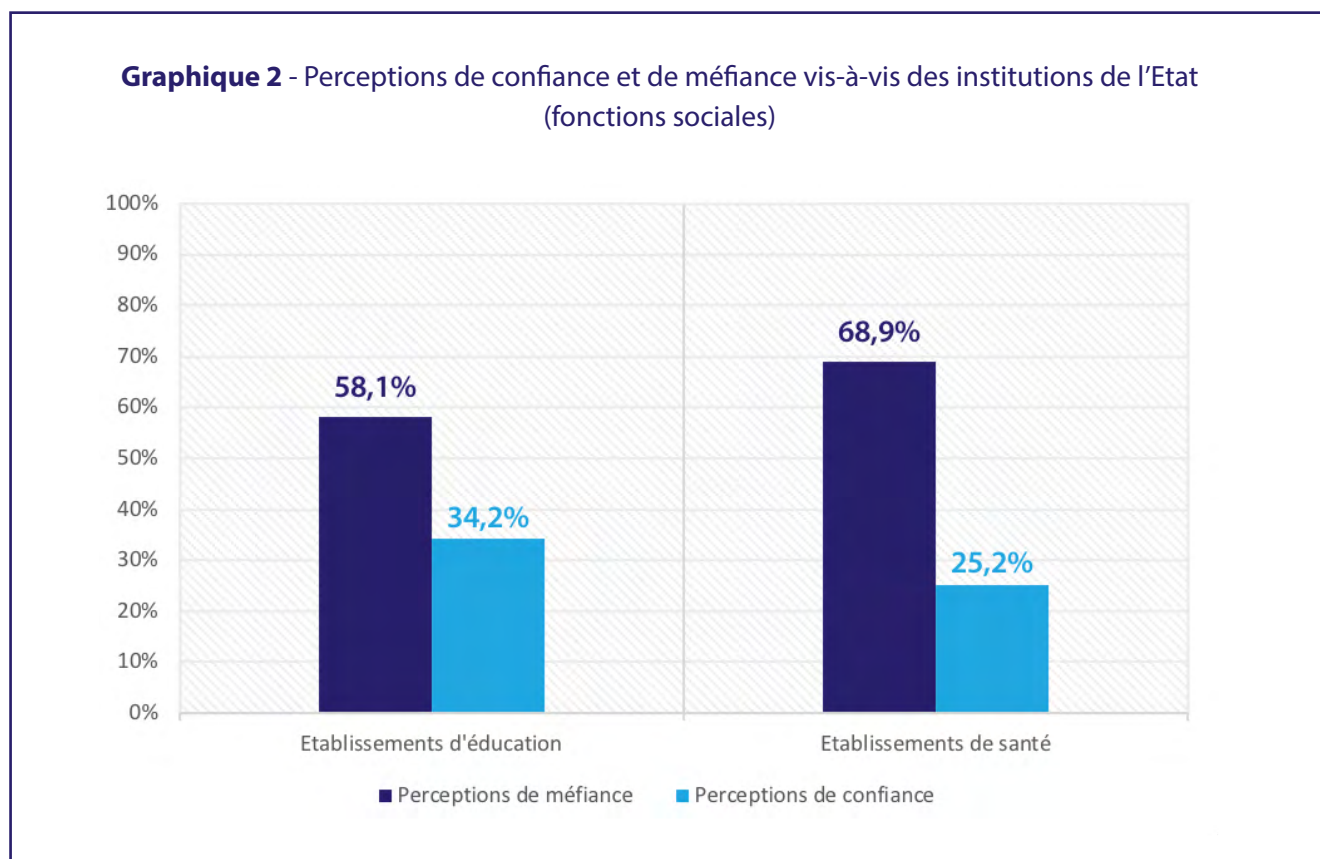
3- La liste des institutions de l'Etat intégrées dans la mesure de l'indicateur composite de confiance verticale inclut : établissements de santé, établissement d'éducation, douane, police/Garde Nationale, tribunaux, protection civile, armée.



De manière agrégée, la moitié des habitant-e-s de Gabès (49,7%) n'a pas confiance dans les institutions de l'Etat. Cette méfiance touche pareillement les fonctions sociales (établissements de santé et d'éducation) et régaliennes (douane, police/Garde Nationale, tribunaux, protection civile, armée) de l'Etat, mais l'indicateur composite de confiance verticale dissimule de larges écarts entre certaines institutions.

Confiance dans les services publics de santé et d'éducation

Le graphique 2⁴ couvre deux institutions représentant les fonctions sociales de l'Etat.



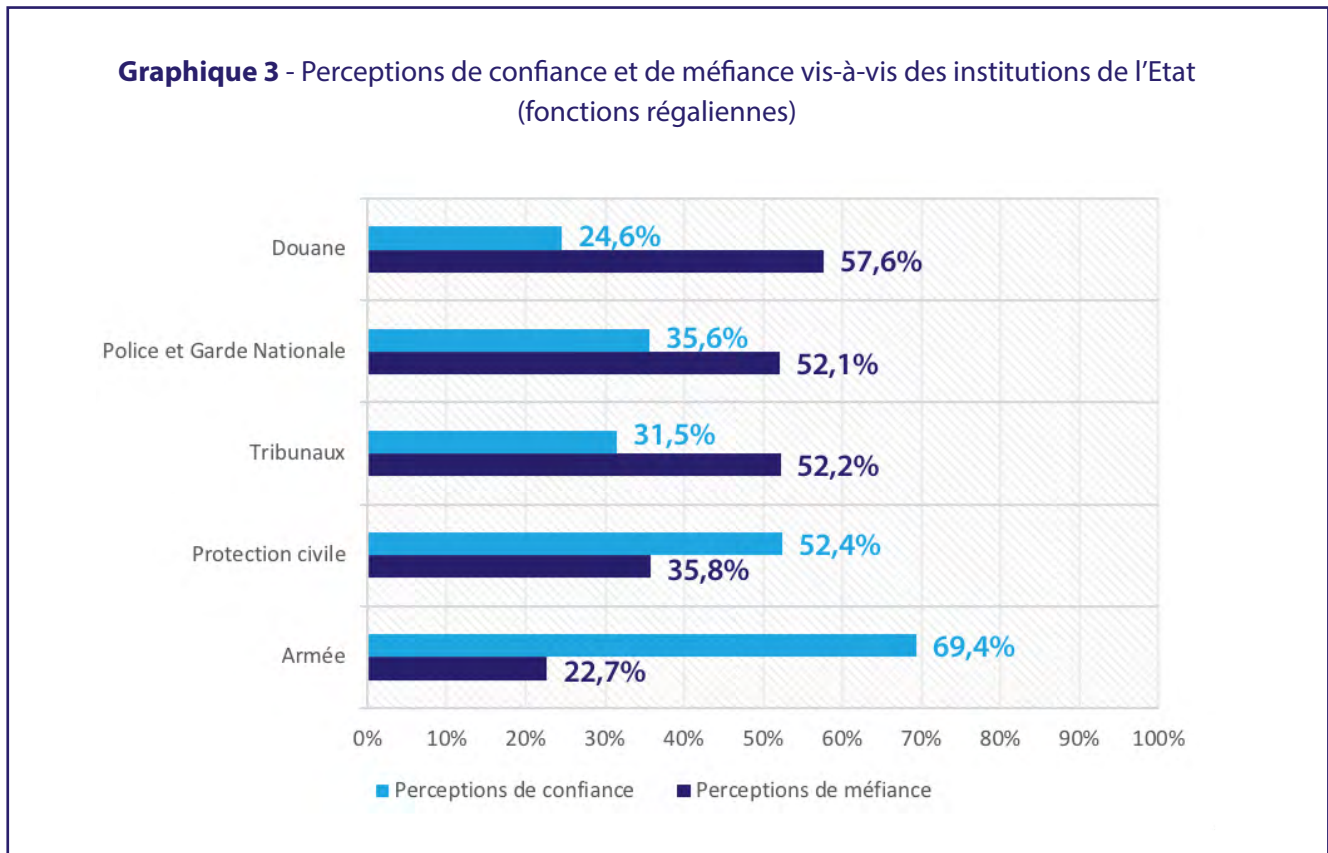
Ces fonctions sociales sont les **institutions publiques qui enregistrent les scores les plus élevés de méfiance, à savoir les domaines de la santé (68,9%) et de l'éducation (58,1%).**

L'analyse participative met en avant les effets de la situation sanitaire de Gabès, en lien avec l'impact négatif des activités du groupe chimique sur l'environnement et la santé publique. Selon cette hypothèse, **les préoccupations d'ordre environnemental et leur impact sur la santé publique seraient un facteur explicatif plus plausible des perceptions de méfiance dans le domaine de la santé.** La méfiance dans le domaine de la santé serait par ailleurs liée à l'accessibilité et à la présence des services de santé sur le territoire, notamment en termes d'unités spécialisées dans les maladies cancéreuses.

4- Les réponses « ne se prononce pas » et « refus » ne sont pas visualisées dans ce graphique par soucis de lisibilité. Elles complètent l'écart manquant pour atteindre 100%. Cette observation s'applique aux autres graphiques du rapport.

| Confiance dans les institutions à caractère régalien

Le [graphique 3](#), qui couvre les fonctions régaliennes de l'Etat, montre des résultats plus variés.



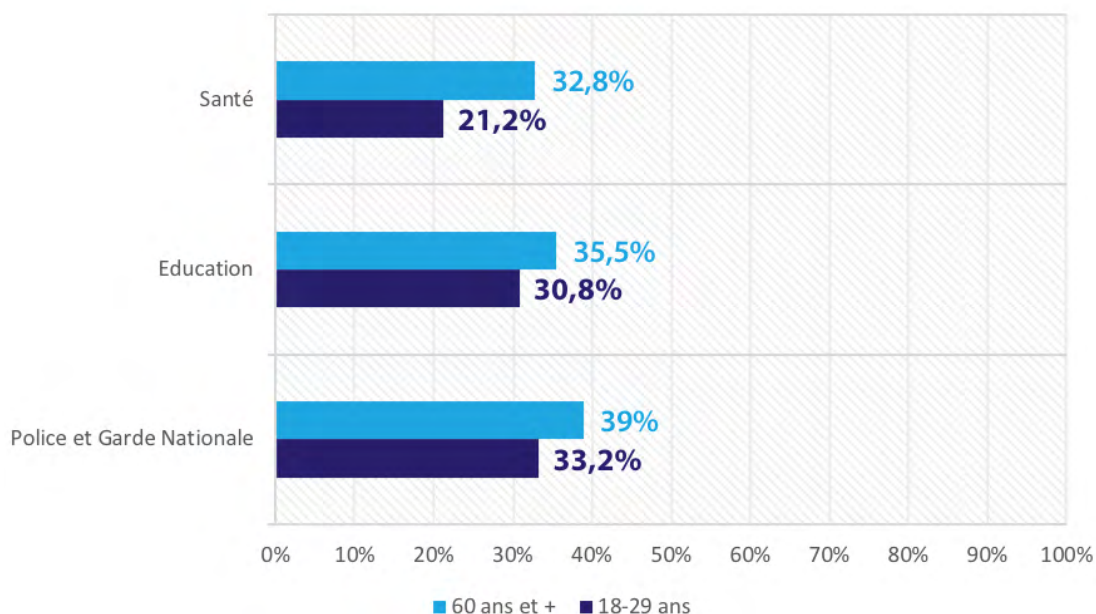
Les **services de la douane, de la police/Garde Nationale et des tribunaux enregistrent aussi des scores élevés de méfiance**. Ils sont respectivement de 57,6%, 52,1% et 52,2%.

A l'inverse, **les habitant-e-s de Gabès accordent plus couramment leur confiance à la protection civile et à l'armée**. La perception de confiance dans la protection civile s'élève ainsi à 52,4% (contre 35,8% de perceptions de méfiance), et elle atteint 69,4% pour l'armée (contre 22,7% de méfiance).

| Spécificités liées à la tranche d'âge : taux de confiance et de méfiance parmi les jeunes (18-29 ans)

Une [analyse statistique](#) de corrélations montre une relation significative entre l'âge des répondant-e-s et les perceptions de confiance/méfiance dans les institutions publiques. L'[analyse statistique](#) croisée indique un **niveau de confiance dans les institutions publiques sensiblement plus bas parmi les jeunes de 18-29 ans**. Cet écart est plus manifeste en comparant les résultats de cette tranche d'âge avec ceux de la catégorie d'âge la plus élevée (60 ans et plus) pour des exemples détaillés :

Graphique 4 - Perceptions de confiance vis-à-vis des institutions de l'Etat : comparaison entre les jeunes de 18 à 29 ans et répondant.e.s de plus de 60 ans



Les écarts (en termes de perceptions de confiance) entre la catégorie d'âge la plus jeune (18-29 ans) et celle la plus âgée (60 ans et plus) les plus notables concernent les institutions de santé (-11,6 points) ainsi que la police et la Garde Nationale (-5,8 points).

Déterminants de la confiance verticale

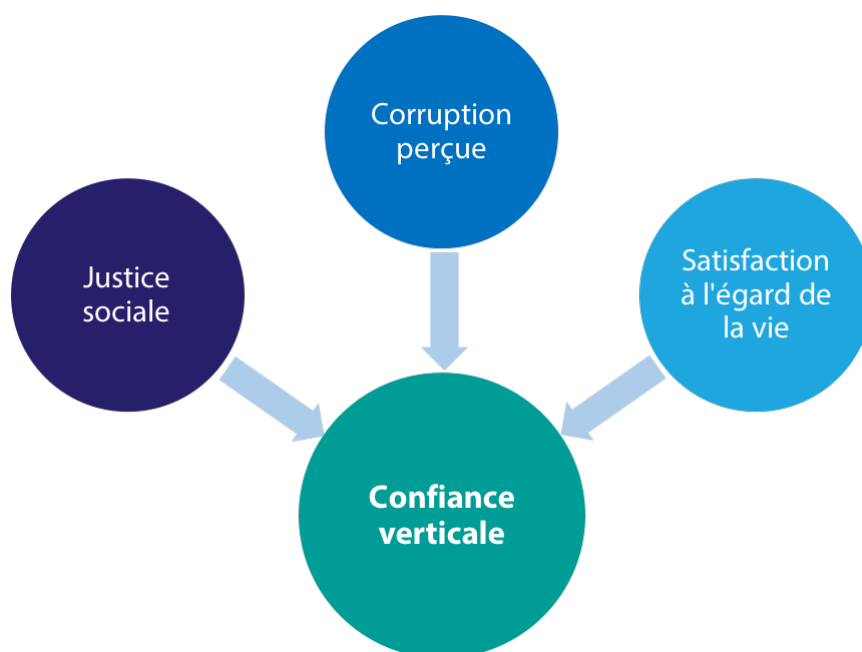
Encadré 1 - Note méthodologique : analyses statistiques

Les **analyses statistiques** présentées dans le rapport cherchent d'abord à confirmer l'existence d'un lien entre certaines variables (**corrélations**). Dans un second temps, le sens de cette relation (quel facteur influence l'autre) est vérifié selon des **régressions** linéaires. Ces régressions sont valides lorsqu'elles intègrent des modèles complexes, c'est-à-dire lorsque qu'un élément est expliqué par l'interaction de plusieurs facteurs. Il ne s'agit pas de relations de cause à effet, mais de facteurs qui favorisent certaines tendances.

Les résultats chiffrés des analyses statistiques sont disponibles en annexes.

L'**analyse statistique** (corrélations et régressions : **annexe 1**) met en avant 3 facteurs qui ont un effet combiné sur la confiance verticale :

Graphique 5 - Déterminants de la confiance verticale



Ainsi :

- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent que l'Etat redistribue les ressources de manière égale et équitable entre tou-te-s les citoyen-e-s (**justice sociale** : 3^{ème} section de ce chapitre) ;
- Moins les habitant-e-s de Gabès considèrent que les institutions et la société seraient corrompues (**corruption perçue** : 2^{ème} section de ce chapitre) ;
- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent qu'ils/elles sont globalement satisfait-e-s de leur vie (**satisfaction à l'égard de la vie** : chapitre 3) ;

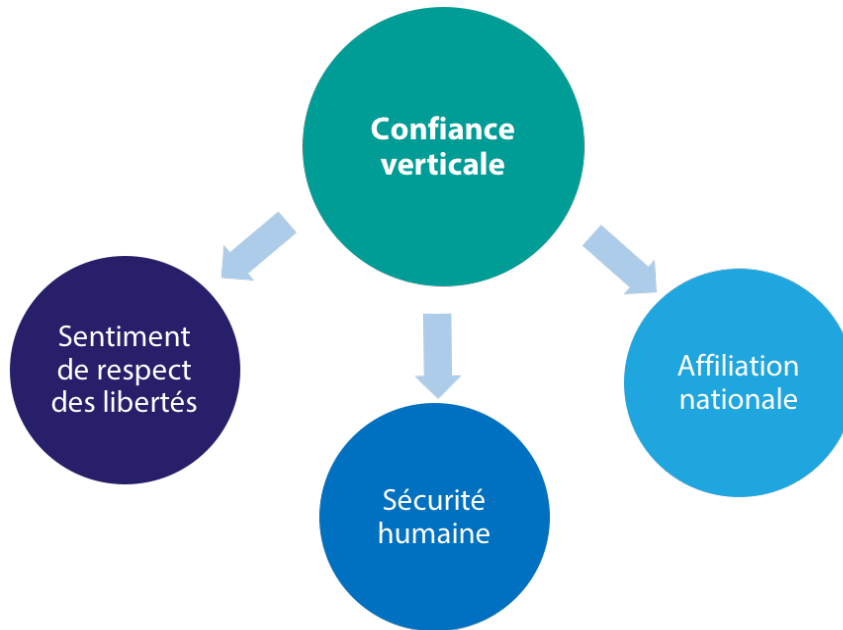
Alors, plus ils/elles auront confiance dans les institutions publiques.

Ces trois facteurs enregistrent des scores particulièrement préoccupants (voir sections correspondantes aux chapitres 1 et 3), expliquant le niveau élevé de méfiance verticale décrit dans cette section. Ainsi, **le sentiment général d'injustice, des perceptions répandues de corruption et un sentiment général mitigé en termes de satisfaction à l'égard de la vie sont autant de raisons qui peuvent expliquer un niveau de méfiance aussi élevé à l'égard des institutions publiques à Gabès.**

Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques

Le renforcement de la confiance des habitant-e-s de Gabès dans les institutions publiques pourra avoir un effet indirect sur l'amélioration d'autres dimensions de la cohésion sociale. L'analyse statistique (corrélations et régressions : [annexe 2](#)) met en avant une relation entre les perceptions de confiance/méfiance dans les institutions publiques et les dimensions des (i) **libertés fondamentales/droits humains**, (ii) du **sentiment d'appartenance au pays**, et (iii) de la **sécurité humaine**.

Graphique 6 - Conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques



Ainsi, plus les habitant-e-s de Gabès ont confiance dans les institutions publiques ;

- Alors plus ils/elles auront le sentiment que leurs **libertés** seront respectées ;
- Alors plus ils/elles se sentiront à l'abri du besoin et de toute forme de menace (**sécurité humaine**) ;
- Alors plus ils/elles s'identifieront à leur pays (**identité nationale**).

Les résultats en termes de libertés fondamentales/droits humains et de sécurité humaine sont analysés au chapitre 3, tandis que le sentiment d'appartenance au pays est étudié au chapitre 2.

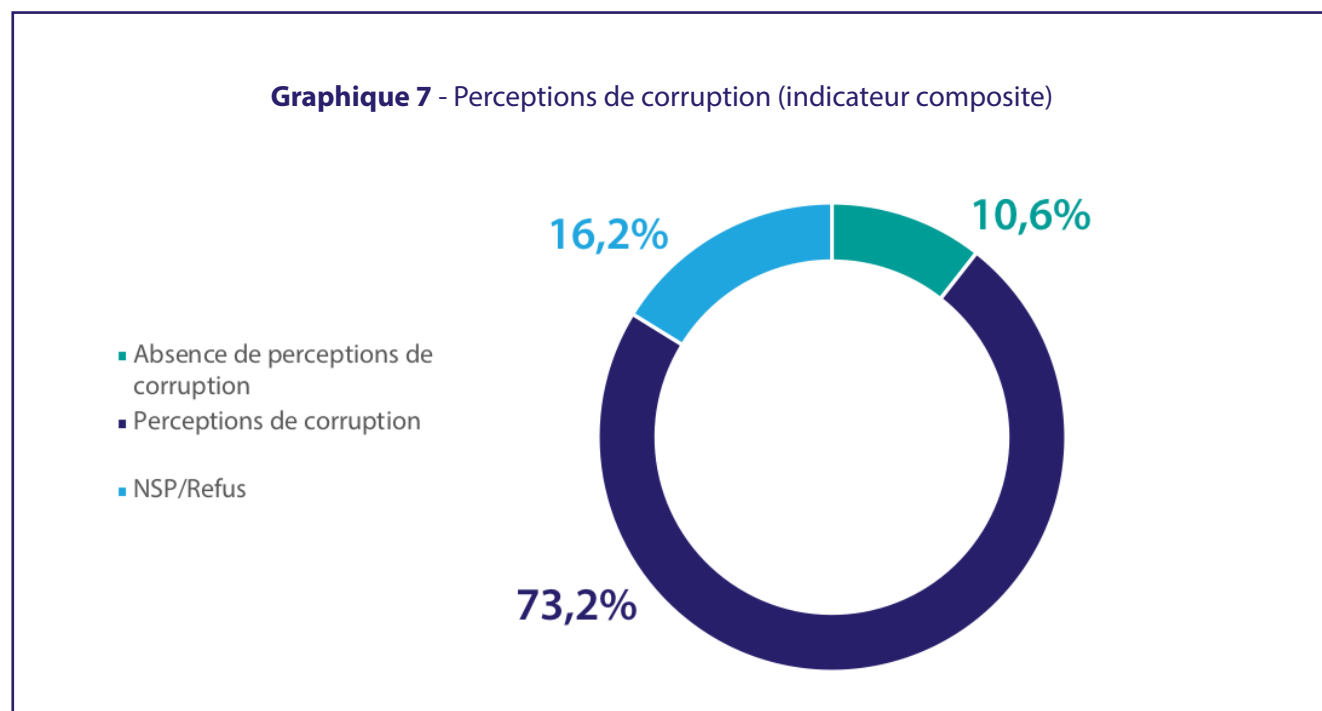


PERCEPTIONS DE CORRUPTION



Les perceptions de corruption sont un facteur déterminant du sentiment de confiance dans les institutions. L'analyse statistique (corrélations et régressions) montre en effet un lien étroit entre les deux variables. De plus, comme étudié dans les prochains chapitres, les perceptions de corruption ont aussi une influence sur d'autres dimensions de la cohésion sociale à Gabès, notamment le sentiment d'insécurité humaine (voir chapitre 3). Il s'agit également d'une des variables explicatives de l'action collective (voir chapitre 4). **Les perceptions de corruption sont donc un dénominateur commun par lequel les différentes sources de fragilité dans la cohésion sociale s'articulent entre elles.**

Les habitant-e-s de Gabès estiment très largement que la corruption serait répandue au sein de la société et des institutions. L'indicateur agrégé de corruption perçue couvre 9 domaines (santé, éducation, autorités locales, douane, justice, médias, secteur de la sécurité, syndicats, emploi).



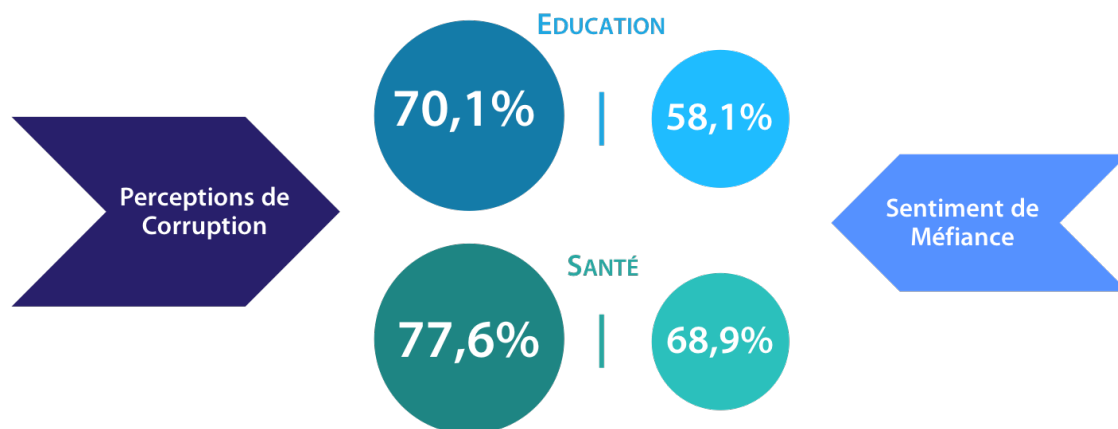
De manière agrégée, près de 3 habitant-e-s de Gabès sur 4 (73,6%) estiment que la corruption serait répandue au sein des institutions et de la société. Les deux sous-sections suivantes analysent plus dans le détail les perceptions de corruption à Gabès. Pour chacun des 5 secteurs étudiés (santé, éducation, sécurité, justice, douane), **entre deux tiers et trois quarts des répondant-e-s considèrent que la corruption serait répandue au sein des institutions publiques.** L'analyse met aussi en avant des **spécificités locales** (perceptions de corruption plus courantes chez les habitant-e-s de **Gabès Ouest**), mais peu de particularités en termes de spécificités liées au sexe et à l'âge des répondant-e-s.

Relation des perceptions de corruption et confiance dans les fonctions sociales

Les institutions de l'Etat relevant de ses fonctions sociales enregistrent des scores élevés de perceptions de corruption et de méfiance. De plus, l'analyse statistique (corrélations) signale une relation entre perceptions de corruption et sentiment de confiance en ce qui concerne les secteurs de l'éducation et de la santé⁵.

5- Les scores de corrélation entre perceptions de corruption et sentiment de confiance/méfiance s'élèvent respectivement à -,291** et -,236** pour les secteurs de l'éducation et de la santé.

Graphique 8 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de l'éducation et de la santé



A Gabès, plus des trois quarts des répondant-e-s (77,6%) estiment que la corruption est répandue au sein des établissements de santé, ce qui les classe au premier rang des institutions perçues comme étant les plus touchées par la corruption. Les établissements de santé sont aussi l'institution publique qui enregistre le score de méfiance le plus élevé à Gabès. Au niveau local, les habitant-e-s de **Gabès Ouest** partagent plus couramment le sentiment que les institutions de santé seraient corrompues (pour 87,5% d'entre eux/elles, soit +10,2 points par rapport aux standards régionaux).

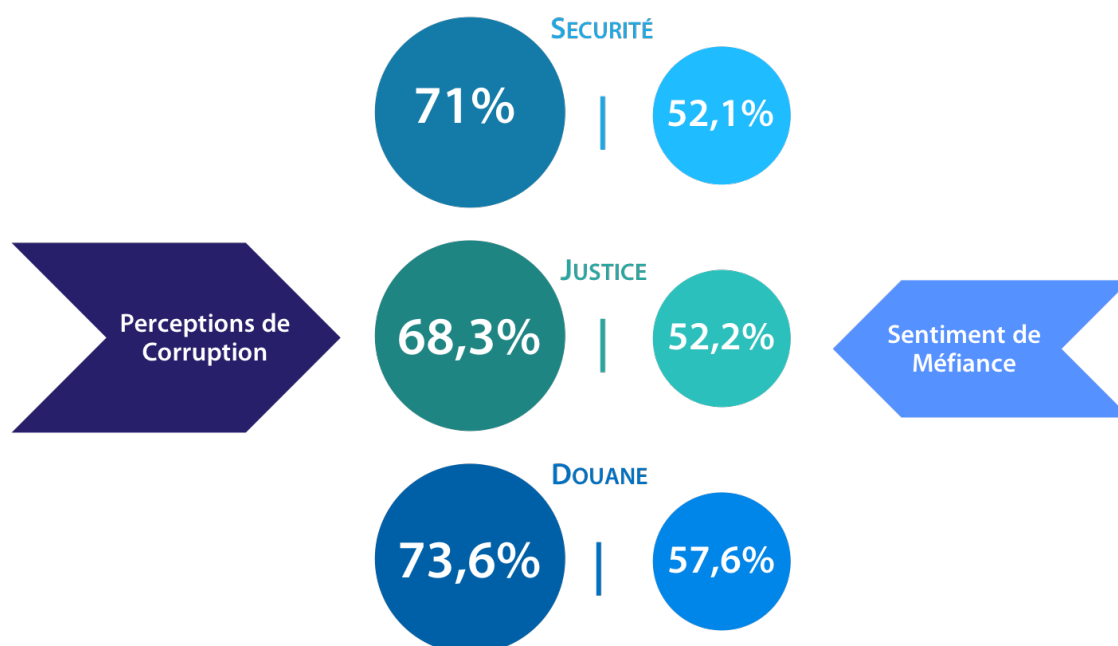
Avec 70,1% des répondant-e-s qui estiment que la corruption est présente dans le secteur de l'éducation, **les établissements scolaires sont le quatrième secteur perçu comme étant le plus touché par la corruption à Gabès**. Cela se reflète dans le niveau de méfiance à leur égard qui est le deuxième plus élevé (58,1%) parmi les institutions étatiques. Au niveau local, les habitant-e-s de **Gabès Ouest** partagent plus couramment le sentiment que les établissements scolaires seraient corrompus (pour 88% d'entre eux/elles, soit +17,9 points par rapport aux standards régionaux).

Relation entre perceptions de corruption et confiance dans les fonctions régaliennes

A Gabès, **les perceptions de corruption ont aussi une relation étroite avec le sentiment de confiance en ce qui concerne les secteurs régaliens** (sécurité, justice et douane)⁶.

6- Les scores de corrélation entre perceptions de corruption et sentiment de confiance/méfiance s'élèvent respectivement à -,263** ; -,275** ; et -,197** pour les secteurs de la sécurité, de la justice et de la douane.

Graphique 9 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les secteurs de la sécurité, de la justice, et de la douane



La douane est la deuxième institution perçue comme étant la plus touchée par la corruption, avec 73,6% des répondant-e-s qui estiment qu'elle y est présente. 77,1% des **hommes** considèrent que la corruption est répandue au sein de la douane, contre 70,5% des femmes (+6,6 points). Au niveau local, les habitant-e-s de **Gabès Ouest** partagent plus couramment le sentiment que la douane serait corrompue (pour 89,2% d'entre eux/elles, soit +15,6 points par rapport aux standards régionaux).

Avec 71% de répondant-e-s qui estiment que la corruption est répandue dans le **secteur de la sécurité**, ce domaine arrive en 3^{ème} position des institutions perçues comme étant les plus corrompues. La police et la Garde Nationale arrivent également en 4^{ème} position du classement sur le sentiment de méfiance. Le sentiment de corruption dans le secteur de la sécurité est plus courant chez les **hommes** (pour 74,9% d'entre eux, contre 67,6% des femmes). Au niveau local, les habitant-e-s de **Gabès Ouest** partagent plus couramment le sentiment que la corruption serait répandue dans le secteur de la sécurité (pour 88,2% d'entre eux/elles, soit +17,2 points par rapport aux standards régionaux).

Le **secteur de la justice** enregistre des scores similaires en termes de perceptions de corruption et de méfiance. 68,3% des répondant-e-s estiment que la corruption est répandue dans le secteur de la justice. En parallèle, le sentiment de méfiance dans les tribunaux est équivalent à celui de la police/Garde Nationale (respectivement 52,2% et 52,1%). Au niveau local, les habitant-e-s de **Gabès Ouest** partagent plus couramment le sentiment que la corruption serait répandue dans le secteur de la justice (pour 84,6% d'entre eux/elles, soit +16,3 points par rapport aux standards régionaux).



SENTIMENT D'INJUSTICE

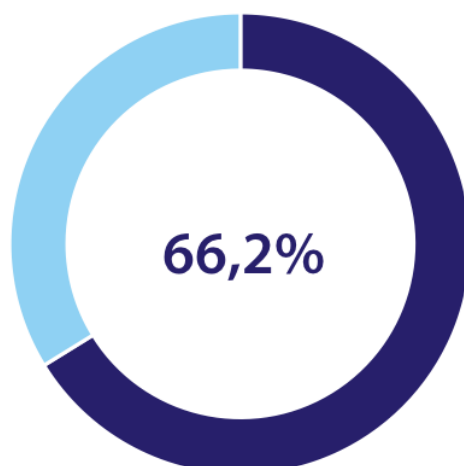


Le sentiment d'injustice peut s'enraciner à travers trois types de justice ; la justice procédurale (ou justice devant la loi), la justice distributive (ou justice sociale), et la justice interactionnelle.

Justice devant la loi

Le premier indicateur du sentiment d'injustice réside dans la perception que la loi ne s'appliquerait pas de façon égale et équitable entre tou-te-s les citoyen-ne-s (justice procédurale).

Graphique 10 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie

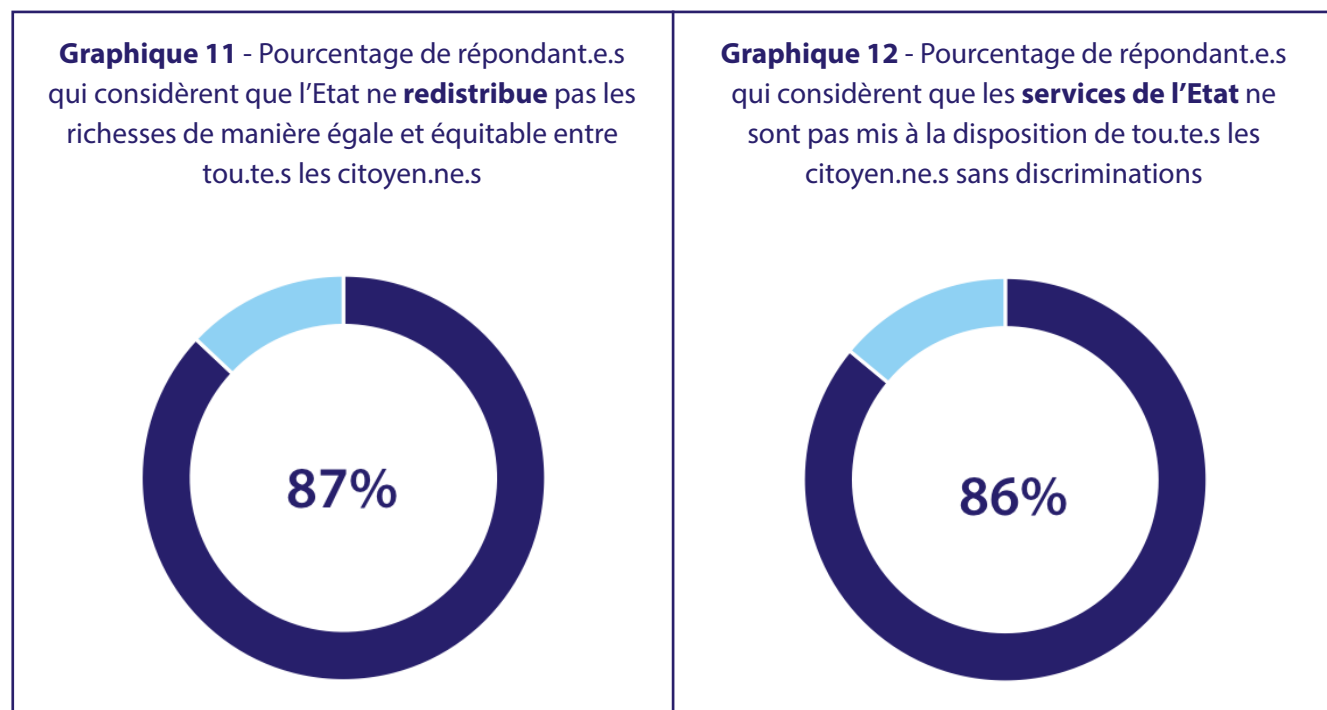


2 habitant-e-s de Gabès sur trois estiment que le principe d'égalité devant la loi n'est actuellement pas respecté en Tunisie. L'analyse statistique croisée montre une spécificité liée à l'âge où ce score est plus élevé parmi les **répondant-e-s de 40 à 49 ans** (pour 73,2% d'entre eux/elles, contre 63% des personnes âgées de 30 à 39 ans par exemple). Au niveau des spécificités locales, Deux groupes de délégations se distinguent. D'abord, les délégations de **Matmata**, de l'agglomération de Gabès (**Gabès Ouest, Gabès Sud, Gabès Médina**), de **Menzel Habib** et **Ghannouch** enregistrent des taux élevés de répondant-e-s qui estiment que le principe d'égalité devant la loi ne serait pas respecté en Tunisie (respectivement 93,3% ; 81,3% ; 71,3% ; 71,2% ; 80,9% et 73,2% des répondant-e-s). Inversement, seulement 51,7% des habitant-e-s de Mareth, 61,7% des répondant-e-s de El Hamma et 62,4% de ceux/celles de Metouia expriment ce sentiment d'injustice.

L'analyse statistique (corrélations et régressions) montre que le sentiment d'égalité devant la loi explique, de façon isolée, la confiance verticale à 29,6%. Cela signifie que plus les répondant-e-s ont le sentiment que la loi s'applique de façon égale et équitable entre tou-te-s les citoyen-ne-s, alors plus ils/elles auront confiance dans les institutions publiques. En l'occurrence, **avec 66,2% de répondant-e-s qui perçoivent une inégalité devant la loi, ce sentiment d'injustice porte préjudice au capital confiance des institutions publiques.** Plus spécifiquement, il existe une relation entre le sentiment de respect du principe d'égalité devant la loi et les perceptions de confiance dans les tribunaux⁷. Cela signifie que, du point de vue des deux tiers des habitant-e-s de Gabès, l'équité au sein de la justice serait peu reconnue et que, en parallèle, 52,2% des répondant-e-s n'accorderaient pas leur confiance dans les institutions de justice.

Justice distributive

Le second indicateur d'un sentiment d'injustice dérive du sentiment que l'Etat ne distribuerait pas les ressources de façon équitable entre tou-te-s les citoyen-ne-s (injustice sociale).



Près de 9 habitant-e-s sur 10 à Gabès estiment faire face à une injustice et à des discriminations dans la manière dont l'Etat redistribue les richesses (87%) et organise l'accès aux services publics (86%). En termes de spécificités locales, l'analyse statistique croisée montre que le sentiment d'injustice sociale atteint

⁷ Le score de corrélation entre perceptions que le principe d'égalité devant la loi est actuellement respecté en Tunisie et sentiments de confiance/méfiance dans les tribunaux s'élève à ,212**.

des niveaux particulièrement élevés à **Matmata** et **Gabès Ouest**, avec respectivement 95,8% et 94,9% de répondant-e-s qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable, ainsi que respectivement 95,7% et 95,4% des répondant-e-s qui estiment que les services publics ne sont pas mis à la disposition de tou-te-s sans discriminations. De même, les **personnes âgées de 30 à 39 ans** partagent plus couramment (pour 91,2% d'entre eux/elles) le sentiment que l'Etat ne redistribuerait pas les ressources de manière égale et équitable entre tou-te-s que, par exemple, les répondant-e-s âgé-e-s de 60 ans et plus (pour 82,6% d'entre eux/elles).

L'**analyse statistique** (corrélations et régressions : **annexe 3**) met en évidence six effets du sentiment d'injustice sociale sur d'autres dimensions de la cohésion sociale à Gabès.

Graphique 13 - Conséquences du sentiment de justice/injustice sociale

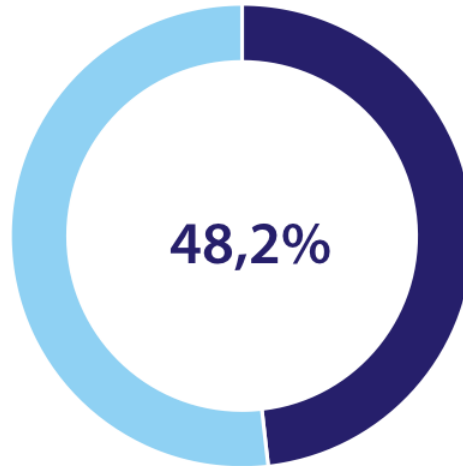


Ainsi, plus les habitant-e-s de Gabès partagent un sentiment d'injustice ;

- Alors moins ils/elles seront **satisfait-e-s de leur vie** (chapitre 3) ;
- Alors moins ils/elles auront **confiance dans les institutions publiques** (1^{ère} section de ce chapitre) ;
- Alors moins ils/elles auront **confiance dans les responsables politiques** (chapitre 4) ;
- Alors moins ils/elles auront **confiance dans le Groupe Chimique Tunisien** (chapitre 2) ;
- Alors moins ils/elles se sentiront à l'abri du besoin et de toute forme de menace (**sécurité humaine** ; chapitre 3) ;
- Alors plus ils/elles estimeront que la **corruption** est répandue dans la société et au sein des institutions (2^{ème} section de ce chapitre).

Le dernier indicateur d'un sentiment d'injustice se penche sur la manière dont les agents de l'Etat interagissent avec respect et de manière juste avec les usager-e-s de service public.

Graphique 14 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect

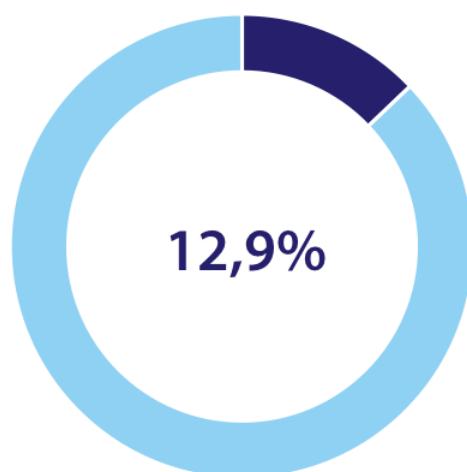


Près d'un-e habitant-e de Gabès sur deux (48,2%) considère que, en général, les agents de l'Etat ne les traite pas avec respect. Ce score est très équilibré avec la perception inverse ; 43,4% des habitant-e-s de Gabès estiment que, de manière générale, les agents de l'Etat les traitent avec respect (8,4% de réponses nulles). Surtout, ce résultat tranche fortement avec le sentiment de respect que les répondant-e-s ont majoritairement envers les institutions de l'Etat (voir section suivante).

L'analyse statistique croisée montre des spécificités légères en termes de particularités locales et de résultats selon le sexe et l'âge des répondant-e-s. Les **jeunes** et les **hommes** estimeraient plus couramment que les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect. 50,2% des 18-29 ans et 50,7% des 30-39 ans considèrent en effet que les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect contre, par exemple, 40,3% des personnes âgées de plus de 60 ans (respectivement +9,9 et +10,4 points). 51,3% des hommes partagent ce sentiment négatif, contre 45,5% des femmes (+5,8 points). En termes de spécificités locales, ce sentiment est plus élevé dans les délégations de **Gabès Sud** et **Gabès Médina** (respectivement 56,9% et 56% des habitant-e-s qui estiment que les agents de l'Etat les traite avec irrespect).

De façon spécifique, l'enquête s'est intéressée à l'interaction entre les citoyen-ne-s et les forces de sécurité.

Graphique 15 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent avoir été traité.e.s de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité



Plus d'un.e habitant.e sur 10 à Gabès estime avoir fait l'objet d'un traitement inapproprié de la part des représentant.e.s des forces de l'ordre. Même si la majorité des répondant.e.s (78%) considère le contraire, l'analyse statistique croisée montre que ce score est plus élevé à **Gabès Sud** (18,5% des répondant.e.s) et parmi la population **masculine** (pour 17,8% d'entre eux, contre 8,5% des femmes), et ce alors qu'une part significative des répondant.e.s ressent soit de la peur (9%), soit de la colère (13,6%) à l'égard de la police/Garde Nationale (voir section suivante).



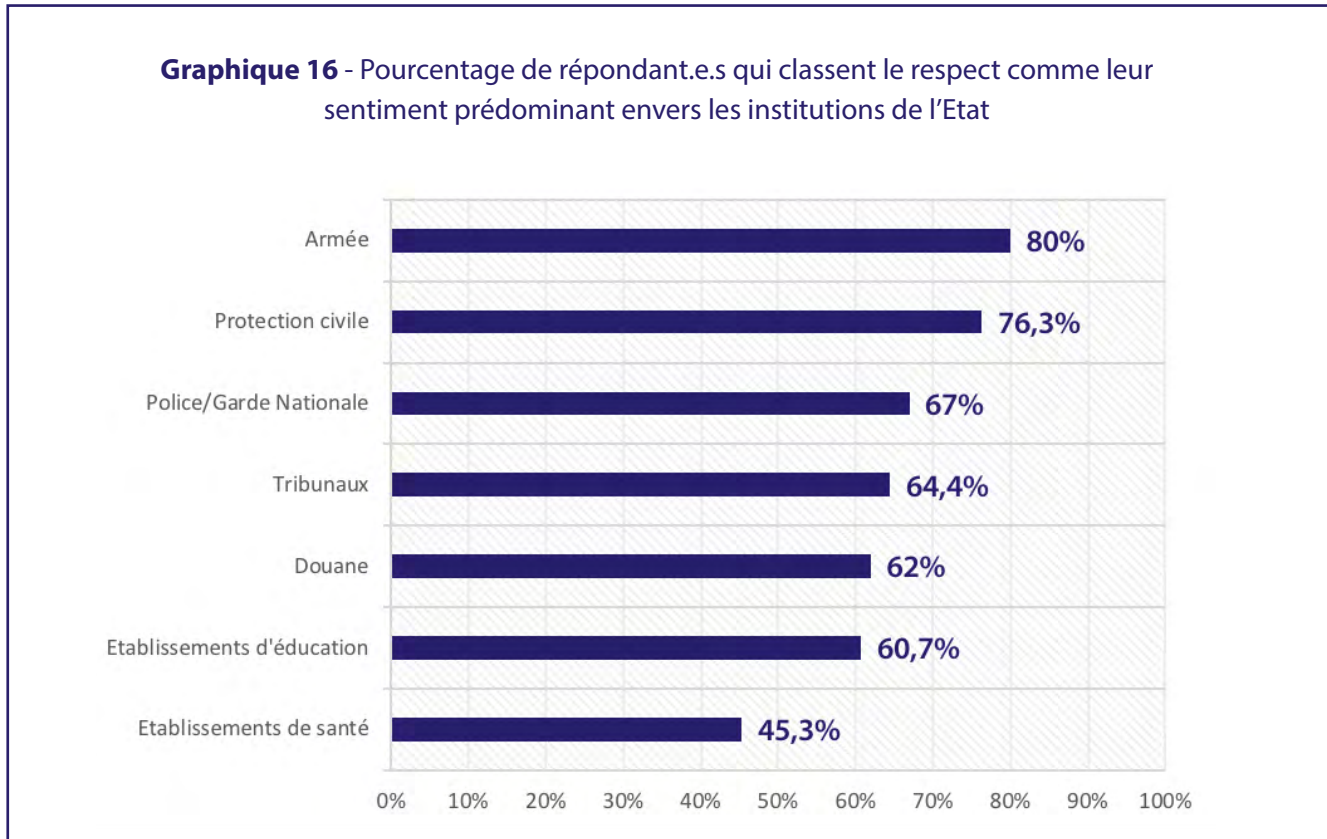
ATTITUDES ENVERS LES INSTITUTIONS



Une faible confiance dans les institutions de l'Etat, des scores élevés de corruption perçue et un sentiment d'injustice diffus ont le potentiel de nourrir des attitudes hostiles vis-à-vis des pouvoirs publics. La réalité serait plus complexe, avec majoritairement des émotions positives qui sont projetées envers les institutions publiques.



Le sentiment de respect vis-à-vis des institutions étatiques domine très largement parmi les habitant·e-s de Gabès.



Les **fonctions régaliennes de l'Etat suscitent des niveaux très consensuels de respect** ; 80% des habitant·e-s de Gabès expriment avant tout du respect envers l'armée, 76,3% pour la protection civile, 67% pour la police et la Garde Nationale, 64,4% pour les tribunaux et 62% pour la douane. Les fonctions sociales de l'Etat enregistrent aussi de bons résultats, même si ils sont moins francs. 60,7% des habitant·e-s de Gabès expriment avant tout du respect envers les établissements éducatifs. Par contre, moins d'un·e habitant·e de Gabès sur deux (45,3%) exprime avant tout du respect envers les établissements de santé. Cet ordre de classement est similaire à celui des scores de méfiance ; alors que les institutions représentant les fonctions régaliennes de l'Etat enregistrent les scores de méfiance les plus bas, elles enregistrent aussi les scores de respect les plus élevés.

L'analyse participative associe le sentiment de respect envers les institutions régaliennes à une manifestation du patriotisme des habitant·e-s de la région. Cette interprétation est cohérente avec le sentiment d'appartenance à la Tunisie qui constitue la première identité socio-politique la plus couramment partagée par les citoyen·ne-s de Gabès ; 42,2% d'entre eux/elles classent en effet la Tunisie parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives (voir chapitre 2). Par contre, cette attitude de respect ne serait pas tant enracinée dans un sentiment subjectif qui se construit sur la base d'expériences vécues. Même si **l'analyse statistique** ne peut pas vérifier cette hypothèse (voir limitations méthodologiques en introduction), il semblerait que les institutions régaliennes capitaliseraient donc sur ce sentiment d'appartenance au pays pour consolider un capital respect auprès de la population de Gabès.

L'analyse statistique croisée montre des **disparités territoriales importantes entre les délégations du Nord du Gouvernorat et celles du Sud.**

Dans les délégations du Sud du Gouvernorat (Matmata, Mareth) et de Gabès Ouest, le respect est plus couramment cité par les répondant·e-s que la moyenne régionale. Cette observation est particulièrement

manifeste à Matmata où les répondant-e-s citent le respect comme sentiment prédominant envers les institutions de l'Etat à mesure de +37,2 points en moyenne pour les 7 institutions et en comparaison avec les standards régionaux. S'agissant des scores les plus élevés (tous au-dessus de 90% pour les 7 institutions, à l'exception de la santé qui se situe à 89,3%), la délégation de Matmata semble tout particulièrement jouir d'une relation fondée sur le respect entre citoyen-ne-s et institutions de l'Etat. Cet écart moyen est aussi de +12,9 points à Mareth, et de +12,7 points à Gabès Ouest.

Les délégations de toute la moitié Nord du Gouvernorat (particulièrement Ghannouch, Menzel El Habib, Gabès Médina) enregistrent des résultats, en termes de sentiments de respect, moins élevés que la moyenne régionale. En effet, le respect est moins couramment cité par les habitant-e-s de Gabès Médina comme sentiment prédominant vis-à-vis des institutions de l'Etat à mesure de -14,3 points en moyenne pour les 7 institutions et en comparaison avec les standards régionaux. Ce score est de -10,9 points à Ghannouch et -9 points à Menzel El Habib. En outre, à Métouia, le sentiment de respect envers les institutions de santé et d'éducation (fonctions sociales) est plus élevé (respectivement +16,2 et +15,1 points par rapport aux standards régionaux) alors qu'il est plus bas en ce qui concerne les institutions régaliennes (-8,7 points de respect envers l'armée par rapport aux standards régionaux, et -7,5 points pour la police/Garde Nationale).

En termes de spécificités liées au sexe et à l'âge, le sentiment de respect semble plus couramment partagé parmi les **personnes âgées de plus de 60 ans** et les **femmes**, notamment vis-à-vis des institutions régaliennes.

La population correspondant à la tranche d'âge la plus élevée (60 ans et plus) partage plus couramment un sentiment de respect vis-à-vis des institutions publiques que les autres catégories d'âge. A titre d'exemple, 54,2% des répondant-e-s âgé-e-s de plus de 60 ans citent le respect comme leur sentiment prédominant envers les établissements de santé contre 41,2% des jeunes de 18-29 ans (+13 points). La réciproque est aussi valide ; **les jeunes de 18-29 ans partagent moins couramment un sentiment de respect vis-à-vis des institutions publiques**, et notamment vis-à-vis des institutions régaliennes. Par exemple, 60,3% des répondant-e-s âgé-e-s de 18 à 29 ans citent le respect comme leur sentiment prédominant envers la police/Garde Nationale contre 72,3% des personnes âgées de 60 ans et plus (-12 points).

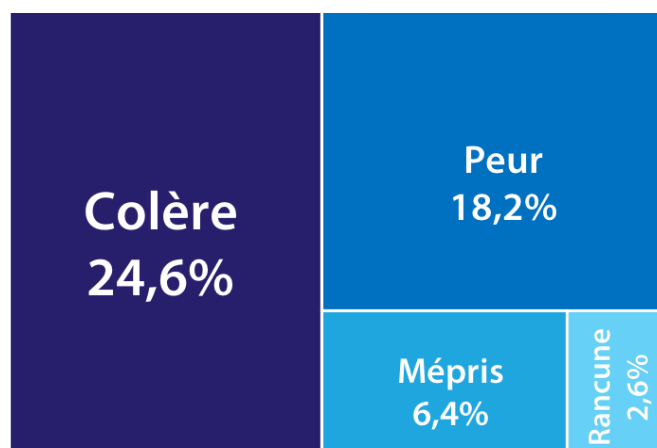
Les femmes semblent partager plus couramment un sentiment de respect vis-à-vis des institutions régaliennes que les hommes. Ce constat ne se vérifie pas avec les établissements de santé et d'éducation (écarts faibles, dans la marge d'erreur). A titre d'exemple, 72,8% des femmes citent le respect comme sentiment prédominant envers la police et la Garde Nationale contre 60,6% des hommes (+12,2 points). Cet écart est de +9 points en ce qui concerne les tribunaux et de +10 points pour la douane.

| Etudes de cas spécifiques : attitudes négatives

Les **fonctions sociales de l'Etat suscitent, au sein de la population générale du Gouvernorat, des scores élevés en termes de sentiments négatifs.**

Les **établissements de santé** enregistrent les scores les plus préoccupants en termes de sentiments négatifs qui sont projetés par les habitant-e-s de Gabès à l'égard des institutions publiques.

Graphique 17 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements de santé est négatif (par type de sentiment)

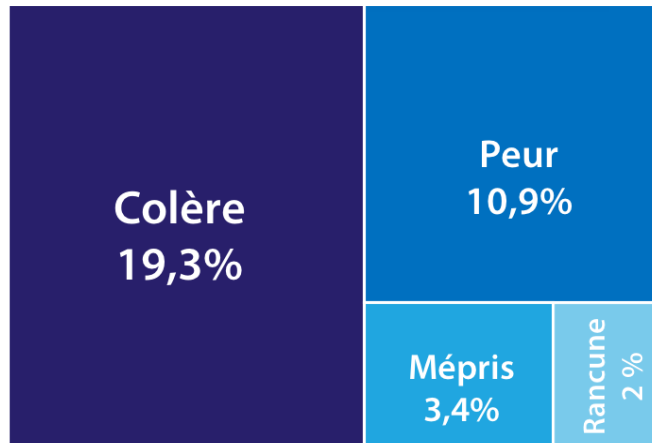


Près de un-e habitant-e de Gabès sur quatre (24,6%) exprime de la colère à l'encontre des établissements de santé. L'analyse statistique croisée signale des spécificités locales fortes à **Menzel El Habib** et **Ghannouch** où les perceptions de colère envers les établissements de santé prédominent chez un-e habitant-e sur deux (52,1% des répondant.e-s de Menzel El Habib et 48,3% à Ghannouch). Cet indicateur pourrait **alerter sur le risque d'escalade, au détriment de voies collaboratives et conciliantes, en cas de tensions touchant au domaine de la santé**, notamment dans les délégations du Nord (Menzel El Habib) et à proximité de la zone industrielle (Ghannouch).

De même, **18,2% des répondant.e-s expriment un sentiment de peur à l'encontre des institutions de santé** à Gabès. L'analyse statistique croisée liée à l'âge montre que ce sentiment de peur est plus courant chez les **jeunes de 18-29 ans** (pour 21,2% d'entre eux/elles, contre 13,1% des 60+ ans par exemple). En termes de spécificités locales, **Gabès Médina** enregistre un score particulièrement élevé (27,1% des habitant.e-s de cette délégation expriment un sentiment de peur envers les établissements de santé). Également située à proximité de la zone industrielle (comme Ghannouch), le rapport au secteur de la santé semble donc davantage se traduire par une attitude de peur à Gabès Médina que d'hostilité. En psychologie sociale, ce sentiment de peur renvoie à une **attitude de fuite et peut illustrer un risque plus élevé de non-recours aux services publics de santé** parmi les habitant.e-s de la région (et plus particulièrement les jeunes et les habitant.e-s de Gabès Médina).

De manière similaire, mais dans de plus faibles proportions, les **établissements scolaires** suscitent aussi des sentiments négatifs particulièrement élevés auprès des habitant.e-s de Gabès.

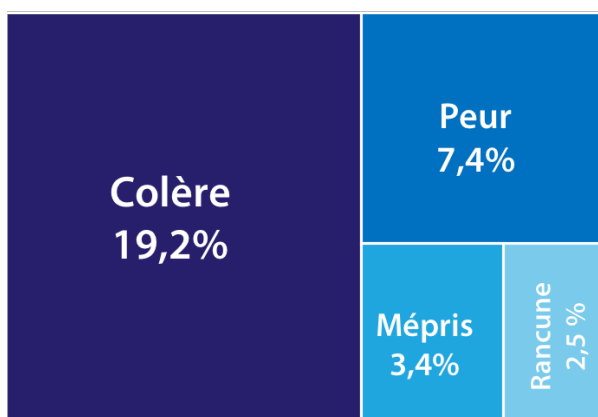
Graphique 18 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les établissements éducatifs est négatif (par type de sentiment)



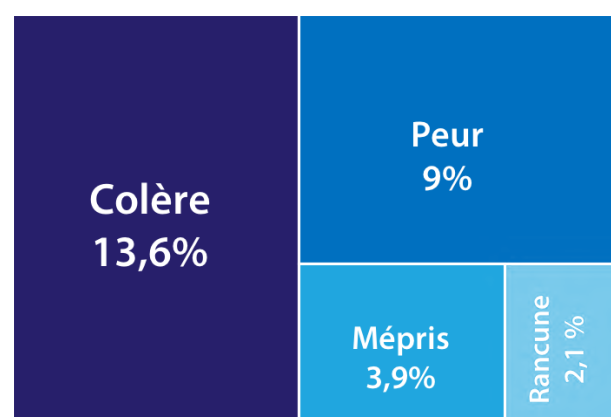
En termes de sentiments hostiles, 19,3% des habitant.e.s de Gabès expriment de la colère à l'encontre des institutions éducatives. En termes de spécificités locales, les habitant.e.s de **Menzel El Habib, de Ghannouch et de Gabès Médina** partagent plus couramment un sentiment de colère envers les institutions éducatives (respectivement pour 40,5% ; 36% et 29% d'entre eux/elles). La probabilité que, si elles se manifestaient, des tensions dans le secteur de l'éducation n'escaladent est donc plus forte au Nord de la ville de Gabès (Gabès Médina et Ghannouch), ainsi que dans la délégation du Nord-Ouest du Gouvernorat. En outre, les habitant.e.s des zones urbaines (**Gabès Médina** et **Gabès Sud**) semblent rapporter plus couramment un **sentiment de peur** (respectivement pour 17,2% et 14,4% d'entre eux/elles, contre 10,9% en termes de standards régionaux). **Ces sentiments de peur pourraient être associés à un risque plus élevé, en milieu urbain, de non-recours dans le secteur éducatif et, par conséquent, de déscolarisation.**

Parmi les institutions régaliennes, la douane, la police/Garde Nationale et les tribunaux cristallisent des sentiments négatifs dans des proportions plus modérées.

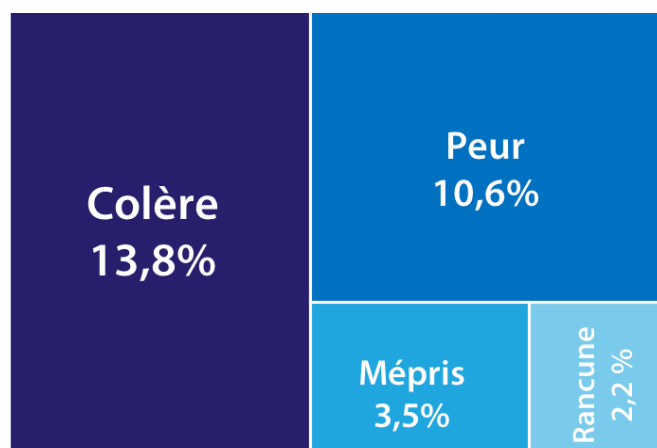
Graphique 19 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers la douane est négatif (par type de sentiment)



Graphique 20 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers la police/Garde Nationale est négatif (par type de sentiment)



Graphique 21 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les **tribunaux** est négatif (par type de sentiment)



Près d'un-e habitant de Gabès sur 5 (19,2%) ressent avant tout de la colère contre la douane, 13,6% des répondant.e-s ressentent de la colère contre la police/Garde Nationale, et 13,8% contre les tribunaux. Même si ce rapport hostile entre population et institutions régaliennes est minoritaire au sein du corps social, il importe de prévenir les risques d'escalade, en cas d'éruption de tensions, qui pourraient en résulter. A ce titre, l'[analyse statistique](#) croisée montre que la **population masculine** partage plus couramment un sentiment de colère envers la douane (pour 22,1% des hommes, contre 16,6% des femmes), la police/Garde Nationale (pour 17,1% des hommes, contre 10,4% des femmes) et les tribunaux (pour 16,7% des hommes, contre 11,2% des femmes). Au niveau local, les délégations de **Ghannouch, Gabès Médina et Menzel El Habib** enregistrent des scores anormalement élevés en termes de sentiments de colère à l'encontre de ces trois institutions. Respectivement, 33,3% ; 31% et 32,1% des répondant.e-s de ces délégations se disent avant tout en colère contre la douane, 34,5% ; 23,9% et 32,9% partagent un sentiment de colère contre la police/Garde Nationale, ainsi que 31,1% ; 25,5% et 32,9% contre les tribunaux. Dès lors, le risque d'escalade en cas de tensions ciblant la douane, la police/Garde Nationale ou les tribunaux est plus important à Ghannouch, Gabès Médina et Menzel el Habib, notamment parmi les hommes.



CHAPITRE 2

RELATIONS HORIZONTALES

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Le degré de cohésion est plus fort au niveau des relations horizontales entre habitant-e-s de Gabès. 48,8% des répondant-e-s sont en confiance lorsqu'ils/elles établissent et entretiennent des relations avec d'autres personnes (confiance horizontale), contre un score de 39% de confiance verticale.

Tendances générales

Les habitant-e-s de Gabès s'identifient d'abord à la Tunisie, ensuite à la tribu, puis à au groupe religieux pan-régional (Oumma Islamique) :

- **Ces identités sont compatibles et se complètent les unes les autres** : 67,7% des répondant-e-s partagent un sentiment d'appartenance à la fois à leur pays, à leur tribu et au groupe religieux.
- **La communication entre personnes de tribus différentes est jugée positive pour 84,6% des répondant-e-s, mais leurs relations sont une source latente de tensions.** 16,8% perçoivent une menace existentielle de la part des autres tribus, 14,2% perçoivent une menace économique, et 41,7% perçoivent une menace symbolique. Ces scores peuvent s'expliquer par des interactions peu fréquentes entre personnes de tribus différents (pour 40,1% des répondant-e-s).

Les notables locaux (qui exercent une autorité morale sur la tribu) profitent d'un meilleur capital confiance (39,3%) que les corps intermédiaires traditionnels, mais les habitant-e-s de Gabès estiment moins couramment que ces notables influencent les politiques locales.

27,4% des habitant-e-s de Gabès déclarent être en colère contre le Groupe Chimique Tunisien, et 63% des répondant-e-s n'ont pas confiance dans celui-ci. Les facteurs qui influent négativement sur la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien sont (i) le sentiment d'injustice, (ii) la corruption perçue, (iii) la faible confiance verticale et (iv) le sentiment de menace sur l'environnement.

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à l'âge

Les **personnes qui partagent un sentiment d'appartenance à un club de football** (majoritairement des **jeunes** -37%- **hommes** -73%) ont des caractéristiques propres en termes d'enjeux de cohésion sociale :

- Ils/elles partagent un **sentiment d'appartenance au pays** plus élevé que la moyenne régionale.
- Ils/elles ont nettement **moins confiance dans les institutions publiques**, perçoivent plus couramment que la **corruption** serait répandue et partagent un très fort **sentiment d'injustice**.
- Ils/elles ont **moins confiance dans la police/Garde Nationale** et considèrent plus couramment avoir fait l'objet d'un traitement inapproprié de la part d'agents sécuritaires, mais ils/elles partagent majoritairement un **sentiment de respect** envers la police/Garde Nationale.
- Ils/elles ont aussi moins confiance dans les autres personnes (**confiance horizontale**) et sont plus méfiant-e-s envers les médias ainsi que la classe politique.

Le **Groupe Chimique Tunisien** cristallise des attitudes de méfiance et de colère en particulier auprès des habitant-e-s de son voisinage direct (**Gabès Médina** et **Ghannouch**), mais aussi à **Menzel El Habib** et **Gabès Ouest**.



IDENTITÉS COLLECTIVES

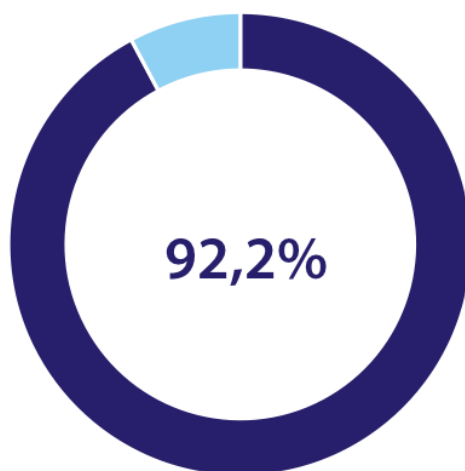


Les dynamiques identitaires sont centrales pour comprendre les relations entre différents groupes sociaux et la vitalité des liens de solidarité au sein de ces groupes.

| Sphère privée

A Gabès, la **famille** occupe le premier rang de la structure sociale.

Graphique 22 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent la famille parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives



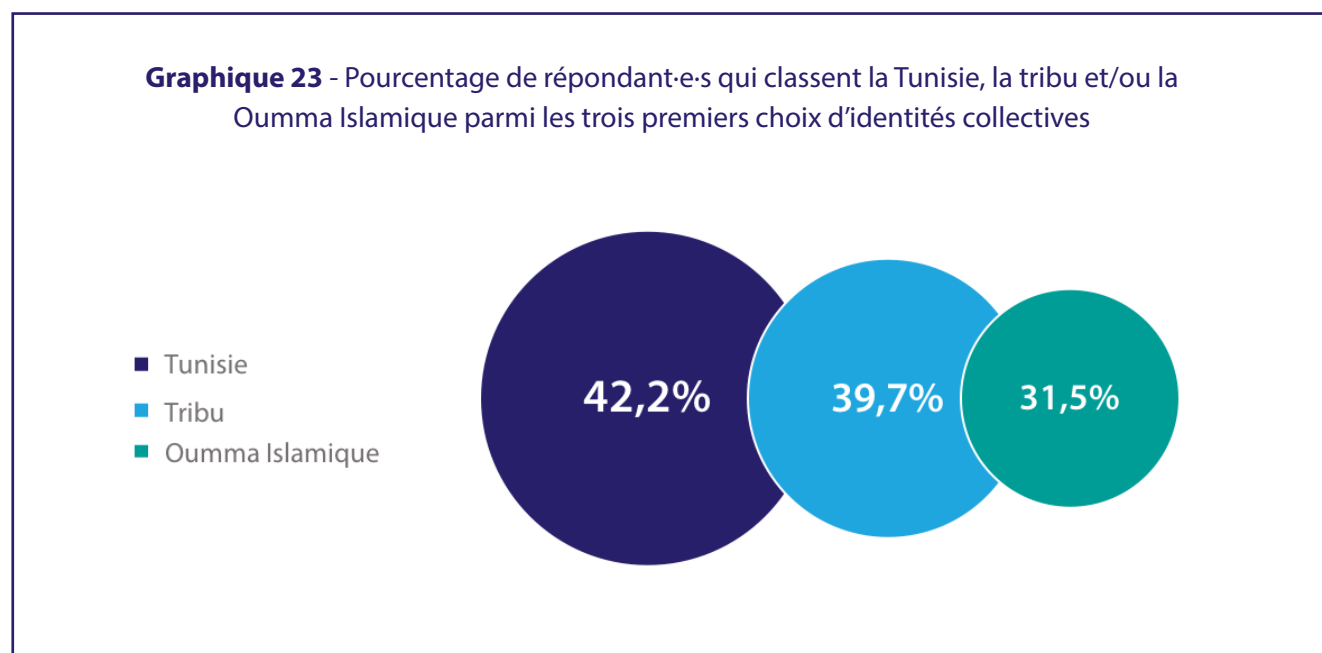
94,1% des habitant.e-s de Gabès expriment leur appartenance à leur famille. De même, 92,2% habitant.e-s de Gabès classent la famille parmi les trois premiers groupes auxquels ils/elles s'identifient. Ce chiffre appuie



le **poids du cercle familial comme institution de socialisation par laquelle l'identité personnelle des habitant-e-s de Gabès se construit et où les liens de solidarité les plus robustes se créent.**

Principales identités socio-politiques

Trois identités de groupes se distinguent ; le sentiment d'appartenance à la **Tunisie**, à la **tribu** et au **groupe religieux** pan-régional (la Oumma Islamique).



Exception faite de la famille, les habitant-e-s de Gabès classent d'abord le pays (pour 42,2% d'entre eux/elles), ensuite la tribu (39,7%), et finalement le groupe religieux pan-national (31,5%) parmi leurs trois principales identités collectives.

Le sentiment d'appartenance à la Tunisie est très largement partagé par les habitant-e-s de Gabès : 85,3% d'entre eux/elles déclarent s'identifier à la Tunisie, et 42,2% classent la Tunisie parmi leurs trois premiers choix en termes de sentiment d'appartenance.

L'appartenance à **la tribu est la deuxième identité collective la plus structurante à Gabès** (en dehors de la sphère privée). 69,2% des habitant-e-s du Gouvernorat déclarent s'identifier à leur tribu, et 39,7% classent la tribu parmi leurs trois premiers choix en termes de sentiment d'appartenance.

Toutefois, l'**analyse statistique** croisée montre des disparités locales très fortes. **La tribu arrive au premier rang des identités sociales collectives à El Hamma et Gabès Médina devant le sentiment d'appartenance au pays et à au groupe religieux supranational.** En effet, les habitant-e-s de El Hamma classent plus couramment la tribu parmi leurs trois premiers choix en termes de sentiment d'appartenance (pour 56,2% d'entre eux/elles, soit +16,5 points par rapport aux standards régionaux). Ils/elles sont également 49,7% à Gabès Médina à classer la tribu parmi les trois premiers groupes auxquels ils/elles s'identifient (+10 points par rapport aux standards régionaux), ce qui invalide l'hypothèse d'un sentiment d'appartenance à la tribu qui serait moins élevé dans les milieux urbains.

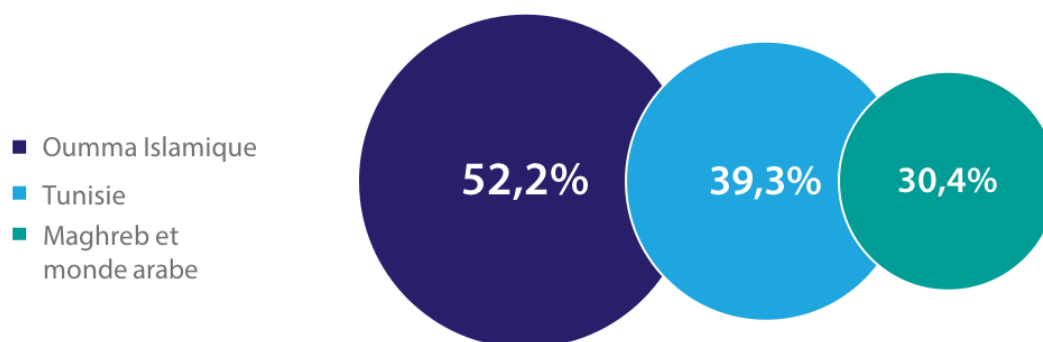
L'**analyse exploratoire** a identifié **la tribu comme l'identité collective la plus pertinente pour étudier les relations horizontales entre groupes.** Il s'agit en effet du groupe socio-politique le plus significatif statistiquement au niveau infra-régional, c'est-à-dire pour lequel différentes tribus se côtoient au sein du

territoire étudié (Gouvernorat de Gabès). Les sections suivantes mesurent la fréquence ainsi que la qualité des interactions entre les tribus, les perceptions de menaces et les sentiments entre groupes.

Le sentiment d'appartenance au groupe religieux est largement partagé par les habitant-e-s de Gabès ; 88,5% d'entre eux/elles déclarent s'identifier au groupe religieux pan-régional (Oumma Islamique). Il s'agit de la troisième identité la plus structurante à Gabès ; 31,5% des répondant-e-s classent l'appartenance au groupe religieux parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives. Cela étant-dit, **l'appartenance religieuse aurait un poids nettement moins structurant que l'appartenance au pays (-10,7 points) et à la tribu (-8,2 points).**

L'analyse statistique croisée signale une spécificité propre à la délégation de **Gabès Ouest** en termes d'identification aux groupes supranationaux.

Graphique 24 - Pourcentage de répondant-e-s qui classent la Oumma Islamique, la Tunisie et/ou le Maghreb/monde arabe parmi les trois premiers choix d'identités collectives à Gabès Ouest



52,2% des habitant-e-s de la délégation de Gabès Ouest classent le groupe religieux pan-régional parmi les trois premiers choix d'identités collectives. Ce score est supérieur de 21,7 points par rapport aux standards du Gouvernorat. A Gabès Ouest, le sentiment d'appartenance au groupe religieux est le plus structurant (hors sphère privée) puisque 39,3% des répondant-e-s classent leur pays parmi les trois premiers choix d'identités collectives (+12,9 points). La tribu ne figure pas parmi les trois premières identités structurantes à Gabès Ouest ; elle est dépassée par le sentiment d'appartenance au Maghreb et au monde arabe que 30,4% des répondant-e-s classent parmi leurs trois premiers choix d'identités collectives (contre 27,8% pour la tribu). Avec cette variable, **les identités collectives à Gabès Ouest semblent indiquer une projection pour des affinités supranationales fortes autour de l'identité arabo-musulmane.**

L'analyse statistique croisée montre enfin que ces identités collectives sont compatibles et se complètent les unes les autres dans la construction des identités personnelles. En effet, 67,7% des répondant-e-s déclarent qu'ils/elles partagent un sentiment d'appartenance à la fois à leur pays, à leur tribu et au groupe religieux pan-régional. Ces trois composantes ne seraient pas en tension ; au contraire, elles participeraient à la construction d'une identité plurielle chez les habitant-e-s de Gabès. Elles figureraient un modèle concentrique d'affiliation selon trois niveaux de projection, du niveau de proximité le plus proche au niveau d'association le plus différé ; de la tribu au groupe religieux pan-régional en passant par le pays.

Deux identités de groupe additionnelles ont une influence moins structurante mais néanmoins significative ; l'appartenance au Gouvernorat et à la génération.

Graphique 25 - Pourcentage de répondant-e-s qui classent le Gouvernorat et/ou leur génération parmi les trois premiers choix d'identités collectives



Le sentiment d'appartenance au Gouvernorat de Gabès est très proche de l'identification à la Tunisie : 84,2% des habitant-e-s de Gabès déclarent s'identifier à leur Gouvernorat. En revanche, lorsqu'ils/elles sont interrogées pour classer leurs identités, **les habitant-e-s de Gabès s'identifient moins spontanément à leur région** ; 22% classent le Gouvernorat parmi leurs trois premiers choix. Ce score est inférieur de 20 points par rapport à l'appartenance nationale.

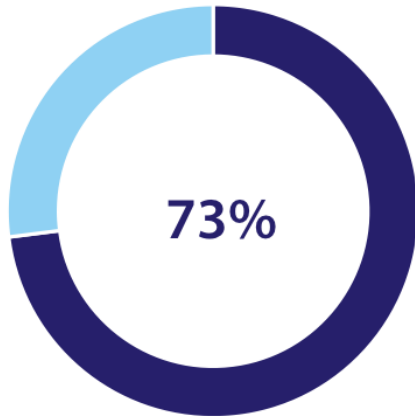
L'identité générationnelle varie selon les tranches d'âge. Parmi la population totale, 54,2% des répondant-e-s déclarent un sentiment d'appartenance à leur génération, et 20,7% la classent parmi les trois premiers choix d'identités collectives. Il importe de noter que **l'affiliation générationnelle est plus structurante parmi les jeunes que chez les groupes plus âgés à Gabès**. L'analyse statistique croisée avec les tranches d'âge montre en effet que 26,3% des répondant-e-s âgé-e-s de 18 à 29 ans classent leur affiliation générationnelle parmi leurs trois premières identités collectives. Ce score diminue avec les tranches d'âge plus élevées, jusqu'à atteindre 14,6% pour les personnes âgées de 60 ans et plus.

Encadré 2 – Focus sur... l'identité sportive

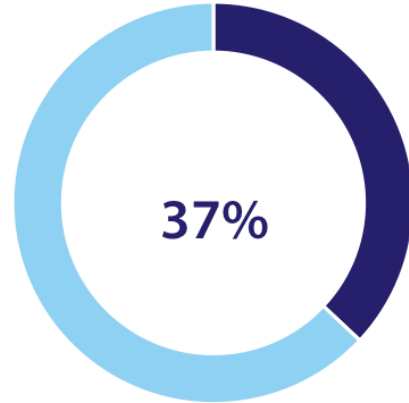
La phase exploratoire de l'enquête a motivé une analyse spécifique aux groupes de supporter-ric-e-s de football à Gabès en raison d'une rivalité forte entre deux clubs locaux ; l'Avenir Sportif de Gabès et le Stade Gabésien. **L'équipe de football est en effet un groupe social auquel un-e habitant-e de Gabès sur 5 (20,9%) s'identifie**. Cette section est une ébauche des enjeux de cohésion sociale sous-jacents aux rivalités entre les supporter-ric-e-s des deux clubs locaux à Gabès. Elle se réfère aux résultats collectés auprès des 482 répondant-e-s ayant partagé un sentiment d'appartenance au club de football (population de référence).

Le profil socio-démographique des répondant-e-s s'identifiant à une équipe de football montre une population majoritairement **masculine** et **jeune**.

Graphique 26 - Pourcentage d'**hommes** parmi les répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football



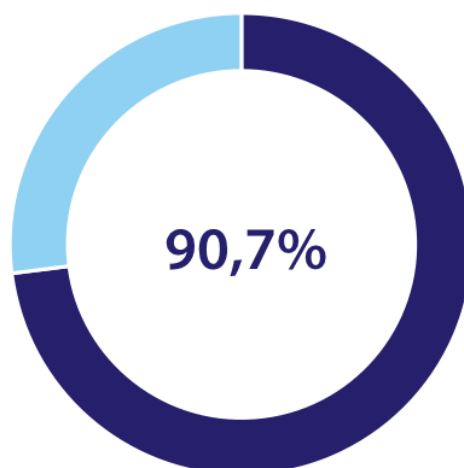
Graphique 27 - Pourcentage de **jeunes** (18-29 ans) parmi les répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football



Indicateurs de cohésion sociale verticale

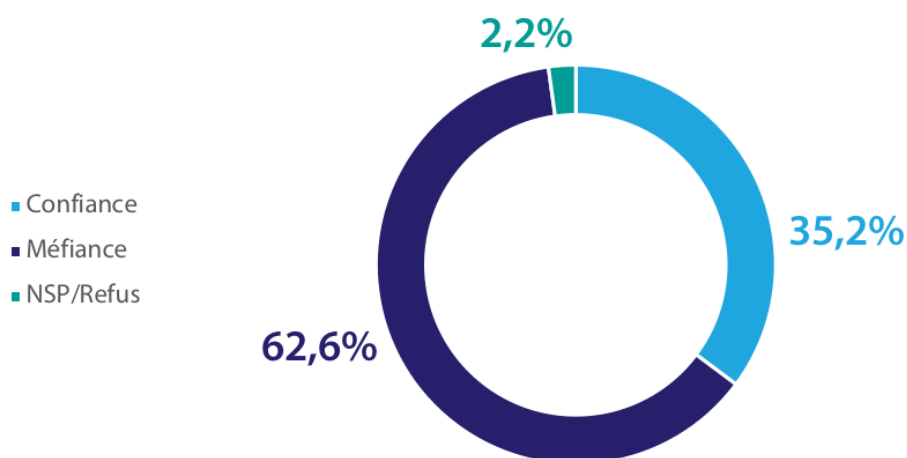
En termes d'identités collectives, la **proportion de personnes s'identifiant à une équipe de football et qui partage un sentiment d'appartenance au pays est plus élevée** que la moyenne du Gouvernorat (+5,4 points).

Graphique 28 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football qui s'identifient aussi au pays



Les personnes s'identifiant à un club de football entretiennent un rapport aux institutions de l'Etat caractérisé par un niveau particulièrement élevé de **méfiance dans les institutions publiques**.

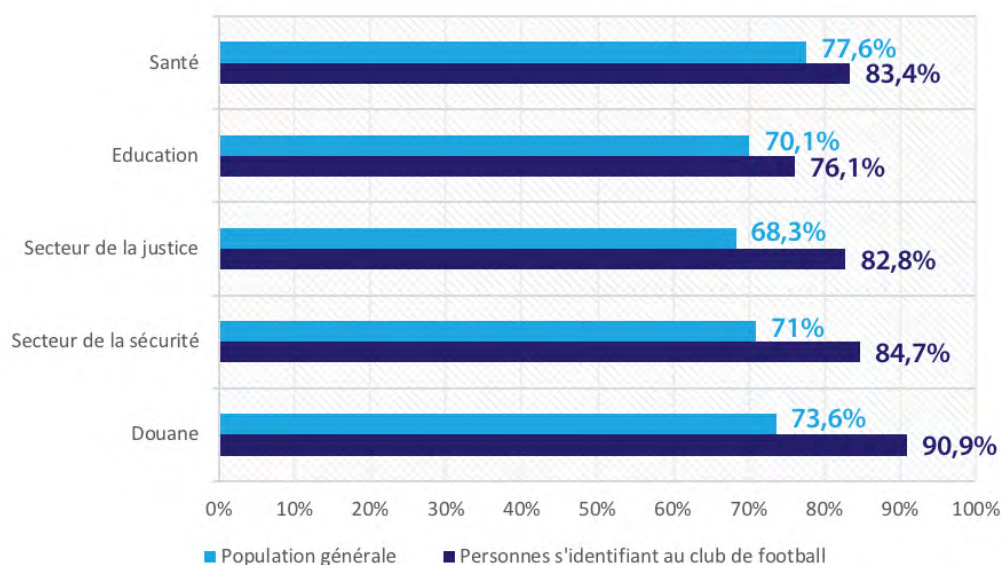
Graphique 29 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : **confiance verticale**) parmi les répondant.e.s qui s'identifient à un club de football



62,6% des personnes s'identifiant à une équipe de football n'ont pas confiance dans les institutions publiques. **Ce score de méfiance est supérieur de 12,9 points aux standards régionaux** (49,7% pour la population générale). Cela-dit, des disparités existent selon les cibles. En effet, **l'armée et la protection civile enregistrent des scores de confiance plus élevés** que la moyenne régionale parmi les répondant.e.s qui s'identifient à un club de football (respectivement 78,9% et 65,5% de scores de confiance pour l'armée et la protection civile parmi ces répondant.e.s, soit +9,5 et +13,1 points par rapport aux standards régionaux). Par contre, **la douane, les tribunaux et la police/Garde Nationale enregistrent des scores de méfiance plus élevés** parmi cette catégorie de répondant.e.s (respectivement 64% ; 56,6% et 56,3%, soit +6,4 ; +4,4 et +4,2 points par rapport aux standards régionaux).

Les personnes s'identifiant à un club de football estiment plus couramment que la **corruption** serait présente au sein des institutions publiques.

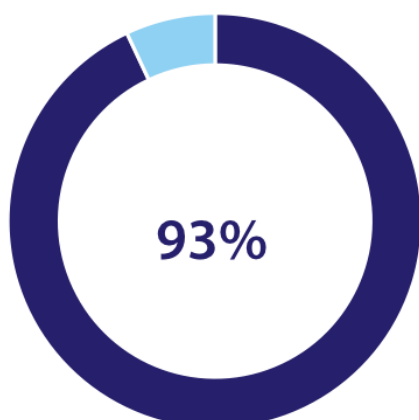
Graphique 30 - Perceptions de corruption dans les secteurs publics (comparaison entre population générale et répondant.e.s s'identifiant au club de football)



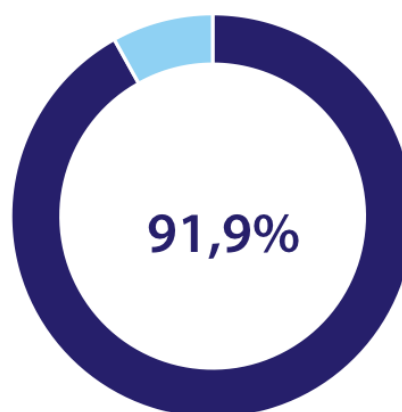
Les écarts de perceptions de corruption les plus significatifs entre population générale et personnes s'identifiant à un club de football concernent les **institutions régaliennes** (+17,3 points pour la douane, +14,5 points pour le secteur de la justice et +13,7 points pour le secteur de la sécurité).

De plus, les personnes s'identifiant à un club de football partagent plus couramment un **sentiment d'injustice**.

Graphique 31 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s

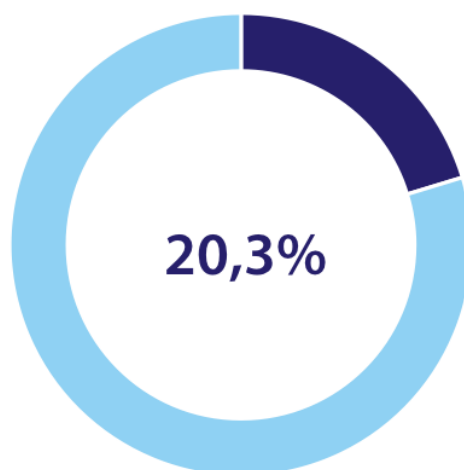


Graphique 32 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations



Ce sentiment d'injustice est supérieur de +6 points (redistribution des richesses) et +5,9 points (mise à disposition des services publics) par rapport à la population générale du Gouvernorat. Il se manifeste également en termes de **justice interactionnelle**.

Graphique 33 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui considèrent avoir été traité.e.s de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité



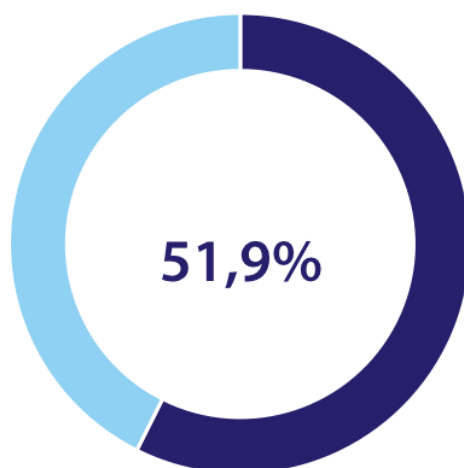
Un-e répondant-e sur 5 parmi les personnes s'identifiant à une équipe de football considère avoir été traité-e de manière inappropriée par un agent des forces de sécurité (+7,4 points par rapport à la moyenne régionale).

Pourtant, en contrepoint, les personnes de ce groupe social projettent des **émotions majoritairement positives vis-à-vis des institutions de l'Etat**, et notamment à l'encontre de la police et de la Garde Nationale. Les sentiments de respect envers les institutions publiques partagés par les répondant-e-s qui s'identifient à une équipe de football sont en effet dans les standards régionaux. Le même constat s'applique avec les émotions négatives (ex : colère) envers les institutions publiques (pas de particularité de groupe).

Indicateurs de cohésion sociale horizontale

La rivalité entre groupes de supporter-ric-e-s à Gabès est vérifiée par un **sentiment élevé de menace horizontale**.

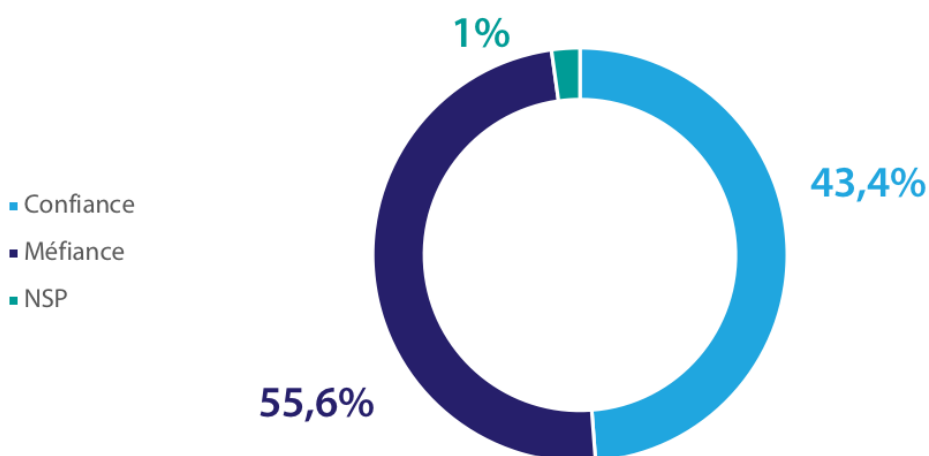
Graphique 34 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à une équipe de football qui perçoivent une **menace** de la part des personnes d'autres groupes de supporter.rice.s (indicateur composite)



Plus de la moitié (51,9%) des répondant-e-s s'identifiant à un club de football estiment que les personnes s'identifiant à une équipe adverse représentent une menace pour eux/elles. Cette perception de menace dérive principalement de menaces symboliques, à savoir le sentiment que les personnes supportant un autre club de football ne partageraient pas les mêmes valeurs ou le même mode de vie.

De façon plus large, la **méfiance dans les autres personnes est plus courante** parmi les répondant-e-s qui s'identifient à une équipe de football.

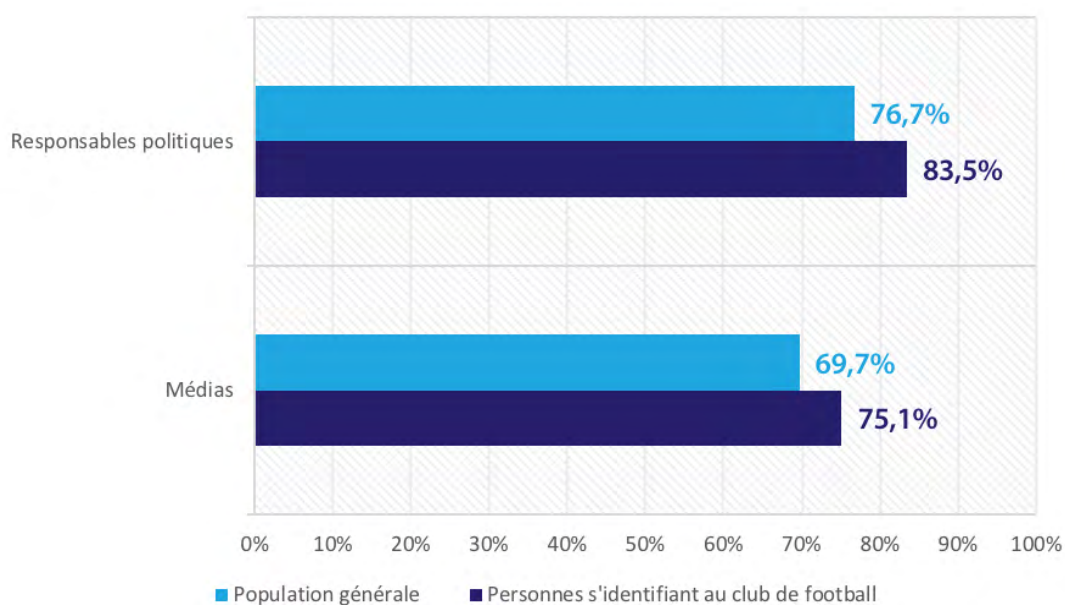
Graphique 35 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant au club de football qui déclarent être, ou ne pas être, en confiance dans leurs relations interpersonnelles (**confiance sociale**)



Le score de méfiance envers les autres personnes parmi les répondant.e.s qui s'identifient à un club de football est en effet supérieur de +6,6 points par rapport aux standards régionaux (voir section suivante), ce qui indiquerait une attitude de suspicion plus courante chez ce groupe social.

Enfin, le niveau de **méfiance envers la classe politico-médiatique** parmi les répondant.e.s qui s'identifient au club de football est plus élevé que la moyenne régionale.

Graphique 36 - Perceptions de méfiance dans les corps intermédiaires (comparaison entre population générale et répondant.e.s s'identifiant au club de football)



Les personnes s'identifiant à une équipe de football sont en effet plus méfiantes que la moyenne régionale vis-à-vis des responsables politiques (+6,8 points) et des médias (+5,4 points). Cela ne se traduit néanmoins pas par des sentiments de colère vis-à-vis des responsables politiques et des médias plus élevés parmi cette catégorie sociale.



CONFIANCE HORIZONTALE

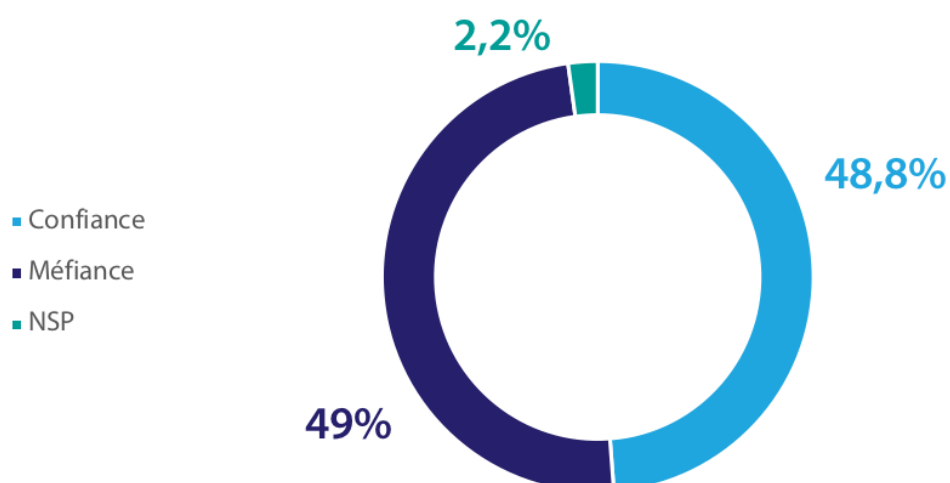


Le bas niveau de confiance au sein du corps social à Gabès est d'abord influencé par un sentiment répandu de méfiance dans les institutions publiques (voir chapitre 1), mais aussi en ce qui concerne **les relations horizontales (entre individus et entre groupes sociaux)**.

Confiance interpersonnelle

De manière spécifique, la **confiance horizontale s'intéresse aux relations interpersonnelles** et est mesurée au sein d'un sous-indicateur composite.

Graphique 37 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent être, ou ne pas être, en confiance dans leurs relations interpersonnelles (**confiance horizontale**)



Près d'un-e habitant-e de Gabès sur deux (49%) n'a pas confiance dans les autres personnes. Inversement, 48,8% des répondant-e-s sont en confiance lorsqu'ils/elles établissent et entretiennent une relation avec d'autres personnes. Ces scores illustrent un climat général de suspicion qui porterait préjudice aux interactions entre personnes et entre groupes sociaux.

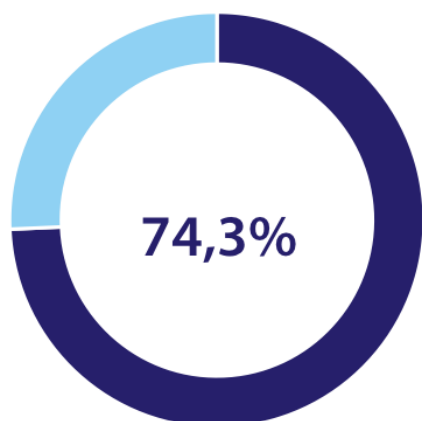
L'analyse statistique croisée montre une spécificité locale à **El Hamma** où ce climat de suspicion serait plus répandu. En effet, 69,84% des habitant-e-s de cette délégation ne sont pas en confiance lorsqu'ils/elles établissent et entretiennent une relation avec d'autres personnes (+20,84 points par rapport aux standards régionaux).

En termes d'analyse selon la tranche d'âge, le sentiment de méfiance et de suspicion vis-à-vis des autres personnes est légèrement plus courant chez les **jeunes** (18-29 ans) ; 59,77% d'entre eux/elles ne sont pas en confiance lorsqu'ils/elles établissent et entretiennent des relations avec d'autres personnes, contre 53,27% des répondant-e-s âgé-e-s de plus de 60 ans (+6,5 points).

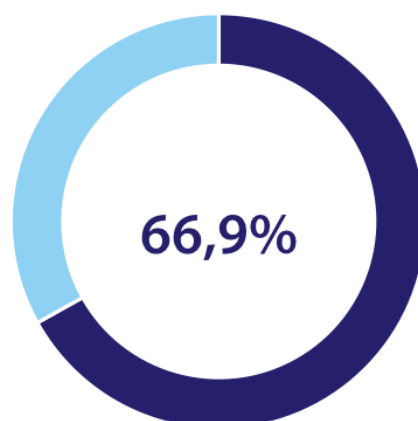
| **Confiance dans les représentant-e-s de groupes sociaux**

Au niveau horizontal, deux types de dignitaires font figures de corps intermédiaires non-organisés mais dépositaires d'une autorité morale sur un groupe social. Il s'agit d'abord des **notables locaux qui exercent une autorité morale sur la tribu**, deuxième identité collective la plus structurante à Gabès. Il s'agit ensuite des **responsables religieux (imams/cheikhs) qui sont une représentation locale du groupe religieux supranational** (3^{ème} identité collective la plus structurante à Gabès) et qui exercent une autorité morale liée au culte. Ces deux représentations se distinguent des corps intermédiaires traditionnels (partis politiques, médias, associations, syndicats) car leur autorité morale et leur source d'influence sont tirées du respect qu'elles génèrent et qui dérivent du groupe social qu'elles représentent.

Graphique 38 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme sentiment prédominant à l'égard des **notables locaux**



Graphique 39 - Pourcentage de répondant.e.s qui classent le respect comme sentiment prédominant à l'égard des **imams/cheikhs**



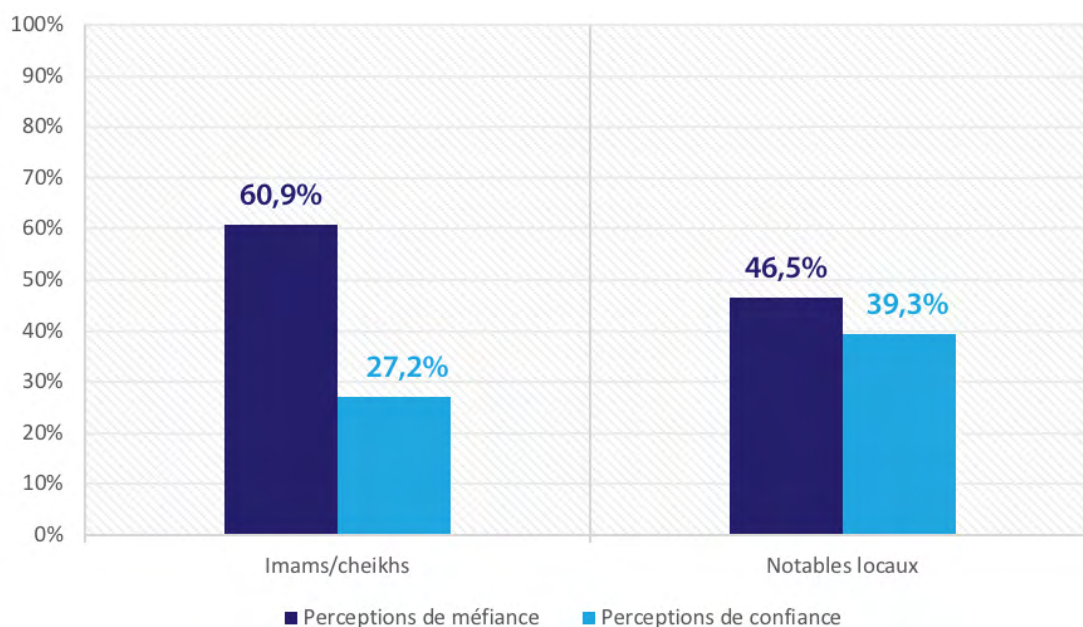
Presque 3 habitant-e-s sur 4 (74,3%) à Gabès expriment du respect à l'encontre des notables locaux, et 2 répondant-e-s sur 3 (66,9%) expriment du respect vis-à-vis des responsables religieux. En comparaison avec les relations verticales, ces scores sont meilleurs que pour les établissements de santé et scolaires (fonctions sociales de l'Etat), mais les institutions régaliennes (douane, tribunaux, police/Garde Nationale, armée, protection civile) enregistrent un capital respect plus fort que les notables locaux et responsables

religieux. Par contre, les corps intermédiaires traditionnels (voir chapitre 4) enregistrent des sentiments de respect nettement moins élevés pour les responsables politiques (35,6% ; -38,7 points par rapport aux notables locaux) et les médias (50%), et légèrement plus bas pour les associations (64,7%). **A Gabès, les notables locaux et responsables religieux s'appuieraient donc sur un meilleur capital respect que les corps intermédiaires traditionnels, mais les institutions régaliennes de l'Etat demeurent les principaux acteurs à qui les habitant-e-s de la région accordent du respect.**

Le corollaire de ces sentiments élevés de respect vis-à-vis des notables locaux et responsables religieux est qu'ils enregistrent des scores bas en termes d'attitudes négatives (peur, colère, rancune, mépris). Toutefois, les responsables religieux cristallisent un sentiment dominant de colère pour 16,6% des répondant-e-s, et 10,1% des habitant-e-s du Gouvernorat ressentent avant tout de la colère contre les notables locaux. Comme pour les attitudes envers les institutions publiques, il semblerait que **le sentiment de colère à l'encontre des notables locaux et des responsables religieux soit plus courant dans les délégations de Ghannouch, Menzel El Habib et Gabès Médina**. En effet, 25,5% des habitant-e-s de Ghannouch, 31% des répondant-e-s à Menzel El Habib et 34% des habitant-e-s de Gabès Médina ressentent d'abord de la colère à l'encontre des responsables religieux (respectivement +8,9 ; +14,4 et +17,4 points par rapport aux standards régionaux). De même, 25,4% des habitant-e-s de Ghannouch, 31% des répondant-e-s à Menzel El Habib et 22,4% des habitant-e-s de Gabès Médina ressentent d'abord de la colère à l'encontre des notables locaux (respectivement +15,3 ; +20,9 et +12,3 points par rapport aux standards régionaux). Dans ces trois délégations, les notables locaux et responsables religieux ont donc autant de chances d'être la cible de sentiments hostiles que les institutions publiques et autres corps intermédiaires.

Malgré ce capital respect, **les notables locaux et les responsables religieux ne bénéficient pas d'un capital confiance significatif**, même si celui-ci est plus élevé que pour les corps intermédiaires traditionnels.

Graphique 40 - Perceptions de confiance et de méfiance vis-à-vis des notables locaux et responsables religieux



Pour les notables locaux et, de façon plus manifeste, pour les responsables religieux, les perceptions de méfiance à leur égard dépassent les perceptions de confiance. 3 répondant-e-s sur 5 (60,9%) se déclarent méfiant-e-s vis-à-vis des responsables religieux, et 46,5% sont méfiant-e-s envers les notables locaux.

Ceci-dit, **les habitant-e-s de Gabès accordent plus couramment leur confiance aux notables locaux et responsables religieux qu'aux corps intermédiaires traditionnels** (responsables politiques, médias, associations). Avec un crédit de confiance de seulement 11%, les responsables politiques sont nettement devancés par les notables locaux (+28,3 points) et les imams/cheikhs (+16,2 points). Les associations ne sont en retrait que vis-à-vis des notables locaux avec un score de confiance de 27,6% (ce qui équivaut au score de confiance des responsables religieux).

En termes de perceptions de confiance, **l'analyse statistique** croisée signale une tendance générationnelle à travers des écarts de résultats significatifs entre les tranches d'âges la plus jeune (18-29 ans) et la plus âgée (+60 ans). Par exemple, 62,7% des jeunes (18-29 ans) déclarent être méfiant-e-s envers les responsables religieux contre 50,7% des répondant-e-s de plus de 60 ans (+12 points). De même, 44,8% des répondant-e-s de plus de 60 ans déclarent avoir confiance dans les notables locaux, contre 37,3% des jeunes de 18-29 ans (+7,5 points). Dès lors, **les répondant-e-s les plus âgé-e-s accorderaient plus couramment leur confiance aux notables locaux et responsables religieux que les jeunes.**

En ce qui concerne le poids de la structure tribale dans la société à Gabès, **ce crédit de confiance plus élevé pour les notables locaux ne signifie pas pour autant que les habitant-e-s de Gabès estiment que les tribus influencent davantage la politique locale que les corps intermédiaires traditionnels.** En effet, seulement 22,2% des répondant-e-s estiment que les tribus affectent la politique locale de leur région contre 35,5% pour les partis politiques, 34,8% pour les syndicats et 35,6% pour les associations. Comme souligné par **l'analyse participative**, même si la tribu est une identité collective structurante et que les notables locaux, dépositaires d'une autorité morale dérivée de la tribu, jouissent d'un meilleur capital confiance, **il semblerait que les habitant-e-s de Gabès fassent la distinction entre l'influence de la tribu sur, d'une part, la définition de leurs valeurs/normes ainsi que sur les solidarités collectives et, d'autre part, sur leur rôle (relativement faible) dans la participation à la vie politique et sociale.**

En termes de spécificités locales, **les deux délégations de El Hamma et Gabès Médina où la tribu occupe une place plus structurante dans les identités collectives (voir section précédente) sont aussi celles où le niveau de confiance dans les notables locaux est le plus bas.** En effet, seulement 24,4% des habitant-e-s de Gabès Médina et 26,2% des répondant-e-s à El Hamma déclarent avoir confiance dans les notables locaux (respectivement -14,9 et -13,1 points par rapport aux standards régionaux). De même, seulement 9,4% des habitant-e-s de Gabès Médina estiment que les tribus affectent la politique locale de leur région (-12,8 points par rapport aux standards régionaux). Ce paradoxe, entre sentiment d'appartenance à la tribu et relation de méfiance avec les notables locaux, renforce l'hypothèse précédente selon laquelle la tribu influence peu la participation à la vie politique et davantage les valeurs/normes ainsi que les solidarités collectives à El Hamma et Gabès Médina.





RELATIONS ENTRE LES TRIBUS



En plus d'être un groupe social au sein duquel les liens de solidarité seraient solides, **les relations entre tribus se seraient construites sur des bases harmonieuses**. Cette section étudie plus en détails la qualité de ces interactions en distinguant, par **analyses statistiques** (tri croisé), les résultats pour deux groupes de référence.

Le premier groupe se réfère aux 1596 répondant-e-s qui ont déclaré qu'ils/elles s'identifiaient à la tribu, soit 69,2% de l'échantillon global. L'analyse des résultats pour ce groupe de répondant-e-s permet d'étudier la qualité des interactions entre personnes de tribus différentes.

Le second groupe se réfère aux 614 répondant-e-s qui ont déclaré qu'ils/elles ne s'identifiaient pas à la tribu, soit 26,6% de l'échantillon global. L'analyse des résultats pour ce groupe de répondant-e-s permet d'étudier les perceptions qu'ont les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu de ce type de groupe d'appartenance.

Pour ces deux catégories, les analyses selon le sexe et l'âge des répondant-e-s sont valides, mais l'échantillon au niveau local (délégations) est insuffisant. Au niveau des délégations, l'étude des relations entre tribus différentes se réfère donc à l'ensemble de la population, sans distinguer les répondant-e-s qui s'identifient et ceux/celles qui ne s'identifient pas à la tribu.

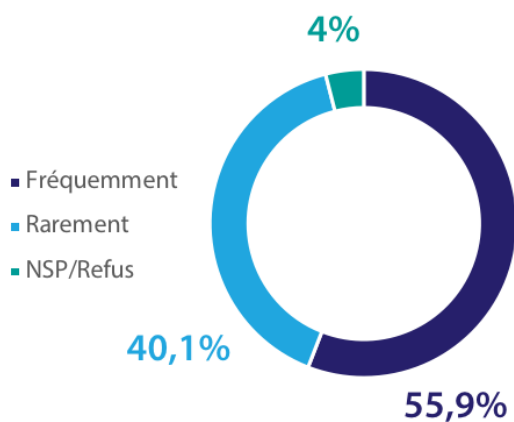


Communication entre les tribus

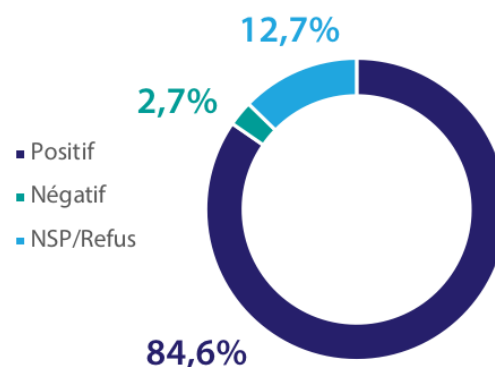
La fréquence et la qualité des contacts entre personnes de différentes tribus sont deux indicateurs de cohésion au niveau horizontal.



Graphique 41 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à la tribu/au clan qui déclarent rencontrer des personnes d'autres tribus **fréquemment ou rarement**



Graphique 42 - Pourcentage de répondant.e.s s'identifiant à la tribu/au clan qui déclarent avoir une communication **positive ou négative** avec les personnes d'autres tribus



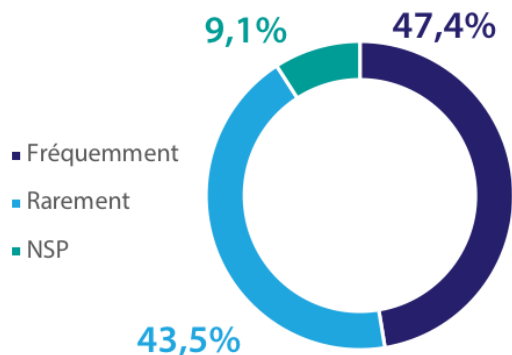
Pour plus de 4 habitant.e-s de Gabès qui s'identifient à la tribu sur 5 (84,6%), la qualité des interactions avec les personnes d'autres tribus est jugée positive, tandis que un-e répondant-e sur deux (55,9%) estime que ces échanges sont fréquents. Ces contacts répétés et positifs sont, pour la moitié du corps social qui s'identifie à la tribu à Gabès, un potentiel positif pour le développement de relations collaboratives entre personnes de groupes sociaux différents (ici, la tribu). Ceci-dit, **pour 40,1% des répondant.e-s s'identifiant à la tribu, les interactions avec des personnes d'autres tribus seraient moins fréquentes.**

En termes de spécificités liées au sexe, l'analyse statistique croisée montre que les hommes s'identifiant à la tribu interagiraient de manière plus fréquente (pour 61,7% d'entre eux) avec des personnes d'autres tribus que les femmes (pour 50,8% d'entre elles, soit un écart de -10,9 points). Ce constat n'a que peu d'influence sur la qualité des interactions.

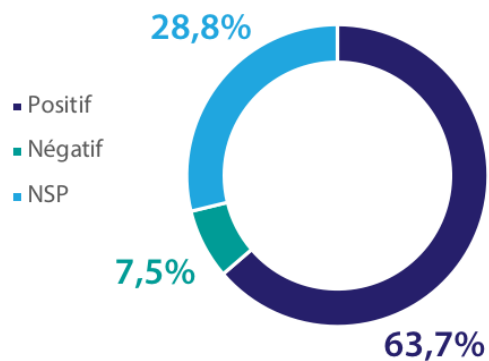
| **Perceptions de la communication avec les tribus parmi les personnes qui ne s'identifiant pas à la tribu**

En plus de relations harmonieuses entre personnes de différentes tribus, les individus qui ne s'identifient pas à ce groupe social évaluent aussi positivement leurs interactions avec les tribus, mais dans une très nette moindre mesure.

Graphique 43 - Pourcentage de répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu/au clan qui déclarent rencontrer des personnes de tribus **fréquemment ou rarement**



Graphique 44 - Pourcentage de répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu/au clan qui déclarent avoir une communication **positive ou négative** avec les tribus



A Gabès, près de 2 personnes qui ne s'identifient à la tribu sur 3 (63,7%) jugent que la qualité de leurs interactions avec les tribus est positive. Il s'agit d'un indicateur positif, même si ce score est nettement inférieur au même résultat pour les personnes qui s'identifient à la tribu (-20,9 points). La proportion de personnes qui n'ont pas répondu à la question sur la qualité des interactions avec les tribus est de 28,8%, signalant un comportement d'évitement face à la sensibilité de la question. La proportion de répondant.e.s qui ne s'identifient pas à la tribu et qui estiment que leurs interactions avec les tribus serait négative est infime (7,5%) mais supérieur de +4,8 points au même score pour les individus qui s'identifient à la tribu.

Moins de la moitié des répondant.e.s ne s'identifiant pas à la tribu (47,4%) estiment que leurs échanges avec les tribus sont fréquents. 43,5% rapportent que leurs échanges avec les tribus seraient rares. Des contacts peu fréquents peuvent indiquer un obstacle à la construction de relations durables fondées sur un respect mutuel entre personnes ne s'identifiant pas aux tribus et personnes qui déclarent appartenir à de tels groupes. Cela dit, cette tendance ne serait pas nécessairement une source de tensions entre eux/elles compte tenu de la qualité de leurs échanges.

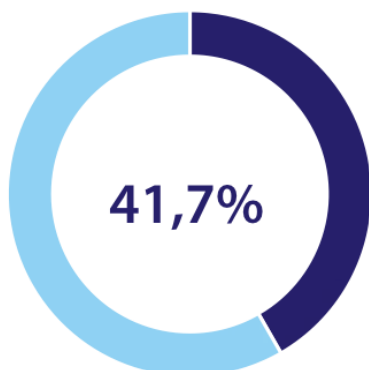
Ces scores sont une source de cohésion, surtout que la tribu arrive au second rang des identités collectives les plus structurantes à Gabès. Cela-dit, des perceptions de menace (voir analyses suivantes) indiquent un potentiel latent de tensions entre personnes de différentes tribus.

Attitudes et perceptions de menaces

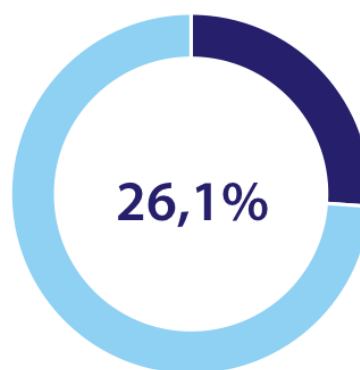
Malgré la bonne qualité des interactions entre personnes de différentes tribus, des perceptions de menaces subsistent à plusieurs niveaux, et en premier lieu en termes de **menace symbolique**.

Graphique 45 - Pourcentage de répondant-e-s qui perçoivent une menace symbolique de la part d'autres tribus (indicateur composite)

Parmi les personnes qui s'identifient à la tribu/au clan



Parmi les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu/au clan

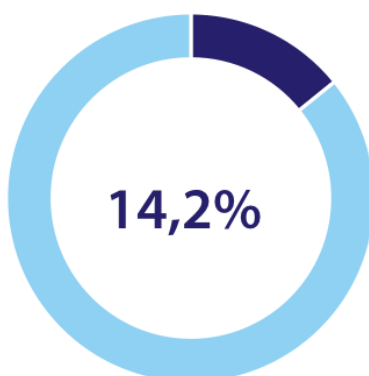


Plus de 2 habitant-e-s de Gabès qui s'identifient à la tribu sur 5 (41,7%) perçoivent une menace symbolique de la part des autres tribus. Cela signifie qu'ils/elles estiment avoir des valeurs et normes ainsi qu'un mode de vie différents de ceux des autres tribus. Ce score élevé peut signaler un **obstacle potentiel à l'établissement de relations constructives entre tribus qui soient fondées sur une compréhension commune.**

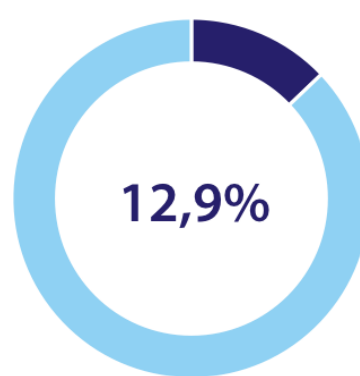
Par contre, le même score est nettement plus bas pour les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu ; 26,1% (-15,6 points). **Même si un quart des habitant-e-s de Gabès qui ne s'identifient pas à une tribu perçoivent une menace symbolique de la part des tribus, ce score relativement faible indiquerait que le marqueur tribal serait peu source de menace pour ceux/celles qui ne s'y identifient pas.**

Graphique 46 - Pourcentage de répondant-e-s qui perçoivent une menace économique de la part d'autres tribus (indicateur composite)

Parmi les personnes qui s'identifient à la tribu/au clan

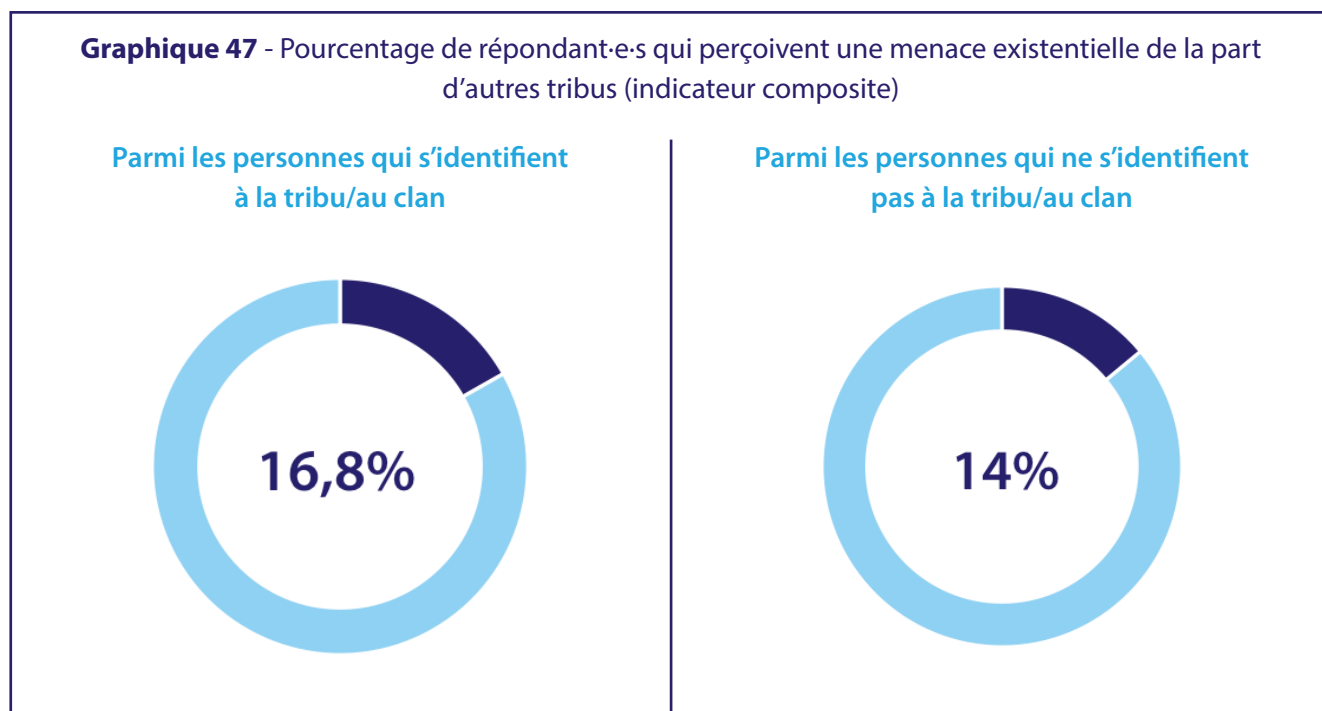


Parmi les personnes qui ne s'identifient pas à la tribu/au clan



14,2% des habitant-e-s de Gabès qui s'identifient à une tribu estime que les personnes d'autres tribus représentent une menace à leurs intérêts économiques. Ce sentiment de menace économique signifie qu'il existerait une rivalité entre personnes de tribus différentes lorsqu'elles cherchent à maximiser leurs intérêts économiques (en termes d'accès à la propriété, à des opportunités d'emploi ou encore à des débouchés pour le commerce). Mais ce score est minime et indique un degré de menace marginal. Il est d'ailleurs plus infime parmi les personnes qui ne s'identifient pas à une tribu (12,9%), ce qui confirme que le marqueur tribal serait peu source de menace pour ceux/celles qui ne s'y identifient pas.

Enfin, le sentiment de **menace existentielle** mérite une attention particulière car il constitue le principal motif d'insécurité et un risque que des individus adoptent une attitude défensive et hostile vis-à-vis de personnes d'autres groupes.



Seulement 16,8% des personnes qui s'identifient à la tribu perçoivent une menace existentielle de la part d'autres tribus à Gabès. Cela signifie qu'ils/elles ont peur d'être attaqué-e-s par des personnes appartenant à une autre tribu et/ou qu'ils/elles craignent que des individus appartenant à une autre tribu ne portent préjudice à leur dignité ou à celle de leur famille. Ce score est légèrement par rapport au second groupe de répondant-e-s qui ne s'identifient à la tribu (14%). Comme pour les menaces symboliques et économiques, **le potentiel latent de tensions horizontales se situerait davantage dans la relation entre les personnes qui s'identifient au marqueur tribal.**



SOURCES DE TENSION AUTOUR DE LA ZONE INDUSTRIELLE

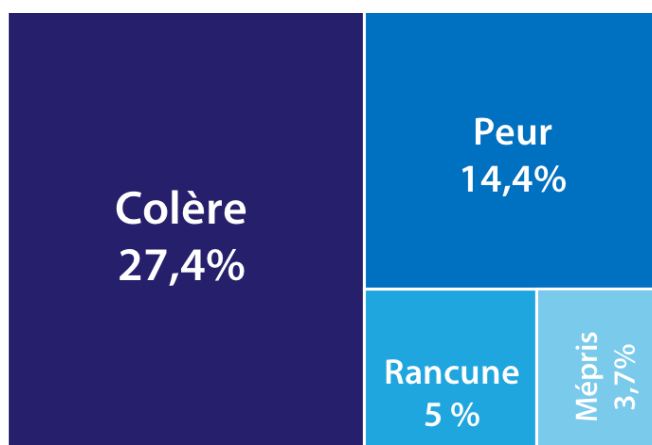


L'analyse exploratoire a souligné le potentiel continu de tensions qui pourraient cibler le Groupe Chimique Tunisien (GCT). Cette tendance émergente renvoie à un historique de mouvements sociaux prolongés qui ont cristallisé les revendications régionales pour améliorer les conditions de vie et protéger l'environnement. Au-delà de cette dynamique d'action collective, l'enquête s'intéresse au rapport qu'entretiennent les habitant·es de Gabès avec le GCT.

Rapport entre habitant·es de Gabès et le Groupe Chimique Tunisien (GCT)

Le Groupe Chimique Tunisien cristallise des sentiments négatifs qui justifient une analyse spécifique.

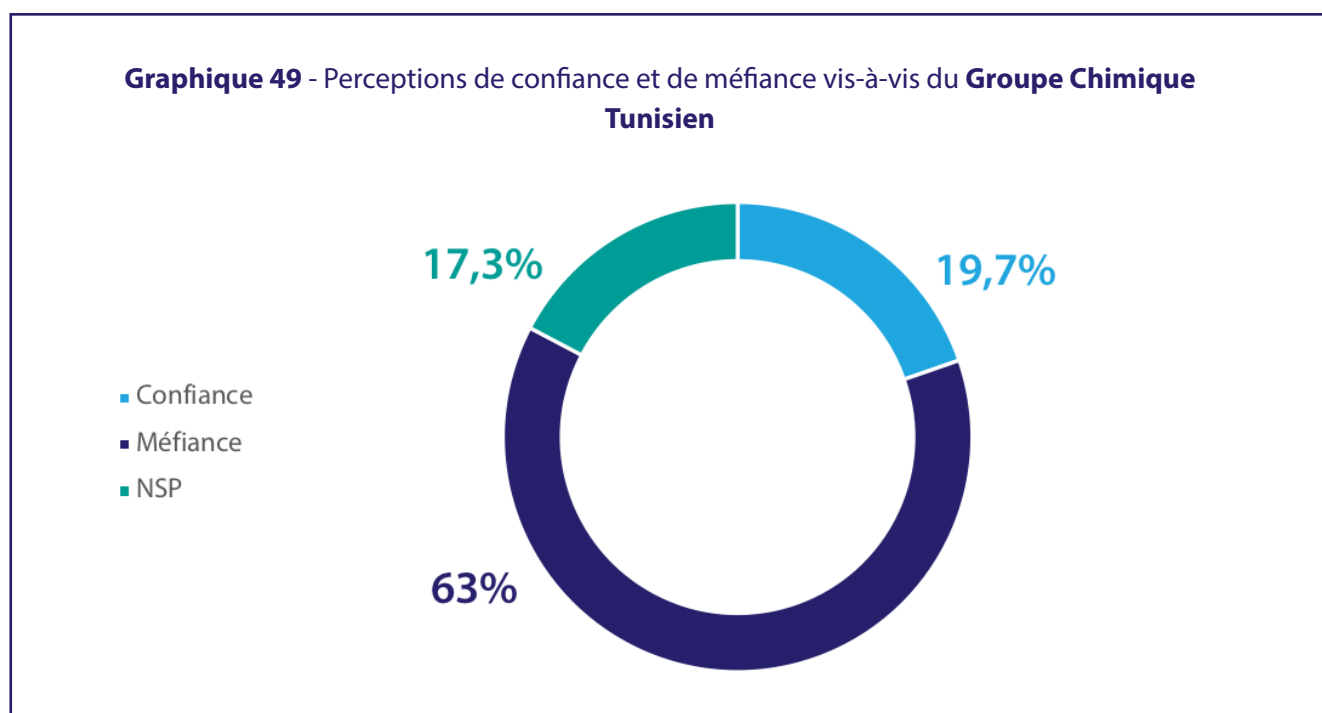
Graphique 48 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers le **Groupe Chimique Tunisien** est négatif (par type de sentiment)



27,4% des habitant-e-s de Gabès expriment un sentiment de colère à l'encontre du Groupe Chimique Tunisien. Après les responsables politiques, les médias et les municipalités, il s'agit de la quatrième cible la plus concernée par ce sentiment de colère. L'analyse statistique croisée montre un sentiment de colère contre le Groupe Chimique Tunisien plus répandu chez les **hommes** (pour 32,6% d'entre eux, contre 22,7% des femmes).

Le sentiment de colère à l'encontre du GCT est plus répandu dans les délégations du voisinage direct de la zone industrielle (Gabès Médina et Ghannouch) ainsi qu'à Menzel El Habib (où le GCT a un projet de délocalisation de ses unités de production). En effet, 49,6% des habitant-e-s de Ghannouch, 42,4% des répondant-e-s de Menzel El Habib et 37,8% des habitant-e-s de Gabès Médina ressentent avant tout de la colère à l'encontre du Groupe Chimique Tunisien (respectivement +22,2 ; +15 et +10,4 points par rapport aux standards régionaux. L'analyse participative permet de situer ces scores élevés, en termes de sentiment de colère, dans un contexte plus large où les activités des usines du GCT ont un impact négatif sur l'environnement et la santé des habitant-e-s de son voisinage. Ces effets seraient une cause latente de conflits à Gabès et expliqueraient ce rapport antagonique qu'entretiennent les habitant-e-s de ces délégations avec le GCT. A ce titre, **le sentiment de colère particulièrement répandu dans les délégations affectées directement par l'activité du Groupe Chimique Tunisien signale un risque élevé d'escalade en cas de tensions entre habitant-e-s et représentant-e-s du GCT.**

Ces sentiments négatifs s'accompagnent d'un niveau élevé de méfiance envers le Groupe Chimique Tunisien.



Près de 2 habitant-e-s de Gabès sur 3 (63%) déclarent ne pas avoir confiance dans le Groupe Chimique Tunisien. De nouveau, l'analyse statistique croisée montre une spécificité liée au sexe des répondant-e-s. 68,3% des **hommes** sont méfiants vis-à-vis des entreprises pétrolières (+10,2 points par rapport au même résultat chez les femmes).

Les **spécificités locales** sont différentes de celles pour les sentiments de colère.

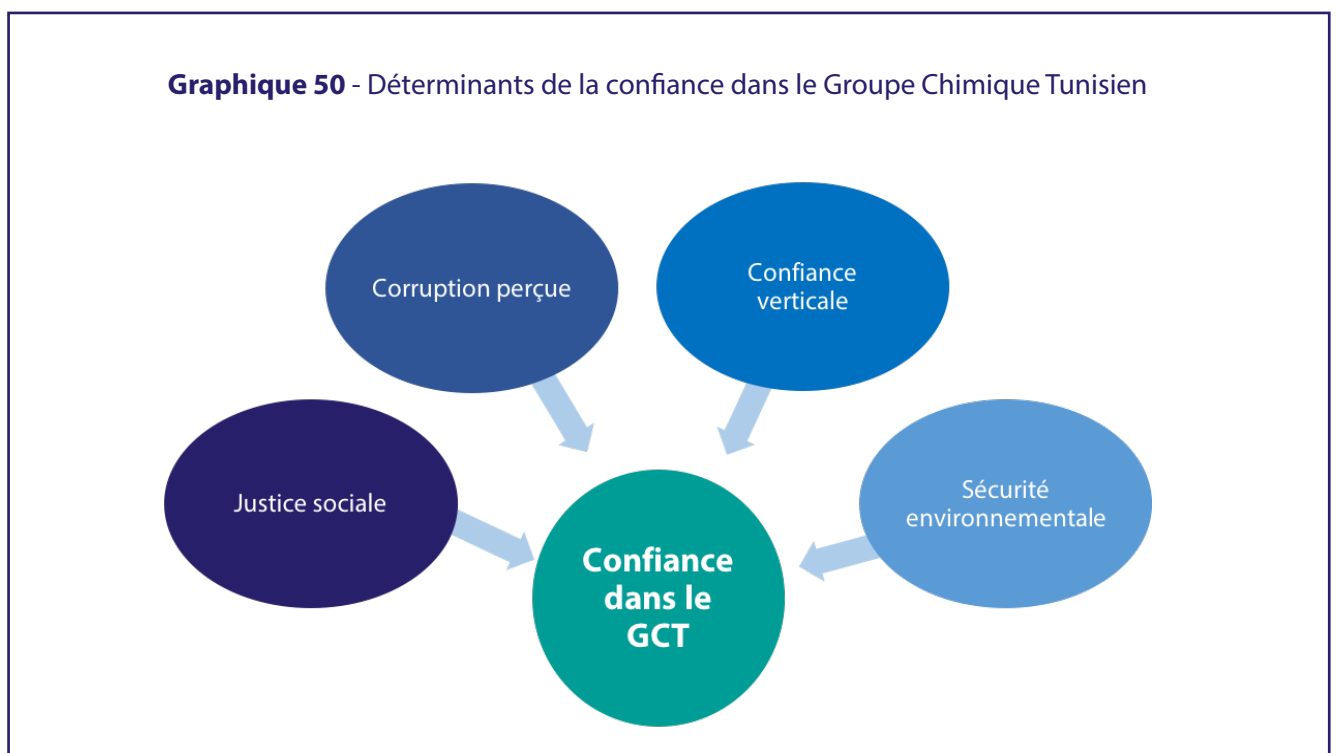
En effet, la délégation de **Gabès Médina** enregistre un niveau de méfiance dans le Groupe Chimique Tunisien correspondant à 68,7% des répondant-e-s, ce qui n'est que légèrement supérieur aux standards régionaux

(+5,7 points). Pour **Ghannouch** et **Menzel El Habib**, les scores de méfiance envers le GCT sont toujours élevés mais inférieurs aux standards régionaux (respectivement de 62,1% et 51,8%). Toutefois, 31% des personnes interrogées à Ghannouch qui ont déclaré ne pas avoir confiance dans le Groupe Chimique Tunisien expriment également un sentiment de colère à l'encontre du GCT (sur-représentation). Ce score est de 43% à Gabès Médina et de 63% à Menzel El Habib. **Le faible capital confiance dont jouit le GCT à Ghannouch, Gabès Médina et Menzel El Habib serait donc peu propice à contrebalancer le sentiment de colère qu'il cristallise au sein d'une large frange de la population locale.**

Par contre, 85,9% des habitant-e-s de **Gabès Ouest** déclarent ne pas avoir confiance dans le Groupe Chimique Tunisien (+22,9 points par rapport aux standards régionaux). En contrepoint, cette délégation enregistre un score de colère envers le GCT qui entre dans les standards régionaux (29,5%).

| Déterminants de la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien (GCT)

Ces sentiments (attitudes de colère et perceptions de méfiance) encouragent une analyse des déterminants de la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien. L'**analyse statistique** (corrélations et régressions : [annexe 4](#)) isole 4 facteurs qui influencent la confiance dans le GCT.



Ainsi :

- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent que l'Etat ne redistribue pas les ressources de manière égale et équitable entre tou-te-s (**justice sociale** : chapitre 1) ;
- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent que les institutions et la société seraient corrompues (**corruption perçue** : chapitre 1) ;
- Moins les habitant-e-s de Gabès ont confiance dans les institutions publiques (**confiance verticale** : chapitre 1) ;

- Plus les habitant-e-s de Gabès estiment que leur environnement serait menacé (**sentiment d'insécurité lié à l'environnement** : chapitre 3) ;

Alors moins ils/elles auront confiance dans le Groupe Chimique Tunisien.

Ces quatre facteurs enregistrent des scores particulièrement préoccupants (voir sections correspondantes aux chapitres 1 et 3), expliquant le niveau élevé de méfiance dans le Groupe Chimique Tunisien.



CHAPITRE 3

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Tendances générales

Les données socio-économiques de la population de Gabès montrent des conditions défavorables :

- Le **niveau de revenu est bas** ; 73,7% des répondant-e-s déclarent avoir un revenu familial inférieur à 1000 dinars, et 50,3% estiment que ce revenu est insuffisant pour couvrir leurs besoins.
- **51% des répondant-e-s n'ont pas d'activité professionnelle de laquelle tirer un revenu régulier.**
- 25,7% des répondant-e-s ont un **niveau d'études** universitaire ou de formation professionnelle.

Les principaux motifs d'**insécurité humaine** chez les habitant-e-s de Gabès sont liés à l'accès à un **environnement** propre, sain et durable, à une **éducation** de qualité et en lien avec la **situation politique**.

78% des habitant-e-s de Gabès considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie, mais **55,9% des répondant-e-s sont inquièt-e-s quant à la préservation de leurs droits et libertés.**

Près d'un-e habitant-e de Gabès sur deux n'est pas satisfait-e de sa vie.

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à l'âge

72,6% des femmes n'exercent pas d'activité rémunératrice stable ; 22,7% sont au chômage et **49,9% sont des femmes au foyer.** Ces dernières montrent des spécificités en termes de cohésion sociale :

- Elles sont majoritairement **mariées**, plutôt **âgées**, avec un **faible revenu** familial et un **niveau d'éducation plus bas** que la moyenne régionale.
- Le **sentiment d'insécurité humaine** est plus courant parmi elles, notamment en ce qui concerne l'accès à une éducation de qualité, à la santé et à la culture/aux loisirs.
- Elles partagent un **sentiment d'appartenance au pays plus élevé** que la moyenne régionale et expriment plus couramment des émotions positives (**respect**) à l'égard des institutions publiques.
- Elles ont nettement **moins confiance dans les institutions publiques**, perçoivent plus couramment que la **corruption** serait répandue et partagent un très fort **sentiment d'injustice.**

La délégation de **Matmata** enregistre des résultats particulièrement défavorables en termes d'**indicateurs socioéconomiques** (revenu objectif et subjectif, accès à un emploi stable) et pour tous les motifs d'**insécurité humaine**.

L'accès à un **environnement** propre, sain et durable est un **motif d'insécurité humaine** tout particulièrement pour les habitant-e-s de **Gabès Sud, Métouia** et **Gabès Ouest**, là où la zone industrielle poserait des pressions plus fortes sur la gestion des ressources en eau. L'accès à la **santé** est une source d'inquiétude plus répandue à **Gabès Médina**, c'est-à-dire à proximité du Groupe Chimique Tunisien.

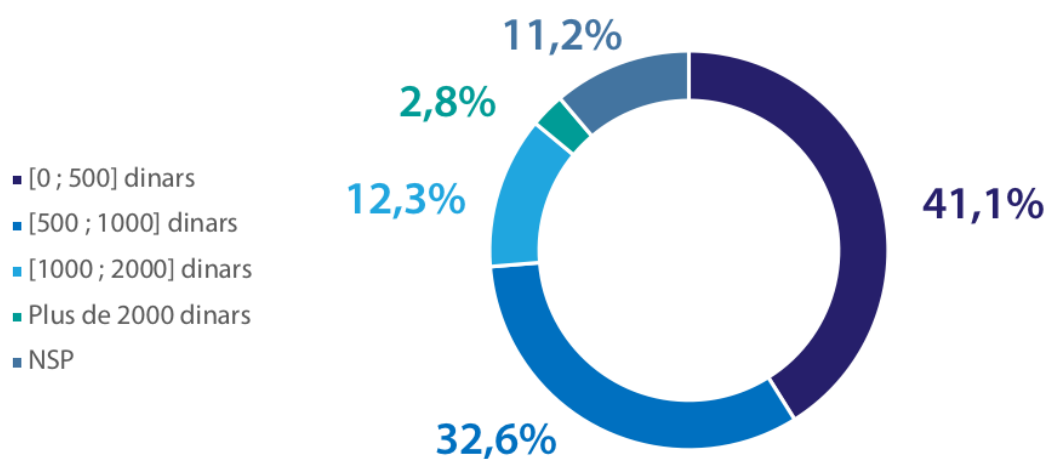


Le profil socio-démographique de la population de Gabès montre des conditions défavorables en termes de revenu, d'activité professionnelle et d'accès à l'éducation.

Revenu mensuel

Le niveau de revenu des habitant-e-s de Gabès est particulièrement bas.

Graphique 51 - Revenu mensuel des répondant.e.s et de leur ménage

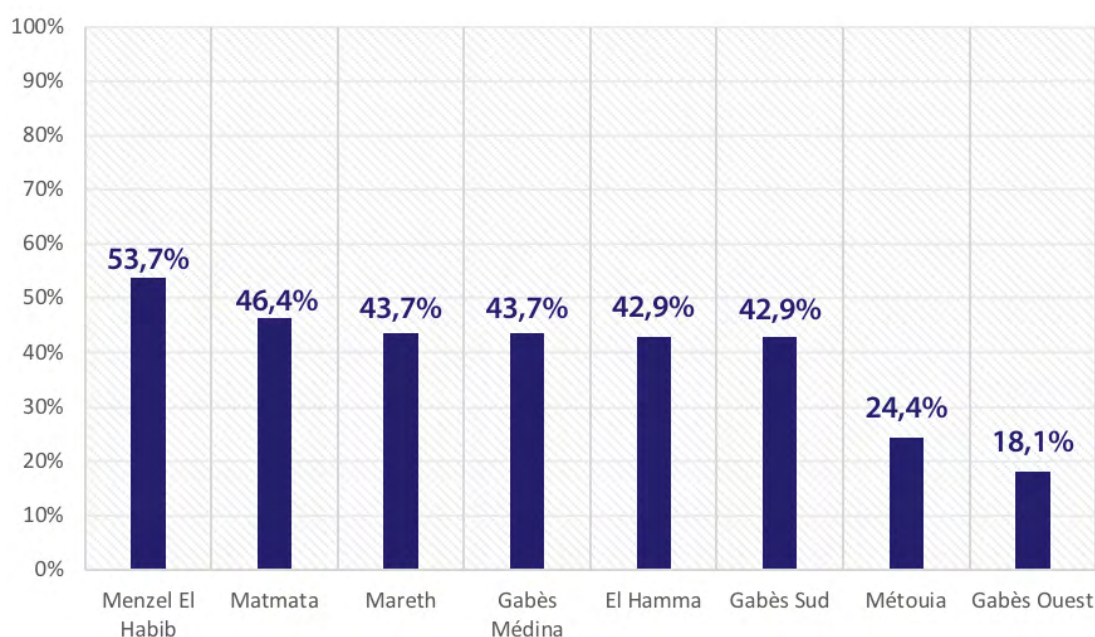


A Gabès, près de trois ménages sur quatre (73,7%) ont un revenu mensuel inférieur à 1000 dinars, et 41,1% des ménages vit avec moins de 500 dinars par mois. Par ailleurs, **un-e habitant-e sur deux (50,3%) à Gabès considère que le revenu familial est insuffisant pour subvenir aux besoins de son ménage** et rencontre des difficultés pour couvrir les dépenses du quotidien.

La précarité touche de manière inégale les habitant-e-s de la région selon la délégation où ils/elles vivent et selon les variables de genre (âge et sexe).

L'analyse statistique croisée montre d'abord des disparités locales entre délégations.

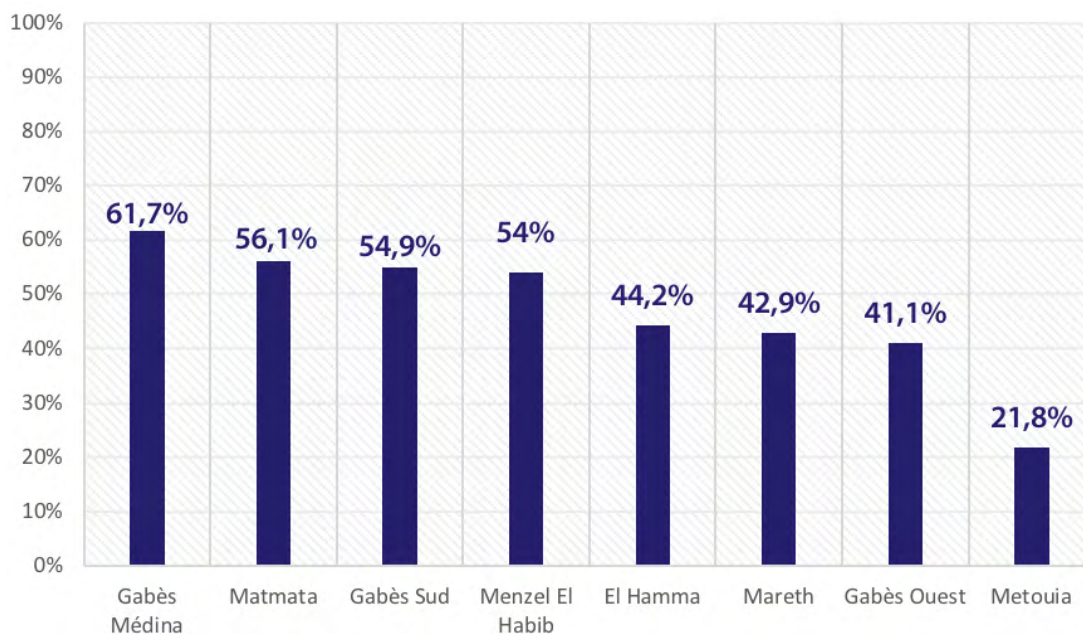
Graphique 52 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (**revenu objectif** ; comparaison entre délégations)



La précarité est plus forte dans les régions intérieures du Gouvernorat de Gabès. En effet, les deux délégations qui enregistrent le taux le plus élevé de répondant-e-s dont le revenu du ménage est inférieur à 500 dinars par mois sont Menzel El Habib (53,7%) et Matmata (46,6%). Suivent ensuite les principaux centres urbains et villes moyennes de la région avec 43,7% des répondant-e-s de Mareth et Gabès Médina ainsi que 42,9% des habitant-e-s de El Hamma et Gabès Sud qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage.

Le classement entre délégations change lorsque les répondant-e-s sont interrogé-e-s sur leur revenu subjectif.

Graphique 53 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent que leur revenu familial ne permet pas de subvenir aux besoins de leur ménage (**revenu subjectif** ; comparaison entre délégations)



Le pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu familial inférieur à 500 dinars et la proportion de répondant.e.s qui évalue son revenu familial comme insuffisant pour répondre aux besoins du ménage (comparaison revenu objectif/revenu subjectif) sont équivalents dans les délégations de Menzel El Habib, Mareth, El Hamma et Métouia. Par contre, **les habitant.e.s de Gabès Médina, Matmata, Gabès Sud et Gabès Ouest estiment plus couramment que leur revenu familial est insuffisant pour subvenir aux besoins du ménage (revenu subjectif) en comparaison avec le niveau objectif de précarité (proportion de la population avec un revenu familial inférieur à 500 dinars)**. Les habitant.e.s de Gabès Médina semblent avoir une expérience plus répandue de la précarité car ils/elles sont 61,7% à déclarer que leur revenu familial ne leur permet pas de couvrir les besoins du ménage. Il s'agit de la délégation pour laquelle les résultats entre revenu objectif et revenu subjectif diffèrent le plus. Matmata conserve le second rang dans le classement sur le revenu subjectif, avec 56,1% des répondant.e.s qui estiment que leur revenu familial est insuffisant pour couvrir leurs besoins.

L'analyse statistique croisée selon le sexe des répondant.e.s signale de **potentielles inégalités de revenus entre les hommes et les femmes** ; les femmes signalent plus couramment que les hommes que le revenu mensuel de leur ménage est inférieur à 500 dinars.

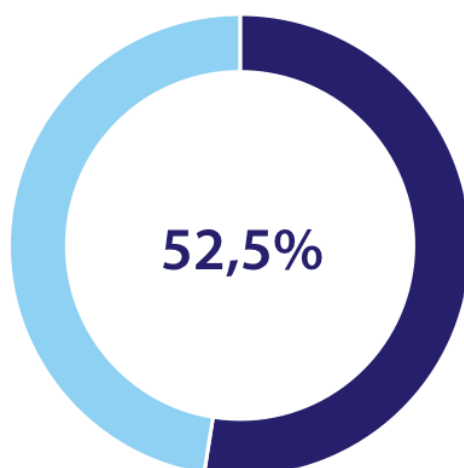
Graphique 54 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (comparaison entre sexes)



Avec 43,3% des femmes de Gabès qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage (contre 38,6% des hommes, soit un écart de +4,7 points), celles-ci seraient les premières concernées par la précarité. Les hommes sont par ailleurs 17,9% à déclarer un revenu supérieur à 1000 dinars par mois pour leur ménage, contre 12,6% des femmes. Par conséquent, 11,4% des hommes déclarent que leur revenu familial est suffisant pour épargner en plus de subvenir à leurs besoins, contre 6,7% des femmes (-4,7 points).

Enfin, l'analyse statistique croisée selon l'âge signale une situation de précarité particulièrement élevée pour les répondant-e-s âgé-e-s de 60 ans et plus.

Graphique 55 - Pourcentage de répondant.e.s de plus de 60 ans qui déclarent un revenu mensuel inférieur à 500 dinars pour leur ménage

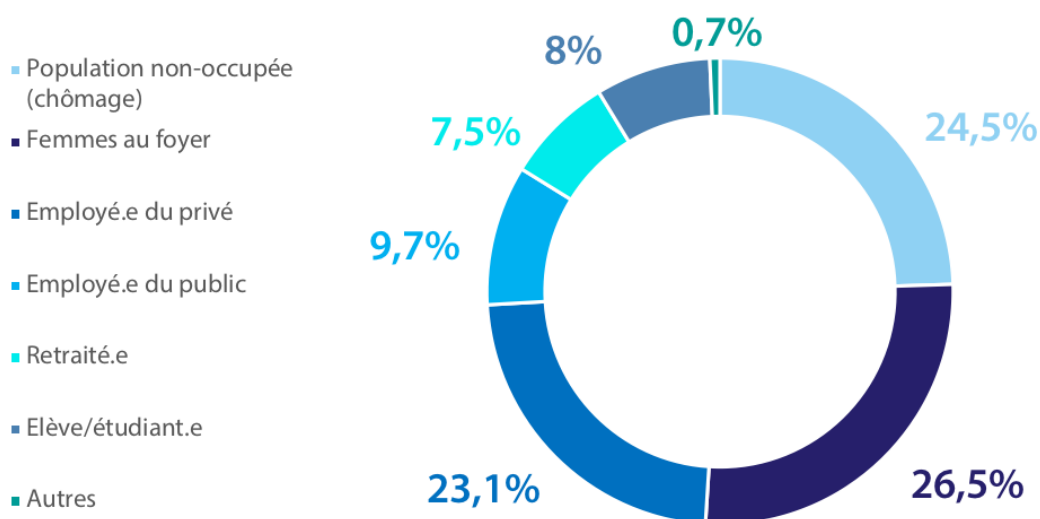


A Gabès, plus d'une personne âgée de plus de 60 ans sur deux (52,5%) a un revenu familial mensuel inférieur à 500 dinars pour subvenir aux besoins de son ménage. Ce score souligne la **dépendance de cette catégorie d'âge vis-à-vis des aides de l'Etat et/ou de leur entourage** alors que les rémunérations du travail occupent une part beaucoup moins importante dans leur revenu global que pour les autres catégories d'âge. 56,5% des personnes âgées de plus de 60 ans déclarent ainsi ne pas pouvoir subvenir aux besoins de leur ménage avec leur revenu familial. Ce score va de manière dégressive selon la tranche d'âge (51,3% des 50-59 ans ; 53,8% des 40-49 ans ; 49,5% des 30-39 ans et 45,2% des 18-29 ans).

Activité professionnelle

A Gabès, le profil professionnel des répondant-e-s signale une proportion élevée, parmi la population en âge de travailler, de **personnes non-occupées**. Cette catégorie couvre les personnes au chômage et les femmes au foyer. Elle ne signifie pas nécessairement que cette population n'a pas accès à un revenu ; ils/elles peuvent subvenir à leurs besoins à travers un travail informel, mais celui-ci se distingue du travail salarié (population active) qui offre accès à un revenu régulier et un cadre de protection sociale.

Graphique 56 - Statut professionnel des répondant.e.s



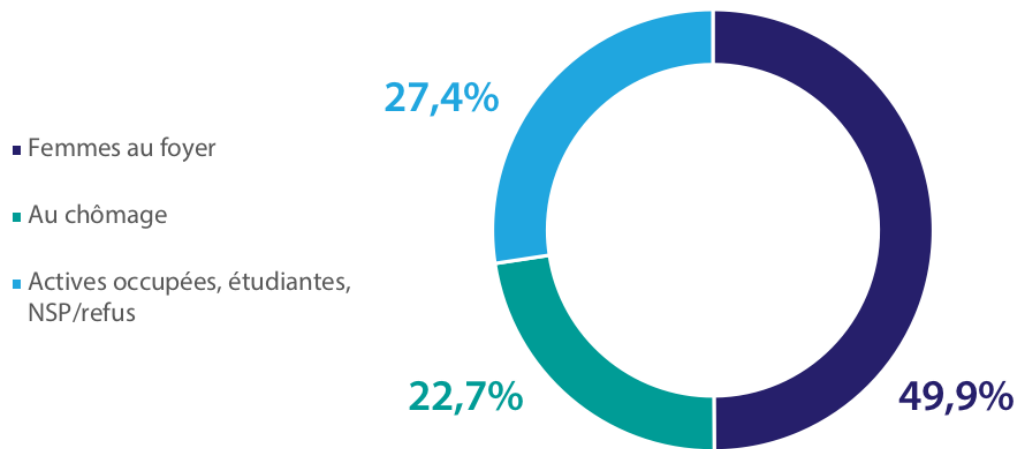
Plus de la moitié des habitant.e-s de Gabès (51%) n'exercent pas d'activité professionnelle de laquelle ils/elles pourraient tirer un revenu régulier. Ce score couvre 24,5% de personnes se déclarant comme étant au chômage, et 26,5% de répondantes qui déclarent être femmes au foyer. L'analyse statistique croisée montre que la proportion de personnes non-occupées (au chômage ou femmes au foyer) est plus élevée parmi les **femmes (72,6%)**, les **répondant.e-s âgé.e-s de 30 à 39 ans (58,1%)** et les habitant.e-s des régions intérieures (57,8% des répondant.e-s de **Menzel El Habib** et 58% des habitant.e-s de **Matmata**).

Le secteur privé emploie plus d'un.e habitant.e de la région sur 5 (23,10%), tandis que moins d'un.e répondant.e de la région sur 10 (9,7%) est employé.e dans la fonction publique. L'analyse statistique croisée signale que 21,1% des répondant.e-s âgé.e-s de 40 à 49 ans travaillent dans la fonction publique (et 30,7% dans le secteur privé, soit la catégorie d'âge la plus active). En outre, la proportion de répondant.e-s employé.e-s dans la fonction publique est légèrement plus élevée dans les délégations de Menzel El Habib (15,8% de la population).

Encadré 3 – Focus sur...les femmes au foyer.

Le résultat principal de la section sur le profil socio-démographique de l'échantillon est relatif aux **spécificités de genre associées au statut professionnel des répondant.e-s.**

Graphique 57 - Pourcentage de répondantes qui déclarent être soit au chômage, soit femmes au foyer



A Gabès, plus de 7 femmes sur 10 (72,6%) déclarent soit être femmes au foyer (49,9%), soit à la recherche d'un travail (22,7%). Or, les hommes sont 49,8% à exercer une activité rémunératrice stable contre 17,6% des femmes. Ces résultats signalent une **inégalité manifeste d'accès à des activités génératrices de revenus qui peut résulter sur une inégalité en termes d'autonomie financière**. Avec 49,9% de femmes au foyer, la charge des tâches domestiques (non-rémunératrices) est aussi inégalement répartie entre hommes et femmes.

Ces scores motivent une analyse des enjeux de cohésion sociale qui se posent spécifiquement aux femmes au foyer. Cette analyse se réfère exclusivement aux résultats collectés auprès des 608 répondantes qui ont déclaré être femmes au foyer.

Indicateurs de développement humain

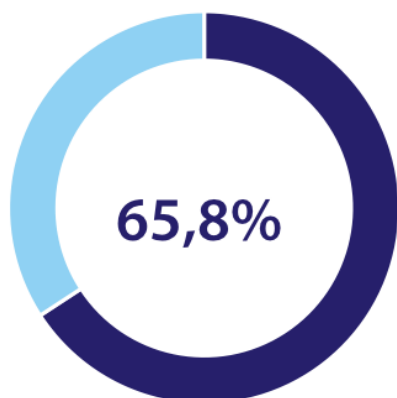
Le **profil socio-démographique** des répondantes se déclarant comme étant femmes au foyer montre une population majoritairement **mariée**, particulièrement **âgée**, en situation de **précarité** socio-économique et avec un **niveau d'instruction plus bas** que la moyenne régionale.

- 56,2% des répondantes déclarant être femmes au foyer estiment que leur revenu familial est insuffisant pour couvrir les besoins du ménage (revenu subjectif). De même, 54,5% des répondantes déclarant être femmes au foyer estiment leur revenu familial comme étant inférieur à 500 dinars. Ces scores sont supérieurs respectivement de +5,9 et +13,4 points par rapport aux standards régionaux, ce qui indiquerait une **plus grande vulnérabilité de ce groupe social face à la précarité**.
- 64,5% des répondantes déclarant être femmes au foyer déclarent également être sans éducation (20,5%) ou avoir atteint un niveau d'instruction primaire (43,9%). Ce score est supérieur de +26,3 points par rapport à la population générale, ce qui indiquerait un **accès limité à une éducation de qualité pour cette population vulnérable**.
- 72,9% des répondantes qui déclarent être femmes au foyer sont mariées, 16,5% d'entre elles sont veuves et 2,3% sont divorcées. A titre de comparaison, 57,3% des habitant.e-s (population générale) de Gabès déclarent être marié.e-s ; il existe une **sur-représentation de répondantes mariées parmi celles qui déclarent être femmes au foyer** (+15,6 points par rapport aux standards régionaux).

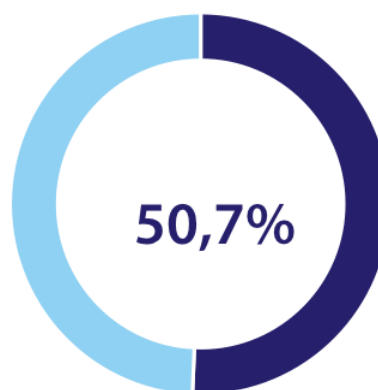
- 26,1% des répondantes qui déclarent être femmes au foyer ont plus de 60 ans (contre 11,9% qui ont entre 18 et 29 ans). D'ailleurs, 85,9% des répondantes âgées de plus de 60 ans déclarent être femmes au foyer. Cette **sur-représentation de répondantes qui déclarent être femmes au foyer parmi les personnes âgées** contraste avec la faible proportion, parmi les femmes de plus de 60 ans, qui déclarent être retraitées. En effet, seulement 1,2% des femmes déclarent être retraitées, contre 14,5% des hommes. Le statut de retraité-e offrant l'accès à un revenu de subsistance et une protection sociale, ce faible score parmi les femmes signale une **vulnérabilité plus importante chez les femmes âgées au foyer**.

Ces scores préoccupants sur le volet de la situation socio-démographique sont complétés par un **sentiment d'insécurité humaine** plus courant parmi les répondantes qui déclarent être femmes au foyer.

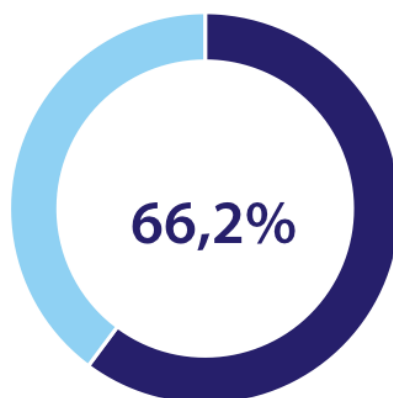
Graphique 58 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à une **éducation** de qualité pour elles et leur entourage



Graphique 59 - Pourcentage de femmes au foyer qui sont inquiètes pour leur **santé** et/ou celle de leur entourage



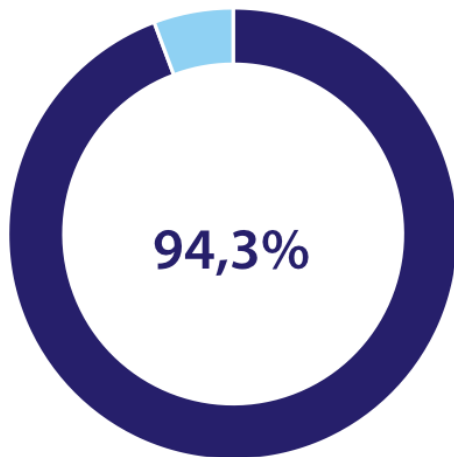
Graphique 60 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent de ne pas avoir accès à la **culture** et aux **loisirs**



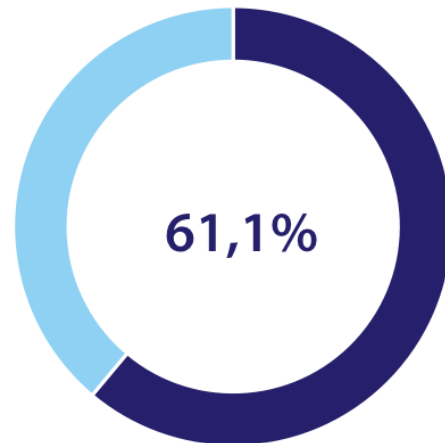
Près de 2 femmes au foyer sur 3 (65,8%) craignent de ne pas pouvoir profiter d'une instruction de qualité (+5,2 points par rapport à la population générale du Gouvernorat), et plus d'une femme au foyer sur 2 (50,7%) est inquiète pour sa santé et/ou celle de personnes dans son entourage (+7 points). 66,2% des répondantes qui se déclarent femmes au foyer craignent pour leur accès à la culture et aux loisirs (+10,8 points). La situation de vulnérabilité signalée précédemment s'accompagne donc d'une **exposition plus importante aux risques d'insécurité face aux besoins des femmes aux foyers en termes d'éducation, de santé et de culture.**

Paradoxalement, **les répondantes se déclarant femmes au foyer estiment plus couramment que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie, mais elles craignent plus fréquemment que leurs propres droits et libertés ne soient pas respectés.**

Graphique 61 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les **libertés sont actuellement respectées en Tunisie** (indicateur composite)



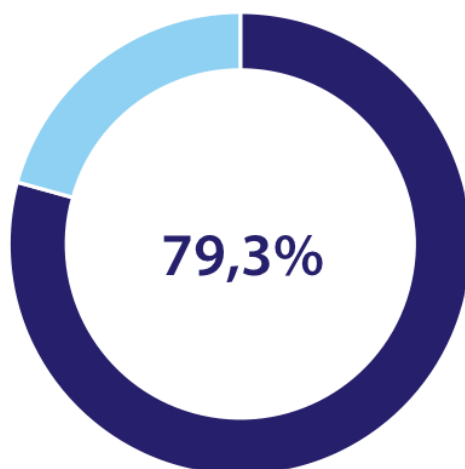
Graphique 62 - Pourcentage de femmes au foyer qui craignent pour le **respect de leurs droits et libertés**



Alors que presque la totalité (94,3%) des répondantes se déclarant femmes au foyer considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (+16,3 points par rapport à la population générale), elles sont 3 répondantes sur 5 (61,1%) à déclarer être préoccupées pour le respect de leurs propres droits et libertés (+5,2 points). Il semblerait donc que **les répondantes se déclarant femmes au foyer considèreraient donc que les libertés et les droits des autres habitant-e-s sont respectés, tandis que les leurs seraient menacés.**

Malgré une situation de vulnérabilité selon les différents indicateurs de développement humain (profil socio-démographique, sécurité humaine, libertés fondamentales), **les répondantes qui déclarent être femmes au foyer sont plus couramment satisfaites de leur vie.**

Graphique 63 - Pourcentage de femmes au foyer qui estiment globalement être **satisfaites de leur vie** (indicateur composite)

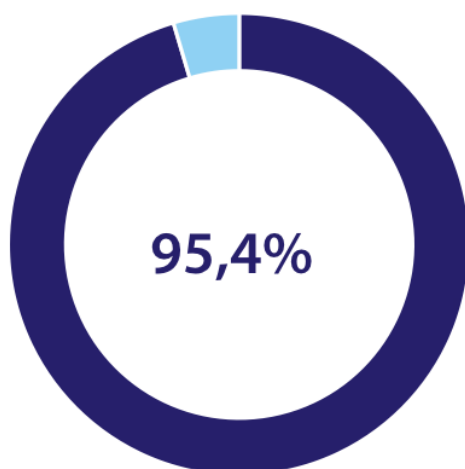


Presque 4 femmes au foyer sur 5 déclarent être satisfaites de leur vie. Ce score est largement supérieur aux standards régionaux (+28,5 points). Toutefois, ce bon indicateur de cohésion ne doit pas occulter les tendances mesurées précédemment en termes d'insécurité humaine et de vulnérabilité socio-économique.

Indicateurs de cohésion sociale verticale

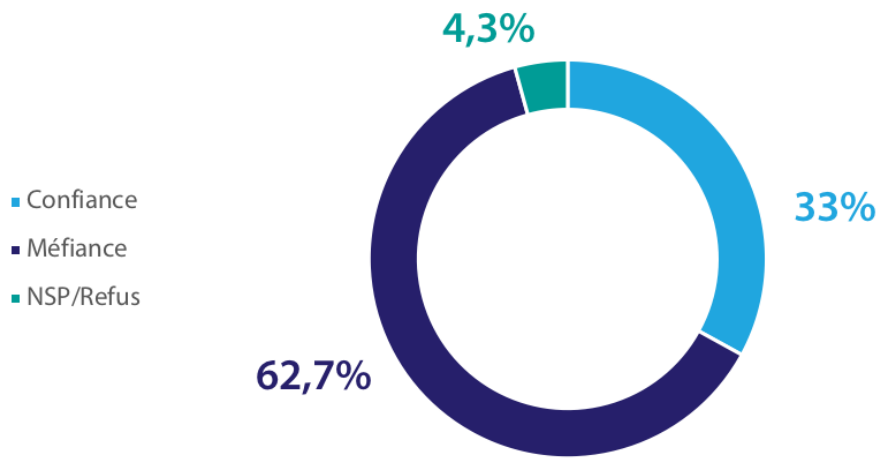
En termes d'identités collectives, le **sentiment d'appartenance au pays** est très fort parmi les répondantes qui déclarent être femmes au foyer (+10,1 points par rapport à la moyenne du Gouvernorat).

Graphique 64 - Pourcentage de femmes au foyer **s'identifiant aussi au pays**



Les répondantes se déclarant femmes au foyer entretiennent un rapport aux institutions de l'Etat caractérisé par un niveau particulièrement élevé de **méfiance dans les institutions publiques**.

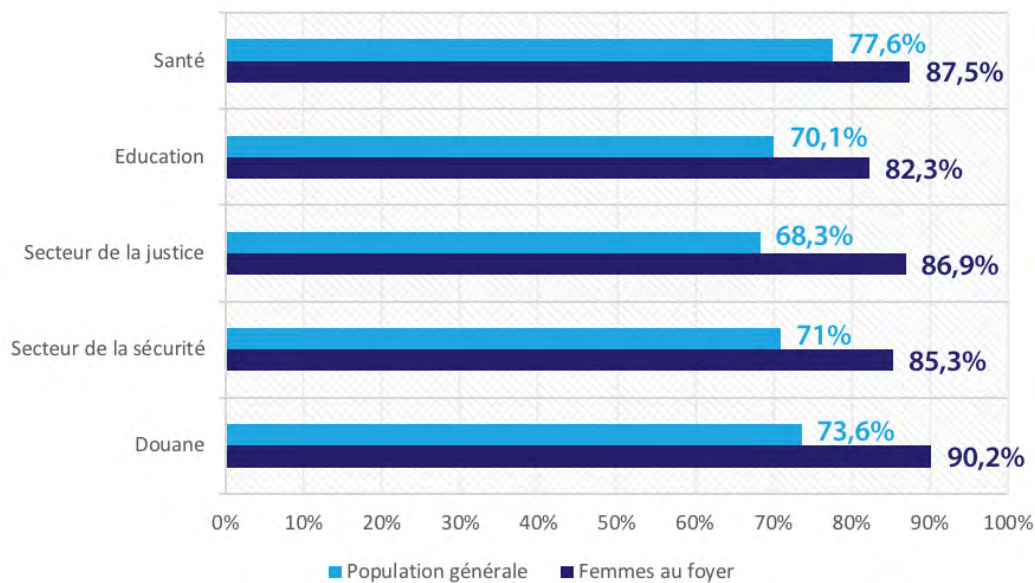
Graphique 65 - Perceptions de confiance et de méfiance dans les institutions de l'Etat (indicateur composite : **confiance verticale**) parmi les femmes au foyer



62,7% des répondantes se déclarant femmes au foyer n'ont pas confiance dans les institutions publiques. **Ce score de méfiance est supérieur de 13 points aux standards régionaux** (49,7% pour la population générale).

Ce niveau élevé de méfiance pourrait s'expliquer par des perceptions plus courantes de **corruption** au sein des institutions publiques.

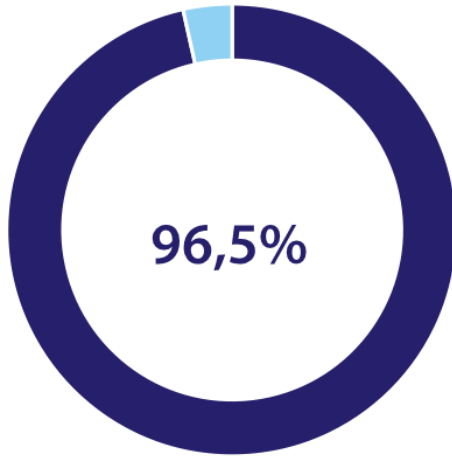
Graphique 66 - Perceptions de corruption dans les secteurs publics (comparaison entre population générale et femmes au foyer)



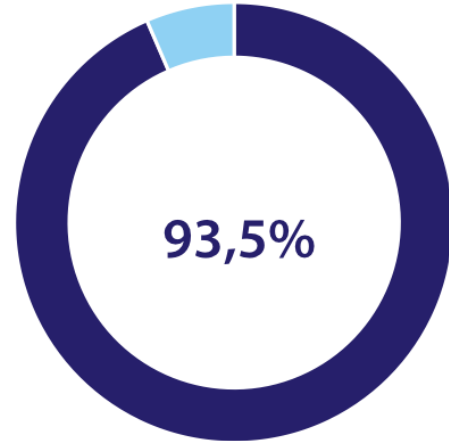
Les écarts de perceptions de corruption les plus significatifs entre population générale et répondantes se déclarant femmes au foyer concernent les **institutions régaliennes** (+16,6 points pour la douane, +18,6 points pour le secteur de la justice et +14,3 points pour le secteur de la sécurité).

De plus, les répondantes déclarant être femmes au foyer partagent plus couramment un **sentiment d'injustice** (pour la presque totalité d'entre elles).

Graphique 67 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que l'Etat ne redistribue pas les richesses de manière égale et équitable entre tou.te.s les citoyen.ne.s



Graphique 68 - Pourcentage de femmes au foyer qui considèrent que les services de l'Etat ne sont pas mis à la disposition de tou.te.s les citoyen.ne.s sans discriminations

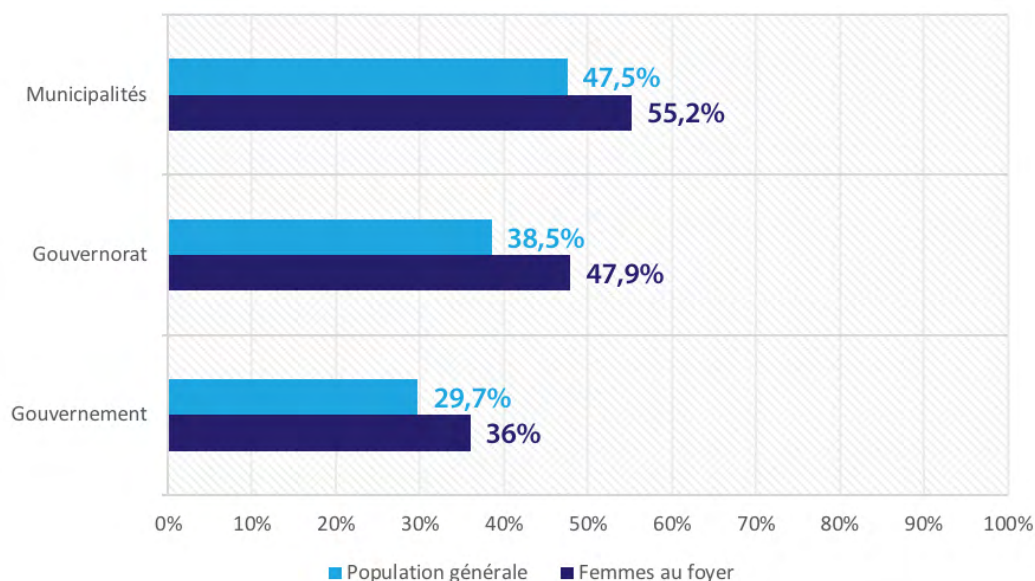


Ce sentiment d'injustice est supérieur de +9,5 points (redistribution des richesses) et +7,5 points (mise à disposition des services publics) par rapport à la population générale du Gouvernement.

Malgré des perceptions élevées de méfiance et de corruption ainsi qu'un sentiment généralisé d'injustice sociale, les répondantes se déclarant comme femmes au foyer projettent des **émotions majoritairement positives vis-à-vis des institutions de l'Etat**. Les sentiments de respect envers les institutions publiques partagés par les personnes de ce groupe social sont en effet supérieurs aux standards régionaux pour toutes les cibles. Le constat inverse s'applique avec les émotions négatives (ex : colère) envers les institutions publiques qui sont plus basses parmi ce groupe social.

Enfin, en termes d'efficacité collective, les **répondantes qui se déclarent comme étant femmes au foyer estiment plus couramment que les habitant-e-s de leur région peuvent influencer la prise de décision à tous les niveaux**.

Graphique 69 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent **influencer les décisions** à tous les niveaux (comparaison entre population générale et femmes au foyer)

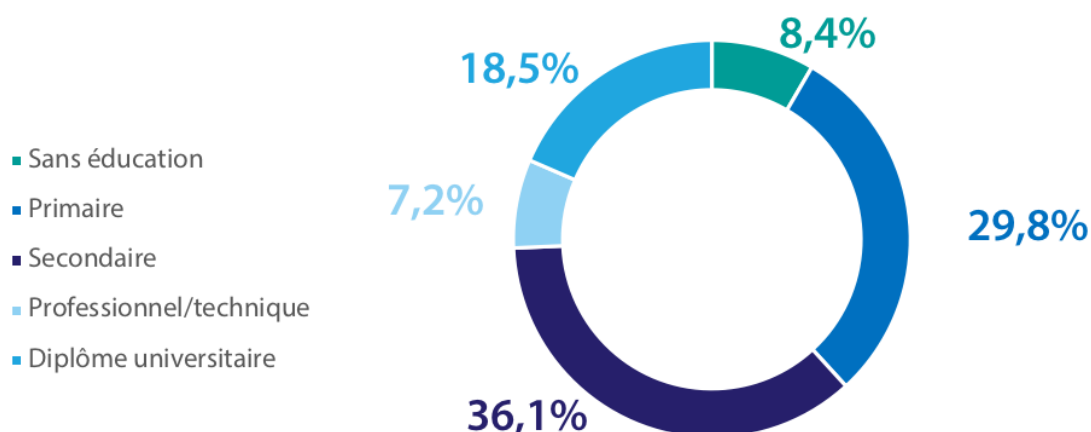


De même, **63,7% des répondantes se déclarant femmes au foyer estiment que les habitant.e.s de leur ville ont la capacité d'organiser une action collective pour améliorer leur situation** (+7,5 points par rapport aux standards régionaux).

Niveau d'éducation

La section sur la sécurité humaine (voir ci-après) signale une préoccupation significative, chez les habitant.e.s de Gabès, pour pouvoir accéder à un bon niveau d'études.

Graphique 70 - Niveau d'éducation atteint avec succès par les répondant.e.s



Un-e habitant-e de Gabès sur 4 (25,7%) a atteint avec succès un niveau d'études universitaire ou de formation professionnelle. La majorité (36,1%) bénéficie d'un niveau d'éducation secondaire, et 8,4% déclarent être sans éducation. Cela-dit, **l'analyse statistique** croisée met en avant une **spécificité liée à l'âge**. En effet, la proportion de répondant-e-s âgé-e-s de 60 ans et plus qui déclare ne pas avoir reçu d'éducation est plus élevée (31,1%), tandis qu'elle est très marginale (0,8%) chez les jeunes (18-29 ans) et les deux tranches d'âge suivantes (30-39 ans : 0,7% - 40-49 ans : 4,7%). Inversement, 34,1% des répondant-e-s âgé-e-s de 30 à 39 ans et 37,3% des jeunes (18-29 ans) déclarent avoir un niveau d'éducation universitaire ou de formation professionnelle. Cette tendance indiquerait **un accès plus répandu, pour les générations plus jeunes, à un bon niveau d'études**.

Les **disparités entre sexes** doivent être étudiées aux extrêmes. La proportion de femmes qui déclarent être sans éducation (11,5%) est en effet supérieure de 6,6 points à la même proportion chez les hommes (4,9%). Mais la proportion de femmes qui déclarent avoir atteint avec succès un niveau supérieur au secondaire (28,8% ont soit un diplôme universitaire, soit une formation professionnelle) est aussi supérieure de 6,5 points que la même proportion chez les hommes (22,3%).

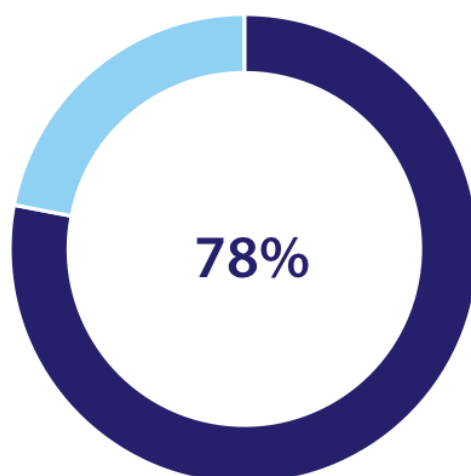


LIBERTÉS FONDAMENTALES ET DROITS HUMAINS



La majorité des habitant-e-s de Gabès a le sentiment que les libertés sont respectées.

Graphique 71 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (indicateur composite)

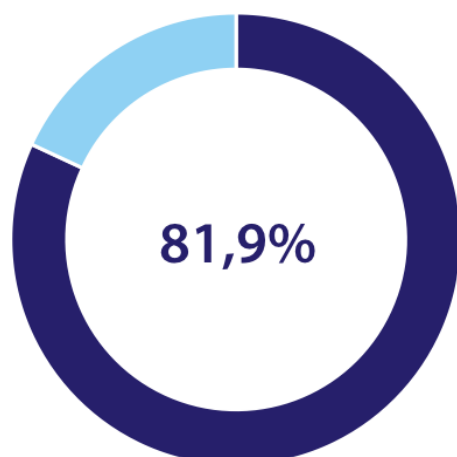


De manière générale, près de 4 habitant.e.s sur 5 considèrent que leurs libertés sont respectées. Un score aussi élevé signale une **évaluation positive de la transition démocratique en termes de respect des libertés**. De manière spécifique, le rapport des habitant.e.s de Gabès aux libertés fondamentales et aux droits humains est plus nuancé.

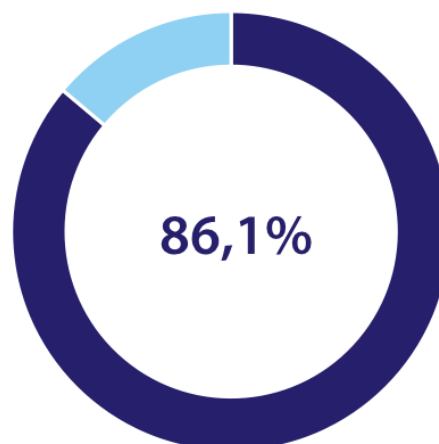
Différences de perceptions selon le type de liberté

Les habitant.e.s de Gabès estiment très largement que les libertés électorales et de circulation/mouvement sont respectées en Tunisie.

Graphique 72 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté électorale** est actuellement respectée en Tunisie



Graphique 73 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la liberté de **circulation/mouvement** est actuellement respectée en Tunisie

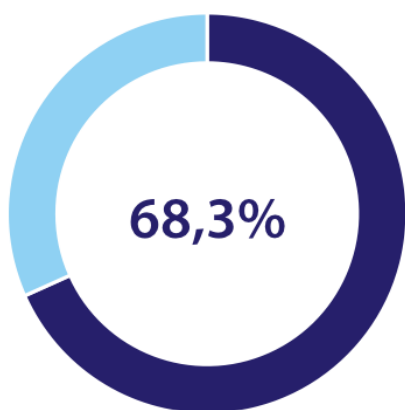


81,9% des répondant-e-s estiment que la **liberté électorale** est actuellement respectée en Tunisie. Comme souligné par l'**analyse participative**, ce score signale une évaluation positive d'un des principaux acquis de la transition démocratique, à savoir l'opportunité de participer librement à des élections ouvertes pour désigner les représentant-e-s de l'Etat. Toutefois, **12,7% des répondant-e-s considèrent toujours que la liberté électorale n'est pas respectée actuellement en Tunisie.**

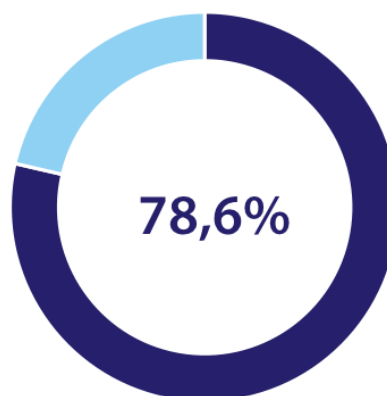
86,1% des répondant-e-s estiment que la **liberté de circulation et de mouvement** est actuellement respectée en Tunisie. Ce résultat, qui est le plus élevé en termes de perceptions de libertés à Gabès, interpelle dans un contexte global de pandémie qui s'accompagne de mesures de prévention prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques de circulation du virus SARS COVID-19 (ex : limitations des déplacements entre Gouvernorats). En l'absence de données de référence (avant 2020), il n'est pas possible d'affirmer que ces restrictions ponctuelles et appliquées dans des circonstances exceptionnelles auraient eu un impact minime sur le sentiment des habitant-e-s de la région quant au respect de la liberté de circulation/de mouvement.

Les trois autres libertés mesurées dans l'enquête enregistrent des scores moins élevés.

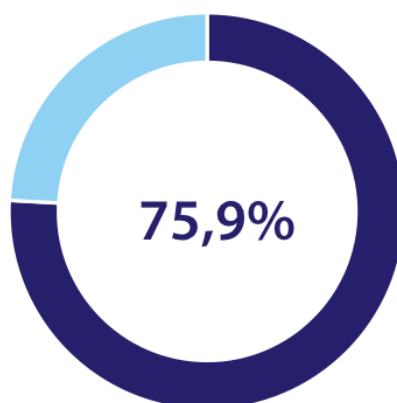
Graphique 74 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté d'expression** est actuellement respectée en Tunisie



Graphique 75 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté d'affiliation politique** est actuellement respectée en Tunisie



Graphique 76 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que la **liberté de croyance et d'appartenance religieuse** est actuellement respectée en Tunisie

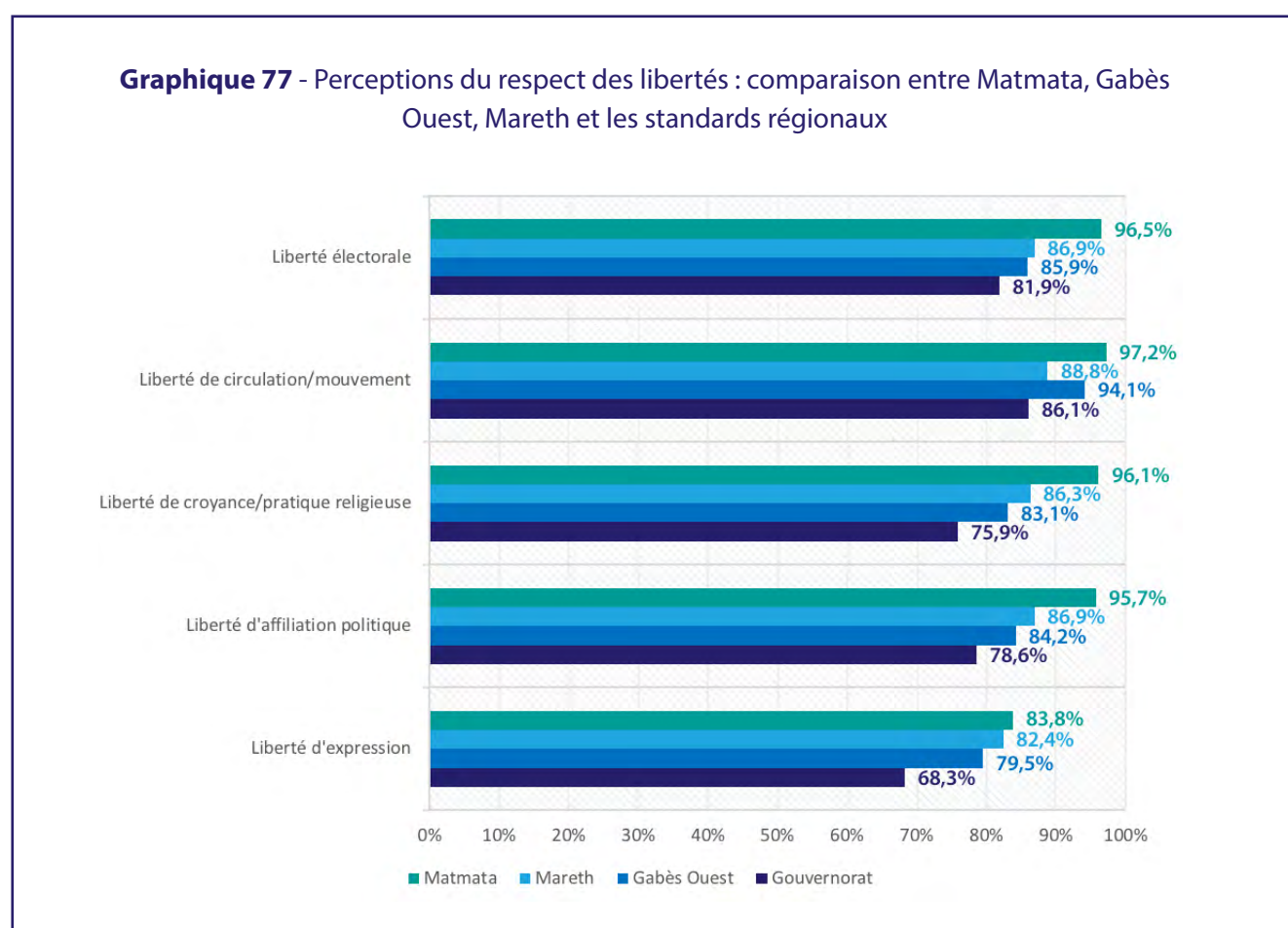


Même si les répondant-e-s estiment majoritairement que **les libertés d'expression, d'affiliation politique et de croyance/d'appartenance religieuse** sont actuellement respectées en Tunisie pour respectivement 68,3% ; 78,6% et 75,9% d'entre eux/elles, ces résultats sont moins francs que pour la liberté électorale et celle de circulation/de mouvement. En dernière position, 28% des répondant-e-s estiment que la liberté d'expression n'est pas respectée actuellement en Tunisie. **Plus d'un-e habitant-e de la région sur quatre ne se sentirait donc pas en confiance d'exprimer librement ses opinions** dans son entourage et/ou par divers moyens de communication (Internet, médias, etc.).

Disparités régionales et perceptions des libertés

L'analyse statistique croisée met en évidence deux espaces géographiques qui enregistrent des résultats relativement éloignés.

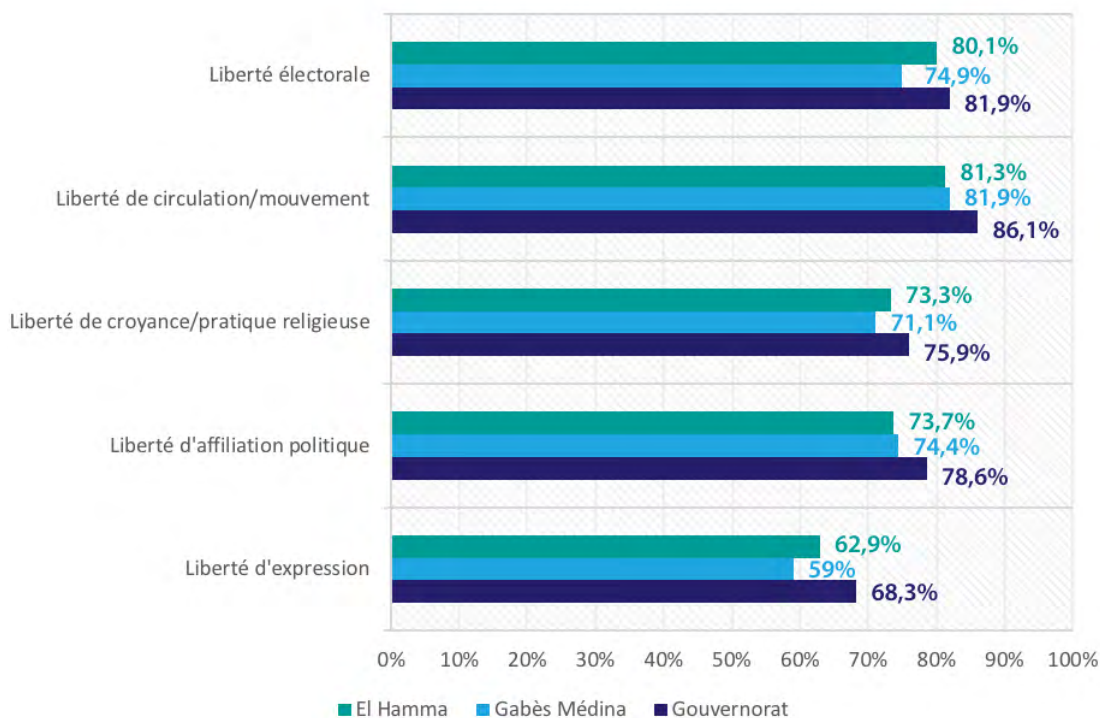
Le premier espace, qui correspond aux **délégations rurales de l'intérieur et du Sud** (Matmata, Gabès Ouest et Mareth), a pour particularité d'enregistrer des **résultats plus élevés que les standards régionaux** en termes de perceptions de libertés.



A Matmata, l'écart entre les perceptions de liberté est en moyenne supérieur de +15,7 points par rapport aux standards régionaux. **La singularité de Matmata est qu'elle enregistre des scores très consensuels en termes du sentiment de respect des libertés individuelles** (jusqu'à 97,2% pour la liberté de circulation/de mouvement). La même moyenne est moins franche à Mareth (+8,1 points) et Gabès Ouest (+7,2 points).

Le second espace correspond à deux **délégations urbaines** (Gabès Médina et El Hamma) où les résultats, en termes de perceptions de libertés, sont plus bas que la moyenne.

Graphique 78 - Perceptions des libertés : comparaison entre Gabès Médina, El Hamma et les standards régionaux



A **Gabès Médina**, l'écart entre les perceptions de liberté est en moyenne inférieur de -5,9 points par rapport aux standards régionaux. La même moyenne est de -3,9 points à El Hamma. A titre d'exemples, 37,4% des habitant-e-s de Gabès Médina et 31,8% des répondant-e-s de El Hamma estiment que la liberté d'expression n'est pas respectée en Tunisie. Il s'agit de la liberté pour laquelle l'écart avec les standards régionaux est le plus perceptible (-9,3 points pour Gabès Médina, et -5,4 points pour El Hamma).

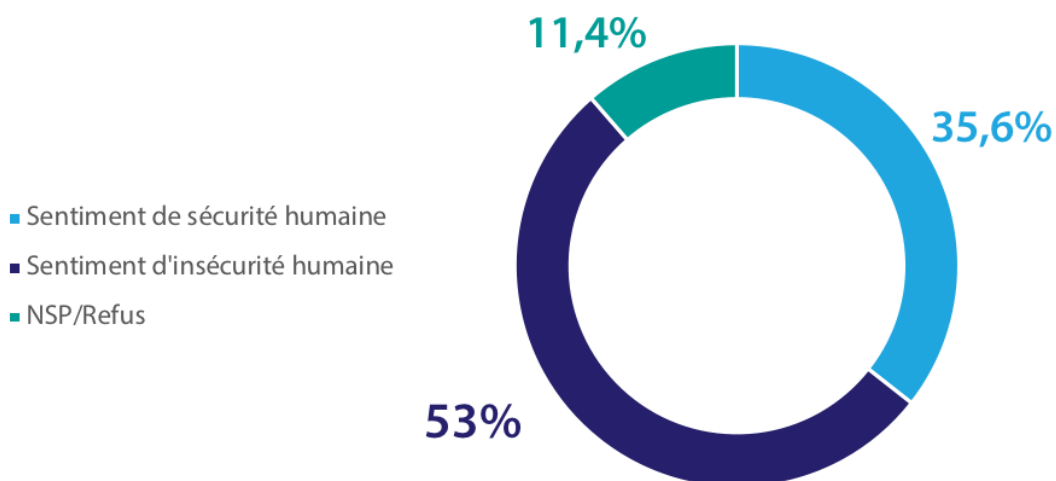
La délégation de **Métouia** enregistre aussi des écarts négatifs, même si ils sont moins notables que pour Gabès Médina et El Hamma. Cette délégation se démarque par son score dans le domaine des libertés religieuses ; **30,1% des habitant-e-s de Métouia considèrent que la liberté de croyance et de pratique religieuse n'est actuellement pas respectée** en Tunisie (contre 18,4% pour les standards régionaux).



Le concept de sécurité humaine dépasse une définition focalisée sur la sureté de l'Etat pour **placer les intérêts et besoins des personnes au centre des défis sécuritaires**. La sécurité humaine signifie donc que les habitant·e·s d'une société vivent dans des conditions dignes, à l'abri du besoin et de tout type de menace, qu'elle prenne la forme de violence physique ou qu'elle soit de nature économique, environnementale, ou encore liée à la santé, à l'éducation, aux libertés, à la situation politique et à l'accès aux opportunités culturelles.

Globalement, les habitant·e·s de Gabès rapportent un fort sentiment d'insécurité humaine. L'indicateur agrégé de sécurité humaine couvre 8 dimensions liées à la sécurité physique, économique, de santé, environnementale, juridique, en lien avec la situation politique, avec l'accès à la culture/aux loisirs, et avec l'accès à l'éducation.

Graphique 79 - Perceptions de sécurité humaine (indicateur composite)

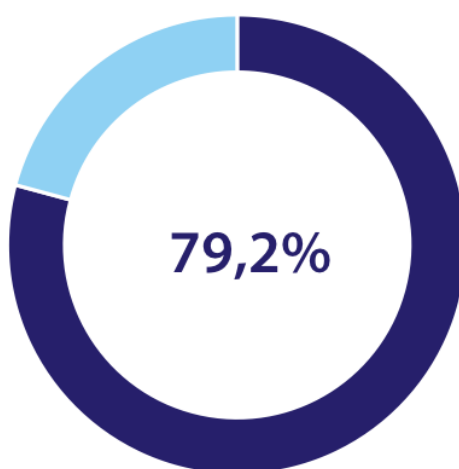


De manière agrégée, plus d'un-e habitant-e de Gabès sur deux (53%) déclare être dans une situation d'insécurité humaine. Cette section s'intéresse donc aux motifs d'insécurité humaine parmi la population de Gabès pour identifier les points d'entrée programmatiques et de politiques publiques prioritaires.

| Environnement et sécurité humaine

A Gabès, le premier motif d'insécurité humaine exprimé par une large majorité des habitant-e-s se rapporte à la situation environnementale de la région.

Graphique 80 - Pourcentage de répondant.e.s qui craignent pour l'environnement de leur région



Presque 4 habitant-e-s de Gabès sur 5 (79,2%) sont inquiet-e-s pour l'environnement dans leur région. Il s'agit du premier motif d'insécurité humaine à Gabès, loin devant la situation politique (+17,8 points) et l'éducation (+18,6 points). Ce constat appuie l'**impératif d'inscrire la sécurité environnementale comme dimension indispensable à la sécurité humaine des populations de Gabès**. L'*analyse participative* a situé ce constat dans un contexte de superposition de menaces liées à l'environnement, essentiellement en relation avec la pollution issue de la zone industrielle (Groupe Chimique Tunisien). Les effets négatifs de cette pollution se mesureraient à travers la dégradation des sols et des réserves en eau (ce qui affecte l'agriculture), le déversement d'eaux usées dans le Golfe de Gabès (répercussions sur la pêche) et, indirectement, sur la santé publique (prévalences de cancers, de maladies infantiles et de risques prénatals). L'enquête apporte des résultats qui permettent d'approfondir ce premier niveau de lecture.

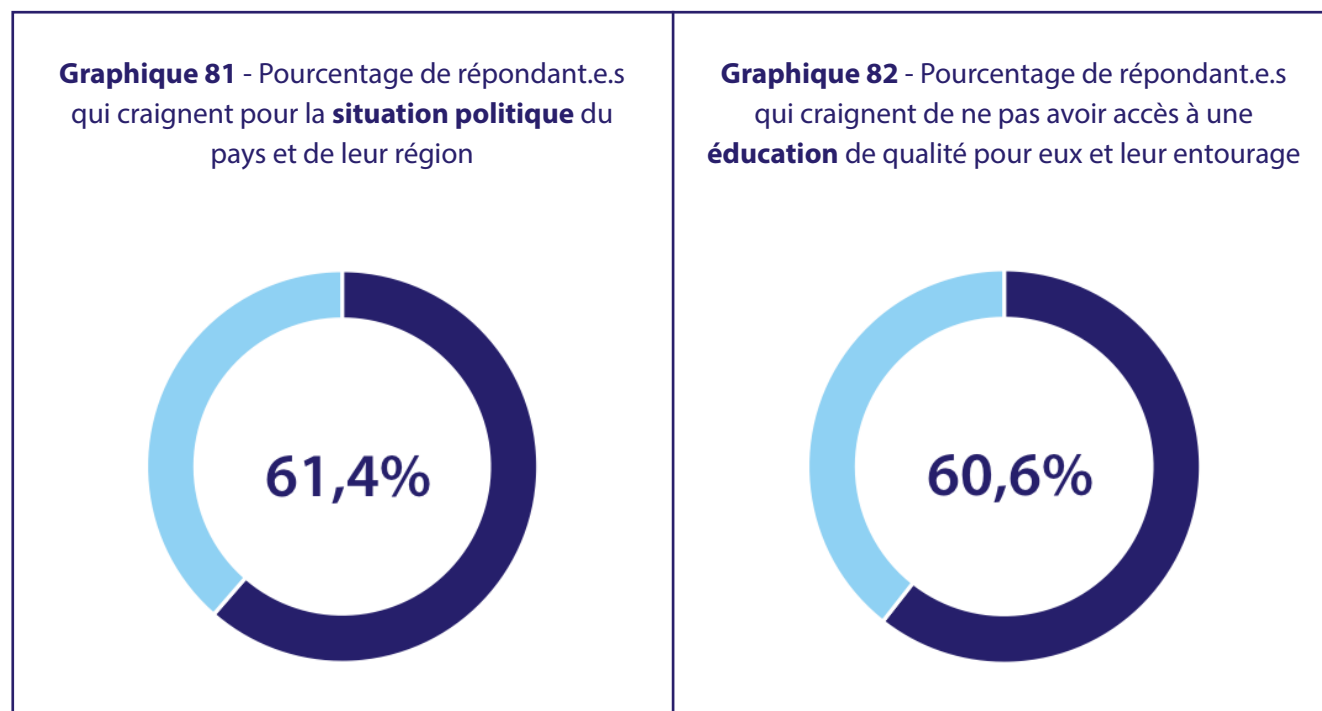
En termes de spécificités locales, l'*analyse statistique* croisée montre que **les délégations dans le voisinage direct de la zone industrielle ne sont pas systématiquement celles qui enregistrent un score plus élevé en termes d'insécurité environnementale**. Certes, 84,2% des habitant-e-s de **Ghannouch** sont inquiet-e-s pour la situation de l'environnement dans leur région (+5 points par rapport aux standards régionaux). Mais 75% des habitant-e-s de Gabès Médina (à proximité de la zone industrielle) sont inquiet-e-s pour leurs conditions environnementales alors qu'ils/elles sont 88,1% à **Gabès Sud** (+13,1 points par rapport à Gabès Médina), 87,5% à **Métouia** (+12,5 points) et 84,7% à **Gabès Ouest** (+9,7 points). Au niveau du découpage territorial, ces trois délégations constituent la ceinture qui entoure, à un second niveau de proximité, la zone industrielle (le premier niveau étant Gabès Médina et Ghannouch). Ces trois délégations concentrent aussi la majorité des exploitations agricoles du Gouvernorat qui offrent une activité génératrice de revenus pour leurs habitant-e-s.

Le sentiment d'insécurité lié à l'environnement serait donc plus important dans les délégations qui subissent des pressions environnementales sur les moyens de subsistance (agriculture) de leurs populations. Cette hypothèse pourrait être vérifiée en récoltant des données quantitatives additionnelles sur la part de la population de ces délégations qui travaille dans le secteur agricole ainsi qu'une analyse qualitative sur l'intersection entre sécurité environnementale et cohésion sociale (notamment en termes de compétition pour l'accès aux ressources en eau entre secteur agricole et zone industrielle).

A priori, les habitant-e-s de Gabès ne feraient pas systématiquement le lien entre sécurité environnementale et leur santé ; seulement 43,7% des répondant-e-s déclarent être inquiet-e-s pour leurs conditions de santé (contre 79,2% qui sont inquiet-e-s pour l'environnement). Cela-dit, l'analyse statistique croisée par délégations montre que 52,4% des habitant-e-s de Gabès Médina (dans le voisinage direct de la zone industrielle) sont inquiet-e-s pour leur santé et celle de leurs proches (+8,7 points par rapport aux standards régionaux, et +13,6 points par rapport à Gabès Ouest par exemple). **Le lien entre insécurité environnementale et sentiment de menace lié à la santé serait donc plus important à Gabès Médina, c'est-à-dire à proximité directe de la zone industrielle où la pollution aurait un impact sur la santé des riverains.**

Principaux motifs d'insécurité humaine

Après l'environnement, les deux principaux domaines pour lesquels les habitant-e-s de Gabès expriment le plus couramment un sentiment d'insécurité sont liés à la situation politique et à leur accès à l'éducation.

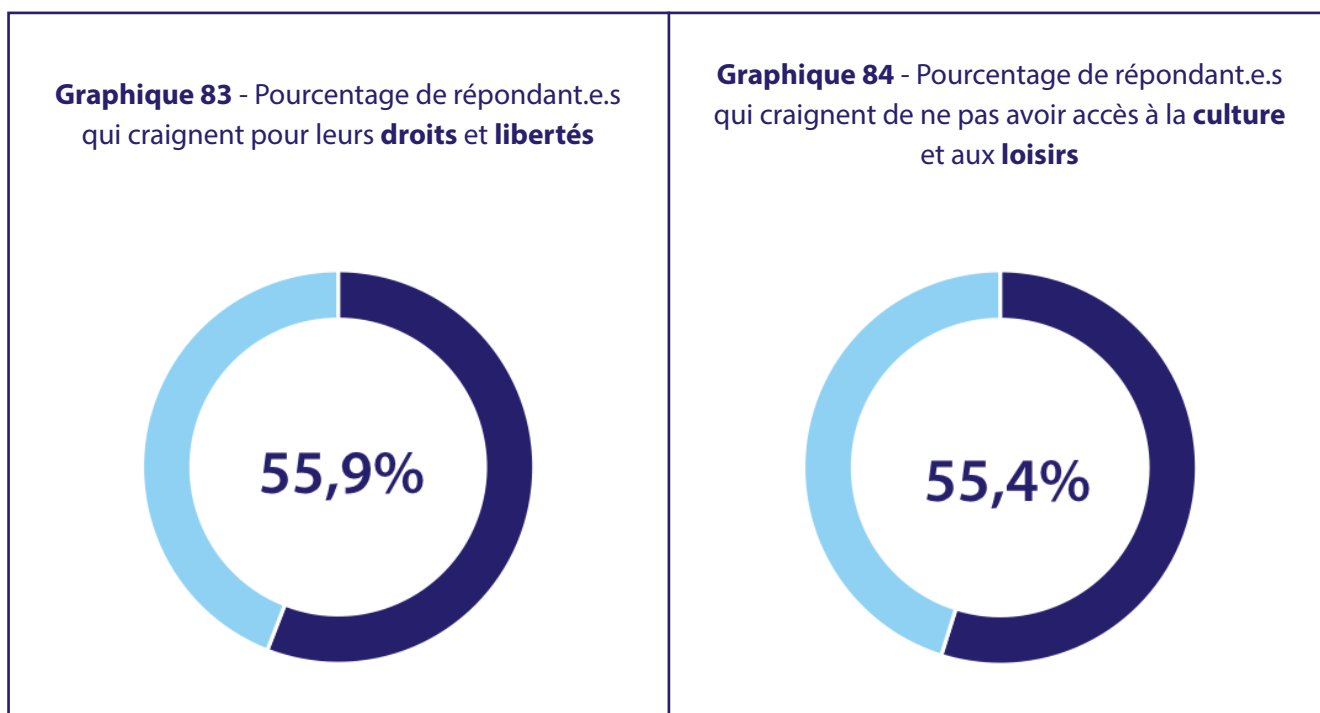


La **stabilité politique** serait une aspiration couramment partagée par les habitant-e-s de Gabès dans la perspective d'améliorer leur bien-être général. En effet, 61,4% des répondant-e-s à Gabès sont inquiet-e-s à propos de la situation politique du pays et de leur région. L'analyse statistique croisée montre que cette inquiétude est plus répandue parmi les habitant-e-s de **Matmata** et **Gabès Ouest** ; 82,6% des répondant-e-s à Matmata et 78,4% à Gabès Ouest sont en effet inquiet-e-s concernant la situation politique (respectivement +21,2 et +17 points par rapport aux standards régionaux). **Ces spécificités propres à Matmata et Gabès Ouest pourraient indiquer que leurs habitant-e-s ressentiraient un risque d'exclusion de la vie politique nationale et régionale.** A titre d'exemple, seulement 19,3% des habitant-e-s de Gabès Ouest estiment que les citoyen-ne-s de leur région peuvent influencer les décisions du Gouvernement (contre 29,7% pour les

standards régionaux, soit -10,4 points). Il conviendrait d'approfondir les analyses qualitatives pour investiguer, dans l'interaction entre vie politique locale et nationale, les motifs de ces inquiétudes.

L'accès à une éducation de qualité est un motif majeur de préoccupation pour 60,6% des habitant-e-s de Gabès. L'analyse statistique croisée signale que l'accès à un bon niveau d'études suscite plus couramment un sentiment d'insécurité parmi les **hommes** (pour 64,3% d'entre eux, contre 57,2% des femmes), et ce alors que les femmes auraient plus couramment un niveau élevé d'études (supérieur au secondaire) que les hommes. En termes de spécificités locales, la délégation de **Matmata** enregistre un score anormalement élevé ; 86,4% des répondant-e-s dans cette délégation déclarent craindre de ne pas pouvoir accéder à un bon niveau d'éducation (+25,8 points par rapport aux standards régionaux). Il s'agit aussi de la délégation où le niveau d'études des habitant-e-s est particulièrement bas ; 51,4% des habitant-e-s de Matmata ont atteint, au mieux, un niveau primaire d'éducation (contre 32,8% de la population générale du Gouvernorat). Ces scores sont aussi plus élevés à **Gabès Sud** et **Gabès Ouest**, même si ces deux délégations n'enregistrent pas un niveau d'éducation particulièrement bas pour leur population. Ainsi, 73,7% des habitant-e-s de Gabès Ouest et 73,3% à Gabès Sud partagent un sentiment d'insécurité lié à l'accès à un bon niveau d'études.

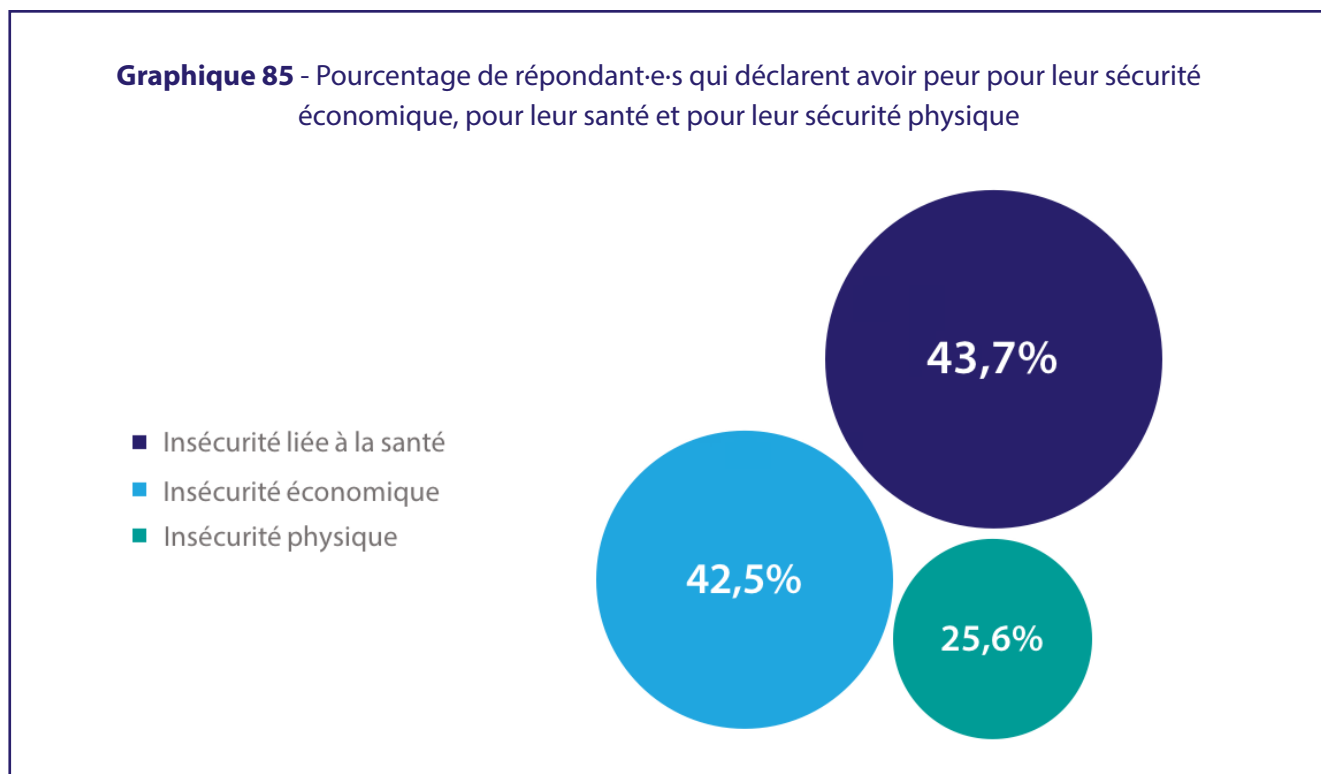
Les droits et libertés ainsi que l'accès à la culture et aux loisirs sont deux motifs secondaires, mais significatifs, d'insécurité humaine à Gabès.



Même si une large majorité des habitant-e-s de la région a le sentiment que les libertés sont actuellement respectées en Tunisie (voir section précédente), 55,9% d'entre eux/elles restent inquiet-e-s quant à la préservation de leurs droits et de leurs libertés fondamentales. Ce paradoxe montre, certes, l'attachement des habitant-e-s de Gabès à un des acquis de la transition démocratique, mais aussi leur conscience que cet acquis pourrait être remis en question. L'analyse statistique croisée montre que cette préoccupation est plus couramment partagée parmi les habitant-e-s de **Matmata** (pour 69% d'entre eux/elles, soit +13,1 points par rapport aux standards régionaux).

L'accès à la culture et aux loisirs figure au cinquième rang des principaux motifs de préoccupation des habitant-e-s de Gabès ; 55,4% d'entre eux/elles craignent en effet de ne pas pouvoir accéder à des opportunités de divertissement. En termes de spécificités locales, l'analyse statistique croisée montre un sentiment de marginalisation lié à l'accès à la culture et aux loisirs plus prononcé à **Matmata**. En effet, 85% des habitant-e-s de Matmata déclarent craindre de ne pas avoir accès à la culture et aux loisirs (+29,6 points par rapport aux standards régionaux).

Les autres segments de la sécurité humaine étudiés dans l'enquête montrent des scores moins significatifs en termes de sentiment de menace.

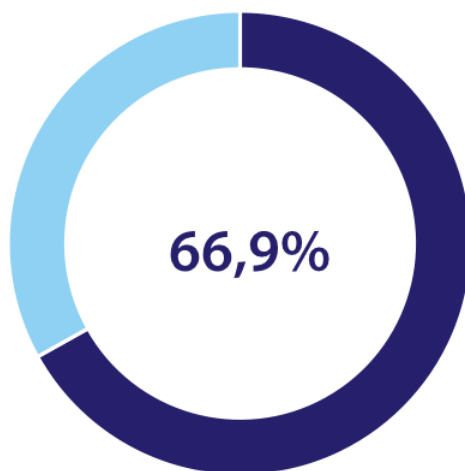


Malgré un contexte de pandémie (au moment de la collecte des données) et les effets de la pollution générée par les activités de la zone industrielle, **la santé arrive en sixième position des motifs d'insécurité humaine**. 43,7% des habitant-e-s de la région déclarent en effet craindre pour leur santé. L'analyse statistique croisée montre que les populations les plus âgées sont celles qui déclarent le plus fréquemment être préoccupées par leur santé ; 50,9% des **répondant-e-s âgé-e-s de plus de 60 ans** déclarent un sentiment d'insécurité lié à la santé, contre 38,2% des jeunes (18-29 ans), soit +12,7 points. Comme énoncé plus haut, le sentiment d'insécurité lié à la santé est aussi particulièrement élevé à **Gabès Médina** (52,4%), ce qui coïncide avec une proximité directe de la zone industrielle. Ce sentiment d'insécurité lié à la santé est par contre relativement bas à Matmata (23,7% des habitant-e-s) contrairement aux autres motifs d'insécurité humaine énoncés précédemment.

42,5% des habitant-e de Gabès craint pour sa situation économique. Ce score reste significatif, et il est cohérent avec l'analyse des résultats liés au revenu subjectif où 50,3% des habitant-e-s de la région considèrent que le revenu familial est insuffisant pour subvenir à leurs besoins. L'analyse statistique croisée ne montre pas de spécificités locales ou liées au sexe/à l'âge des répondant-e-s.

Pour la dernière dimension, **la majorité des habitant-e-s de Gabès partage un sentiment de sécurité**, dans le sens où ils/elles se sentent protégé-e-s face à toute forme de violence physique.

Graphique 86 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent ne pas avoir peur pour leur sécurité personnelle et/ou celle de leur entourage



Deux habitant.e.s de Gabès sur trois ne perçoivent pas de menace existentielle qui pourrait porter atteinte à leur sécurité physique. Toutefois, 25,6% des répondant.e.s partagent un sentiment d'insécurité face à de potentielles violences physiques. Ce score motive une [analyse statistique](#) croisée pour mettre en évidence les groupes sociaux qui ressentiraient le plus ce sentiment d'insécurité. En termes de spécificités locales, le sentiment de sécurité est plus couramment partagé parmi les habitant.e.s de Menzel el Habib (100%), Ghannouch (89,8%), Matmata (85,3%), Mareth (74,3%) et Gabès Médina (70,8%). Par contre, 30,7% des habitant.e.s de **Métouia** déclarent avoir peur pour leur sécurité personnelle et/ou celle de leurs proches. En termes de spécificités liées à l'âge, le sentiment d'insécurité est plus courant chez **les jeunes** âgé.e.s de 18 à 29 ans (28,5%) que, par exemple, chez la population âgée de plus de 60 ans (22,6%).



SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA VIE

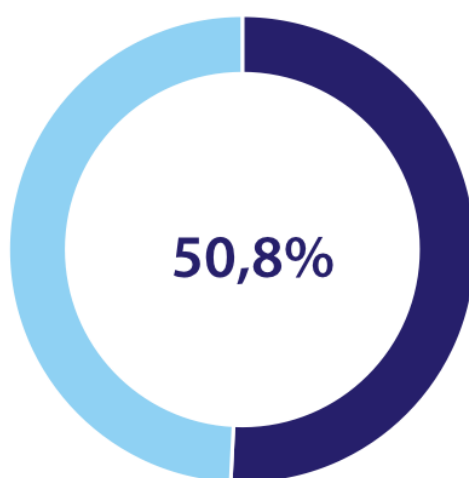


La satisfaction à l'égard de la vie peut s'apparenter à une mesure du niveau de bonheur et de bien-être subjectif des individus. Ce qui affecte négativement cette variable a un effet direct sur le mécontentement et les griefs collectifs parmi les habitant-e-s d'une société.

| Sentiment de bien-être et de bonheur

L'enquête mesure la satisfaction à l'égard de la vie à travers un indicateur composite. Ainsi, les habitant-e-s de Gabès partagent un **sentiment général de mal-être et de mécontentement**.

Graphique 87 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment globalement être satisfait.e.s de leur vie (indicateur composite)

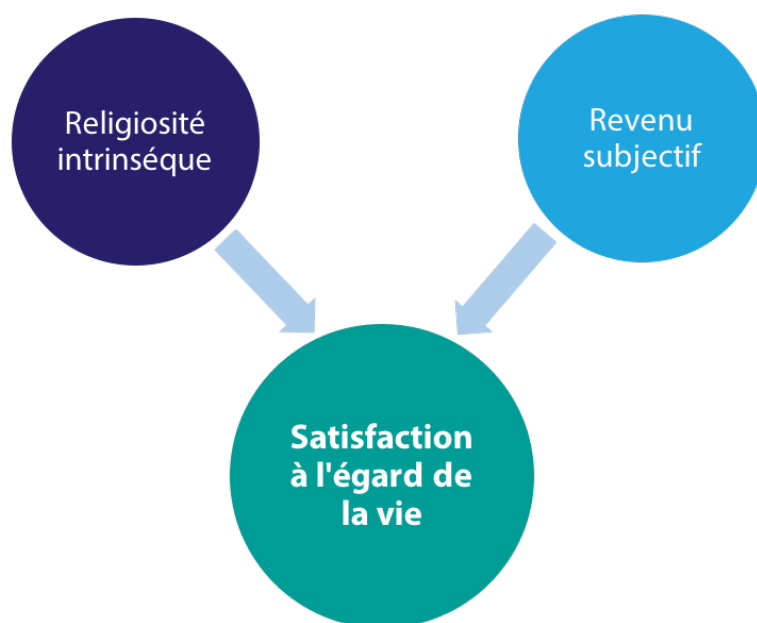


Seulement 50,8% des habitant-e-s de Gabès expriment un sentiment général de bien-être et de bonheur. **Presque un-e habitant-e sur deux à Gabès n'est donc pas satisfait-e de sa vie.** Il importe donc de comprendre les facteurs susceptibles de nourrir ce sentiment de mal-être pour prévenir toute forme de mécontentement et répondre aux aspirations des habitant-e-s de Gabès.

| Déterminants du sentiment de bien-être et de bonheur

L'analyse statistique (corrélations et régressions : [annexe 5](#)) montre l'influence de 2 variables sur le sentiment général de bien-être et de bonheur chez les habitant-e-s de Gabès :

Graphique 88 - Déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie



Ainsi :

- Plus la religion apporte un sentiment général de sécurité et plus elle affecte la façon dont les habitant-e-s de Gabès se comportent dans leur quotidien (**religiosité intrinsèque**) ;
- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent que leur revenu familial est suffisant pour couvrir leurs besoins et épargner (**revenu subjectif** : 1ère section du chapitre 3) ;

Alors, plus ils/elles seront globalement satisfait-e-s (sentiment de bien-être).

Or, comme présenté dans la première section de ce chapitre, un-e habitant-e sur deux (50,3%) à Gabès considère que le revenu familial est insuffisant pour subvenir aux besoins de son ménage et rencontre des difficultés pour couvrir les dépenses du quotidien. Cette **perception de vivre dans une situation de précarité impacterait lourdement le sentiment général de mal-être et de mécontentement chez les habitant-e-s de Gabès**.

Par contre, **il semblerait que la religion joue un effet régulateur du mécontentement et un effet positif sur le sentiment de bien-être**. En effet, 59,4% des habitant-e-s de Gabès se considèrent comme étant des personnes religieuses, et 77,5% d'entre eux/elles estiment que la religion affecte la façon dont ils/elles se comportent dans leur quotidien. Or, 88,9% des répondant-e-s déclarent que la religion leur procure un sentiment de sécurité dans la vie. Ce sentiment de sécurité procuré par la religion est commun à toutes les tranches d'âge ainsi qu'aux femmes et aux hommes ; l'**analyse statistique** croisée ne montre pas de différences significatives selon la catégorie d'âge et/ou le sexe des répondant-e-s. Par contre, il est plus consensuel à **Gabès Ouest** où 97% des répondant-e-s considèrent que la religion leur apporte un sentiment de sécurité (contre 83,9% des habitant-e-s de Mareth par exemple). Cette spécificité locale est cohérente avec le sentiment d'appartenance au groupe religieux pan-national qui est aussi plus élevé à Gabès Ouest (chapitre 2).



CHAPITRE 4

PARTICIPATION

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

A Gabès, les canaux traditionnels de participation et de représentation politique semblent s'essouffler tandis que la population montre une disposition à se mobiliser sous d'autres formes.

Tendances générales

La crise de la représentation et de l'intermédiation se manifeste à travers plusieurs indicateurs :

- **Seulement 9,9% des répondant-e-s se sentent représenté-e-s au sein de leur conseil municipal.**
- **Les habitant-e-s de Gabès accordent moins couramment leur confiance aux corps intermédiaires qu'aux institutions de l'Etat.** Le niveau de confiance n'est en effet que de 26,2% pour les municipalités, 27,6% pour les associations, 18,6% pour les médias et 11% pour les partis politiques.
- **Les municipalités, les partis politiques et les médias font face à un profond rejet ;** ces cibles enregistrent des scores très élevés de colère (respectivement 28% ; 40,5% et 28,2%).

Plutôt qu'à travers ces canaux de représentation, il est plus plausible que les habitant-e-s de la région se mobilisent sous d'autres formes de participation. Ils/elles sont 56,2% à estimer avoir la capacité d'organiser une action collective, et 36,8% à considérer qu'il est probable que de telles actions surviennent dans un avenir proche.

Pour participer à une action collective, la perspective que celle-ci puisse aboutir à des résultats est une condition préalable. Or, **une faible part des répondant-e-s considère avoir la capacité d'influencer les décisions** de leur municipalité (47,5%), du Gouvernorat (38,5%) et du Gouvernement (29,7%).

Trois autres **facteurs structurels sont propices à l'apparition d'actions collectives** ciblant les institutions publiques : (i) un sentiment diffus d'**insécurité humaine**, (ii) un fort **sentiment d'injustice**, et (iii) un degré élevé de **corruption perçue**. **L'élément déclencheur de ces actions collectives pourrait être provoqué par un traitement inapproprié des agent-e-s de l'Etat envers les populations.**

Spécificités locales et liées au sexe et/ou à l'âge

L'inclusion des jeunes (18-29 ans) et des plus âgé-e-s (60 ans+) dans la prise de décision est limitée : ce sont les deux catégories d'âge qui estiment le moins couramment avoir la capacité d'influencer la prise de décision à tous les niveaux.

Les habitant-e-s de **Menzel El Habib, El Hamma et Ghannouch** évaluent plus négativement leurs capacités d'influence et estiment donc être **peu inclu-e-s dans la prise de décision à tous les niveaux.**

Les actions collectives seraient plus probables dans l'environnement proche du Groupe Chimique Tunisien (Gabès Médina et Ghannouch) ainsi qu'à Menzel El Habib où il existe un projet de délocalisation du GCT. Le niveau de **colère envers les municipalités** est aussi parmi les plus élevé dans ces trois délégations.

A Métouia, la relation des habitant-e-s avec leur municipalité serait davantage fondée sur un rapport de confiance (49,7%) qui se répercute sur un niveau très élevé du sentiment de pouvoir influencer la prise de décision au niveau municipal (67,9%).



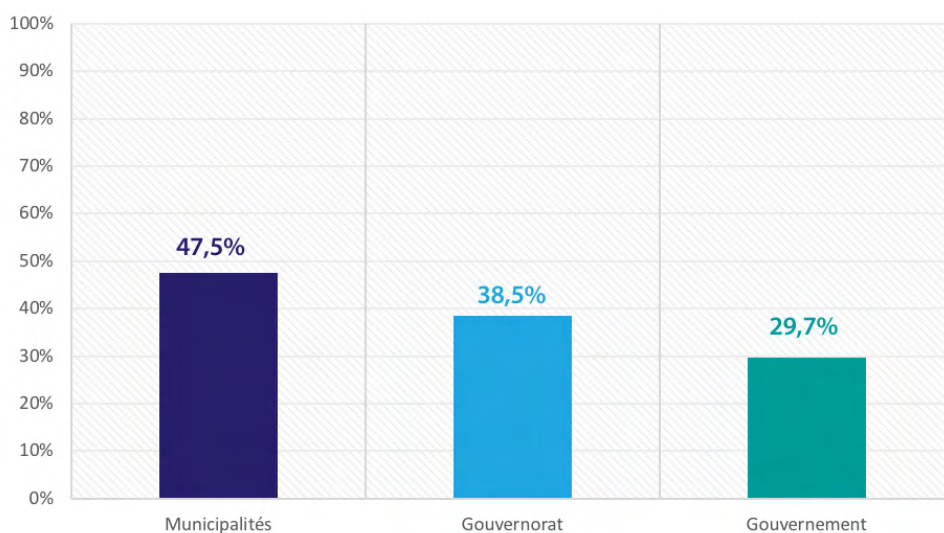


Les habitant-e-s de Gabès exprimeraient un sentiment d'éloignement du modèle de représentation et participation politique. En plus d'avoir une conviction limitée de pouvoir influencer la prise de décision, les résultats en termes de participation et de confiance vis-à-vis des autorités locales et des corps intermédiaires signalent une **inclusion faible des habitant-e-s de Gabès dans la prise de décisions à tous les niveaux**.

Capacité d'influence sur la vie politique et sociale (efficacité collective)

Les habitant-e-s de Gabès évaluent leurs capacités à influencer la prise de décision à tous les niveaux de façon relativement négative.

Graphique 89 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les habitant.e.s de leur région peuvent **influencer les décisions** des municipalités, du Gouvernorat et du Gouvernement



Presque la moitié des répondant-e-s (47,5%) estime que les habitant-e-s de Gabès ont les moyens d'influencer les décisions prises par leurs municipalités, ce qui est un score relativement bon. Par contre, seulement 38,5% d'entre eux/elles estiment que les citoyen-ne-s de la région peuvent influencer les décisions prises par les autorités du Gouvernorat, et 29,7% d'entre eux/elles estiment pouvoir influencer les décisions du Gouvernement.

L'analyse statistique croisée montre que **ces scores sont plus élevés parmi les répondant-e-s âgé-e-s de 40 à 49 ans**. Par exemples, 34,4% d'entre eux/elles estiment pouvoir influencer sur les décisions du Gouvernement contre 26,9% des répondant-e-s âgé-e-s de 18 à 29 ans (+8,5 points) et 27,2% des personnes âgées de plus de 60 ans (+7,2 points). **Cette tendance indiquerait le besoin, à Gabès, de renforcer l'inclusion des plus jeunes, mais aussi des plus âgé-e-s, dans la prise de décision à tous les niveaux.**

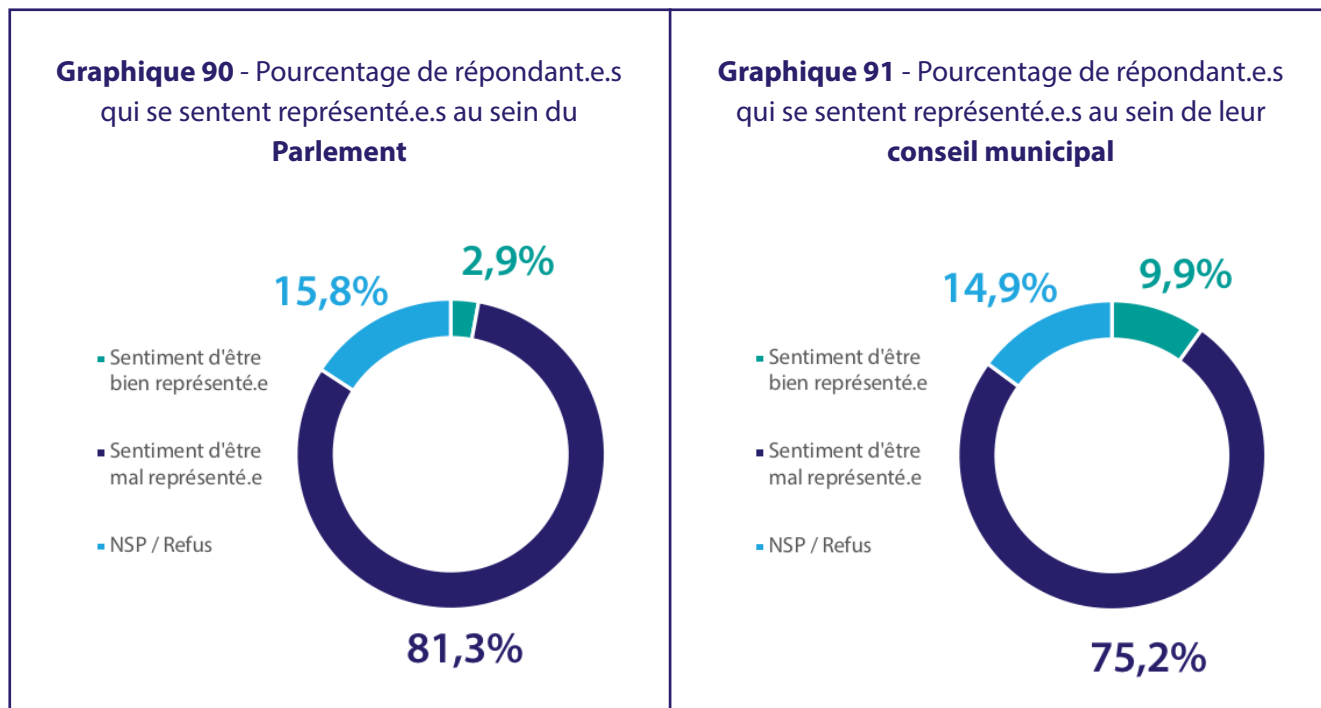
En termes de **spécificités locales** :

- La délégation de **Menzel El Habib** enregistre les scores les plus faibles en termes de perceptions de la capacité d'influence de la prise de décision. Les répondant-e-s de cette délégation sont en effet seulement 36,1% à estimer pouvoir influencer sur les décisions de leur municipalité (-11,4 points par rapport aux standards régionaux), 19,4% pour le niveau du Gouvernorat (-19,1 points) et 11% pour le niveau gouvernemental (-18,7 points).
- Les habitant-e-s de **El Hamma** considèrent moins couramment qu'ils/elles peuvent avoir une influence sur les décisions aux niveaux de leur municipalité (pour 39,9% d'entre eux/elles ; -7,6 points par rapport aux standards régionaux) et du Gouvernorat (pour 32,5% d'entre eux/elles ; -6 points par rapport aux standards régionaux).
- Les habitant-e-s de **Ghannouch** estiment de manière standard pouvoir influencer les décisions de leur municipalité. Par contre, ils/elles ne sont que 14,3% à estimer pouvoir influencer les décisions du Gouvernement (-15,4 points par rapport aux standards régionaux), et 24,8% à considérer pouvoir influencer les décisions du Gouvernorat (-13,7 points).
- 67,9% des habitant-e-s de **Métouia** estiment pouvoir influencer les décisions de leur municipalité, ce qui est un score très positif (+20,4 points par rapport aux standards régionaux).
- En ce qui concerne la capacité d'influencer les décisions du Gouvernement, seulement 19,3% des habitant-e-s de **Gabès Ouest** estiment avoir une influence sur celles-ci, contrairement aux répondant-e-s de **Gabès Médina** (pour 37,7% d'entre eux/elles).

| Crise de la représentation politique

L'enquête mesure deux canaux d'inclusion dans la prise de décision dans la vie politique, à savoir la représentation et la participation (via le vote).

En termes de représentation, les habitant-e-s de Gabès reconnaissent très peu aux élu-e-s des deux types d'assemblées représentatives (Parlement et municipalités) la qualité de pouvoir défendre leurs intérêts et aspirations.



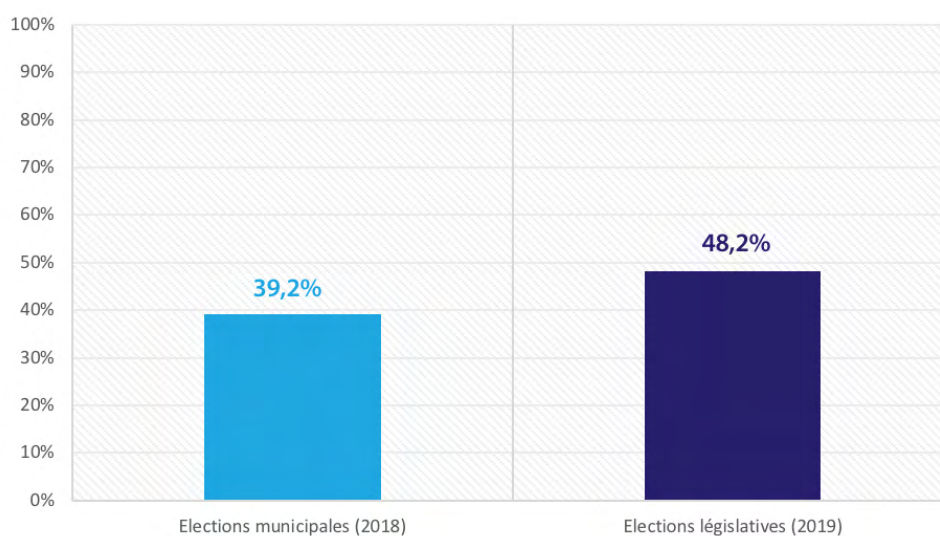
4 habitant.e.s de Gabès sur 5 (81,3%) estiment ne pas se sentir représenté.e.s au sein du Parlement, et 3 répondant.e.s sur 4 (75,2%) estiment ne pas se sentir représenté.e.s au sein de leurs conseils municipaux.

L'analyse statistique croisée montre que les **personnes âgées de 30 à 39 ans** sont celles qui se sentent le moins bien représentées au sein de ces deux assemblées représentatives (pour 86,1% d'entre eux/elles vis-à-vis du Parlement et 81,8% vis-à-vis des conseils municipaux, soit respectivement +4,8 et +6,2 points par rapport aux autres tranches d'âge).

En termes de spécificités locales, la délégation de **Gabès Ouest** enregistre des scores particulièrement élevés en termes de sentiment d'être mal représenté.e. En effet, 91,8% des répondant.e.s de Gabès Ouest estiment ne pas se sentir représenté.e.s au sein de leurs conseils municipaux (+16,6 points par rapport aux standards régionaux), et 93,8% en ce qui concerne le Parlement (+12,5 points).

En termes de participation, le vote aux élections des assemblées représentatives (Parlement, conseils municipaux) se caractérise par des taux de participation plus élevés que les standards nationaux.

Graphique 92 - Pourcentage de répondant.e.s qui déclarent avoir voté aux élections municipales(2018) et législatives (2019)



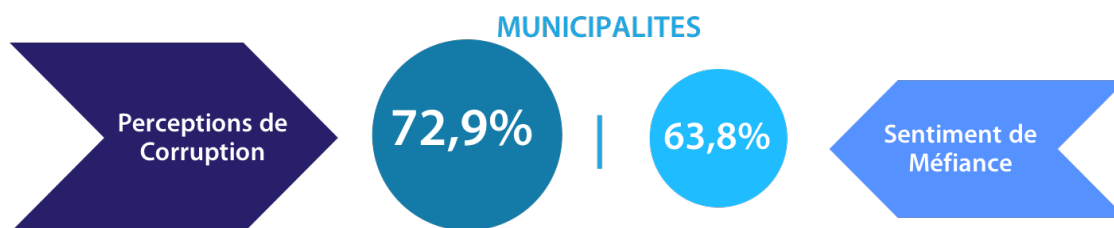
39,2% des répondant.e.s déclarent avoir voté aux élections municipales de 2018, et 48,2% déclarent avoir participé au scrutin des élections législatives de 2019. Même si les populations de référence ne sont pas les mêmes (population générale de plus de 18 ans pour l'enquête, corps électoral pour les scrutins), ces scores sont supérieurs aux taux de participation nationaux pour les deux scrutins (35,65% pour les élections municipales et 41,7% pour les élections législatives). **La proportion de jeunes (18-29 ans) déclarant avoir voté aux élections municipales (28,9%) et législatives (36,5%) est la plus basse en comparaison avec les autres tranches d'âge.**

En termes de spécificités locales, les délégations de **Menzel El Habib** et **Gabès Médina** enregistrent les meilleurs scores de participation alors que les délégations de **Métouia** et **Mareth** enregistrent des faibles taux de participation. 54,8% des habitant.e.s de Menzel El Habib et 48,9% de ceux/celles de Gabès Médina rapportent avoir participer aux élections municipales de 2018 (respectivement +15,6 et +9,7 points par rapport aux standards régionaux). A l'inverse, 24,9% des habitant.e.s de Métouia et 27,2% de ceux/celles de Mareth rapportent avoir participer aux élections municipales de 2018 (respectivement -14,3 et -12 points par rapport aux standards régionaux). De même, 55,8% des habitant.e.s de Menzel El Habib et 56,1% de ceux/celles de Gabès Médina rapportent avoir participer aux élections législatives de 2019 (respectivement +7,6 et +7,9 points par rapport aux standards régionaux). A l'inverse, 32,3% des habitant.e.s de Métouia et 36,3% de ceux/celles de Mareth rapportent avoir participer aux élections municipales de 2018 (respectivement -15,9 et -11,9 points par rapport aux standards régionaux).

| Rapport entre citoyen-ne-s et municipalités

Au même titre que pour les institutions publiques et les corps intermédiaires, les municipalités cristallisent un sentiment de méfiance associé à des perceptions de corruption.

Graphique 93 - Perceptions de corruption et sentiment de méfiance dans les municipalités



Seul-e un-e habitant-e sur 4 (26,2%) a confiance dans les municipalités à Gabès, contre 63,8% qui déclarent être méfiant-e-s à leur égard. L'analyse statistique (corrélations) montre une relation entre le sentiment de méfiance dans les municipalités et les perceptions de corruption à l'égard des autorités locales⁸. En effet, presque **3 habitant-e-s de Gabès sur 4 (72,9%) estiment que la corruption est présente au sein des autorités locales**. Le pouvoir local ne bénéficierait donc pas d'un crédit de confiance plus élevé que les institutions centrales du fait de sa proximité avec les citoyen-ne-s. En termes de résultats sexo-spécifiques, l'analyse statistique croisée montre que le sentiment de méfiance envers les municipalités est légèrement plus répandu parmi les **hommes** (pour 68% d'entre eux, contre 60,1% des femmes).

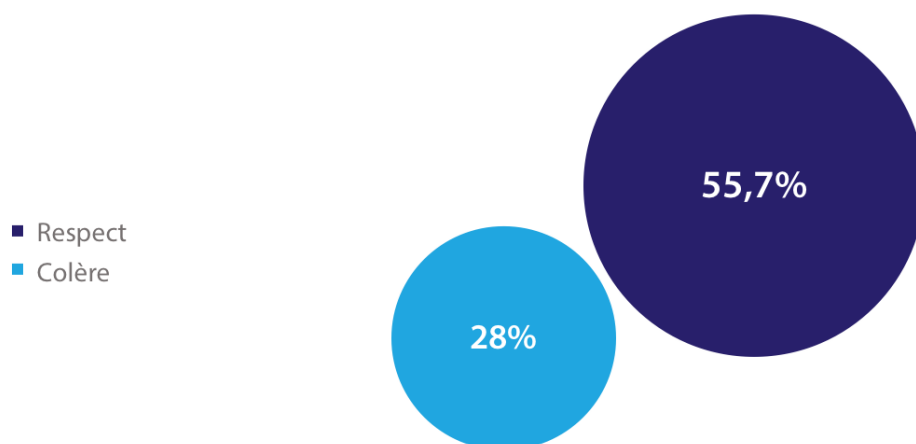
Des disparités locales apparaissent :

- Les habitant-e-s de **Matmata** et de **Gabès Ouest** sont particulièrement méfiant-e-s à l'égard du pouvoir local. Respectivement 88,7% et 76,4% d'entre eux/elles déclarent ne pas avoir confiance dans leur municipalité (respectivement +24,9 et +12,6 points par rapport aux standards régionaux). Gabès Ouest, la méfiance à l'égard de la municipalité s'accompagne d'un sentiment plus répandu, pour 89,2% des répondant-e-s (soit +16,3 points par rapport aux standards régionaux) que la corruption serait courante au sein des autorités locales. Cette tendance ne se vérifie pas à Matmata.
- A **Métouia** et **Menzel El Habib**, la relation des habitant-e-s avec le pouvoir local serait davantage fondée sur un rapport de confiance. En effet, 49,7% des répondant-e-s de Métouia et 46,2% à Menzel El Habib déclarent avoir confiance dans leur municipalité (soit respectivement +23,5 et + 20 points par rapport aux standards régionaux). De même, seulement 43,2% des habitant-e-s de Métouia estiment que la corruption serait répandue au sein des autorités locales (-29,7 points par rapport aux standards régionaux). Ces scores sont cohérents avec le sentiment plus répandu, parmi les habitant-e-s de Métouia, de pouvoir influencer les décisions de leur municipalité, et ce même si ils/elles sont moins nombreux que la moyenne régionale à avoir participé aux élections municipales de 2018 (voir section précédente).

Le sentiment de respect envers les municipalités prédomine, mais une part significative de la population de Gabès exprime un sentiment de colère contre elles.

8- Le score de corrélation entre les perceptions de corruption vis-à-vis des autorités locales et le sentiment de confiance/méfiance envers les municipalités est de -,267**.

Graphique 94 - Pourcentage de répondant·e·s qui classent le respect ou de la colère comme leur sentiment prédominant envers les municipalités



Plus de la moitié des habitant·e·s de Gabès (55,7%) expriment du respect à l'encontre des municipalités. Par contre, plus d'un·e habitant·e de Gabès sur 4 (28%) ressent de la colère à l'encontre des municipalités. En termes de résultats sexo-spécifiques, ce sentiment de colère envers les municipalités est plus fréquent chez les **hommes** (pour 31,7% d'entre eux, contre 24,7% des femmes). En outre, **à Gabès, les municipalités arrivent en première position des cibles, en termes de sentiments de colère, parmi les pouvoirs publics.**

Ces scores signalent le risque d'escalade en cas de tensions entre citoyen·ne·s et municipalités à Gabès. Une [analyse statistique](#) croisée permet d'identifier dans quelles localités ce risque est le plus présent. A ce titre, quatre délégations enregistrent des scores plus élevés que la moyenne régionale en termes de sentiments de colère ciblant les municipalités ; **Gabès Médina** (42,3%), **Gabès Ouest** (40,1%), **Menzel El Habib** (38,6%) et **Ghannouch** (36,4%).



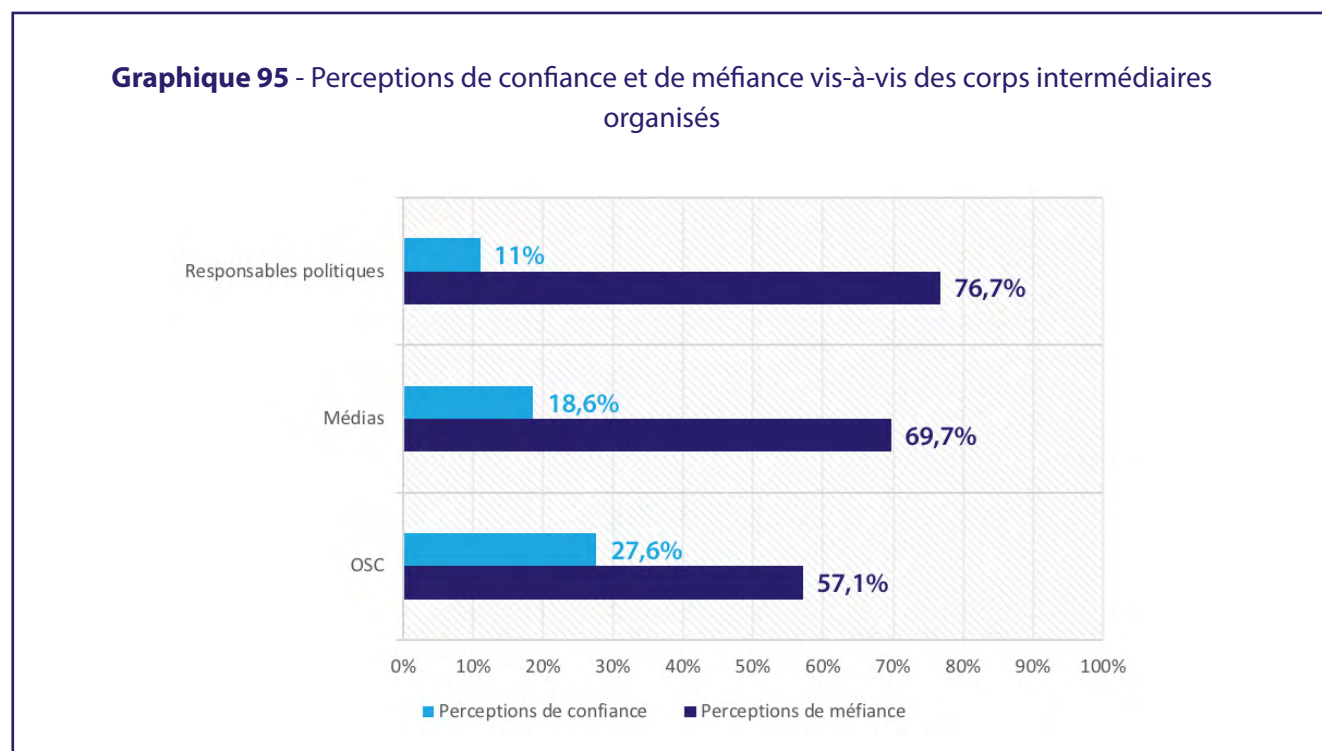
CORPS INTERMÉDIAIRES



Les corps intermédiaires renvoient aux élu-e-s, aux associations, aux partis politiques, aux syndicats, aux médias ou encore aux clubs sportifs qui, dans une société, participent à l'organisation des individus autour d'intérêts collectifs. La vitalité de ces corps intermédiaires est un indicateur de la capacité des personnes à se mobiliser durablement pour défendre leurs intérêts auprès de leurs responsables publics.

Confiance dans les corps intermédiaires

Les corps intermédiaires organisés (partis politiques, organisations de la société civile, médias) enregistrent des scores de confiance très faibles à Gabès.



En moyenne, les habitant-e-s de Gabès accordent moins couramment leur confiance aux corps intermédiaires organisés qu'en faveur des institutions étatiques. La moyenne du taux de confiance dans les 3 corps intermédiaires est en effet inférieure de -19,93 points par rapport à la même moyenne pour les 7 institutions de l'Etat. Ce constat est toujours valide en retirant les scores de l'armée et de la protection civile (qui sont exceptionnellement élevés) dans la moyenne de la confiance dans les institutions (-11,16 points de confiance pour les corps intermédiaires en moyenne).

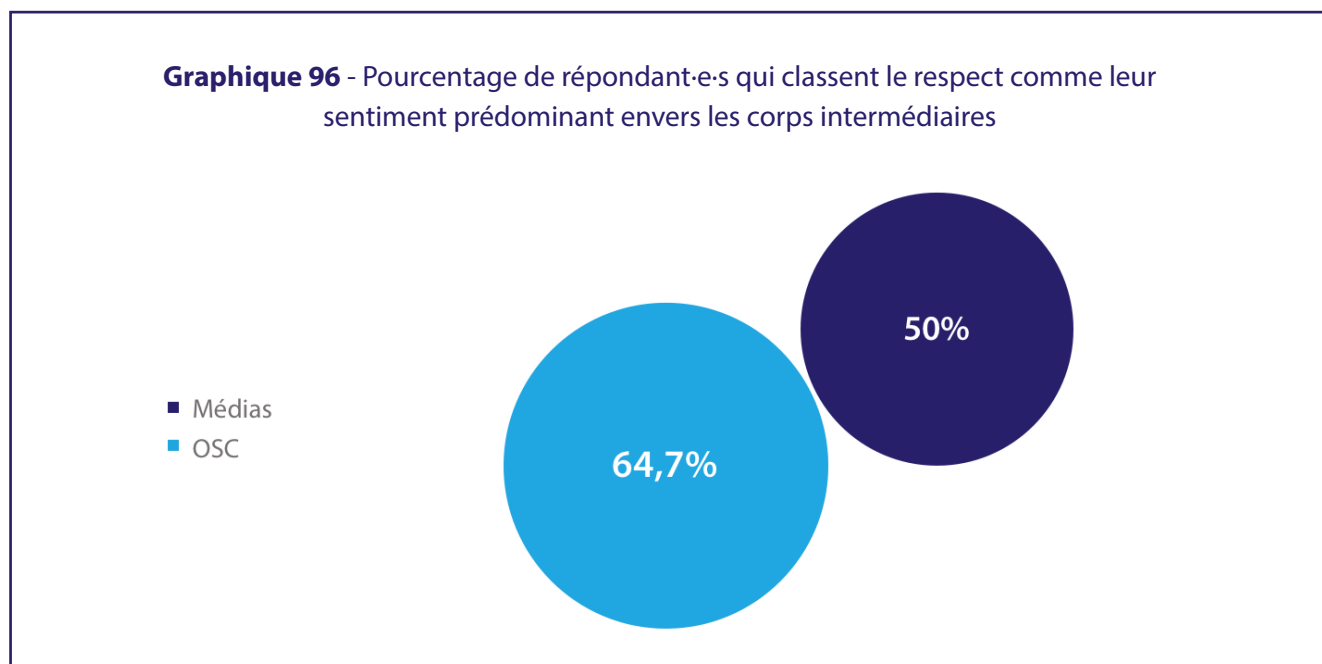
Les responsables politiques et les médias enregistrent les taux de méfiance les plus élevés (respectivement 76,7% et 69,7%) ainsi que les niveaux de confiance les plus bas (11% et 18,6%). Le niveau élevé de méfiance à l'égard de la classe politique est un indicateur indirect du désaveu à son égard. De même, la défiance envers les médias signale leur faible crédibilité, aux yeux des habitant-e-s de Gabès, comme sources d'information. Avec un niveau de confiance aussi bas, les politicien-ne-s et les médias ne seraient donc pas les agents de socialisation principaux par lesquels les habitant-e-s de Gabès développent leurs opinions et attitudes politiques.

Les organisations de la société civile n'auraient pas une capacité de mobilisation particulièrement plus forte, notamment auprès des personnes âgées de 30 à 39 ans. En effet, seulement 27,6% des habitant-e-s de Gabès ont confiance dans les associations, et plus de la moitié (57,1%) sont méfiant-e-s à leur égard. Les répondant-e-s âgé-e-s de 30 à 39 ans sont plus méfiant-e-s vis-à-vis de la société civile que la moyenne des

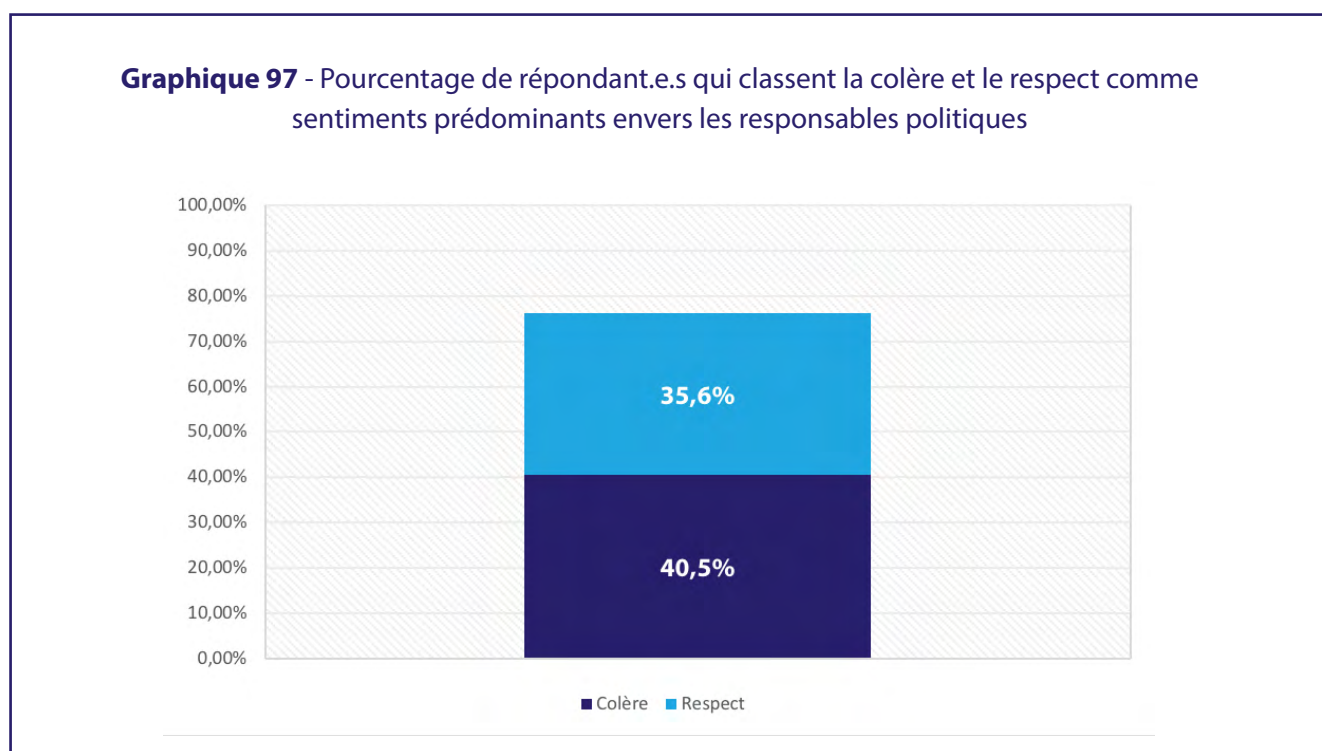
autres tranches d'âge ; 62,2% d'entre eux/elles déclarent ne pas avoir confiance dans les associations (+5,1 points par rapport aux standards de la région, et contre 47,8% des personnes âgées de plus de 60 ans par exemple).

Attitudes envers les corps intermédiaires

Le sentiment prédominant pour la majorité des habitant-e-s de Gabès envers les corps intermédiaires est celui du respect.

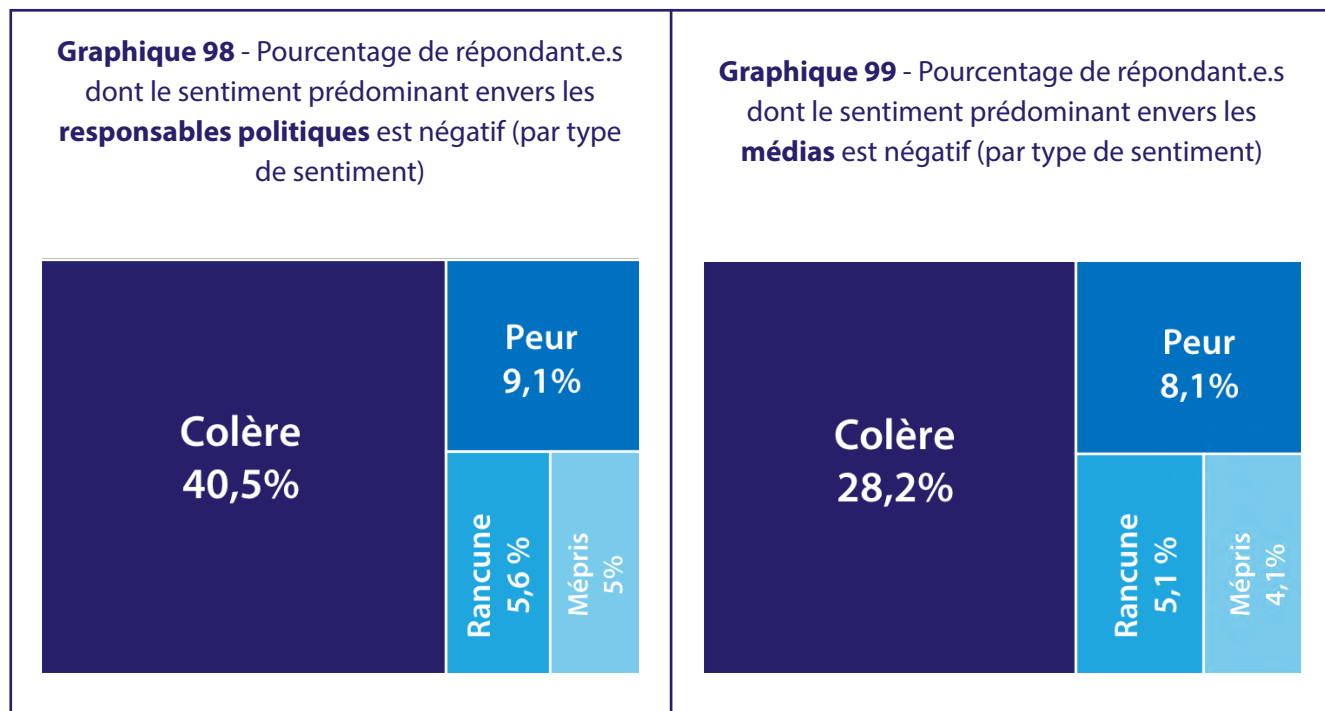


En outre, les résultats de la section sur les sentiments montrent une exception notable pour les responsables politiques.



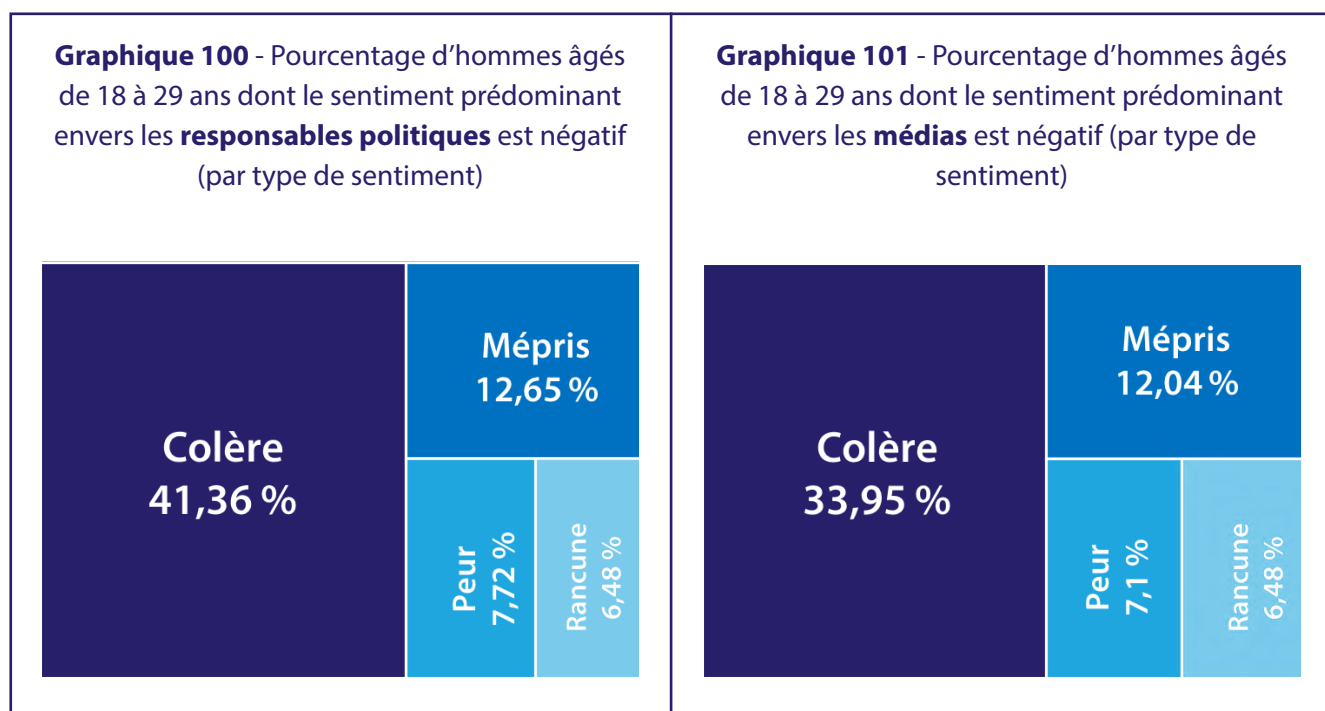
Alors que, pour toutes les autres cibles, le sentiment prédominant est constamment celui du respect, **les habitant·e·s de Gabès ressentent d’abord de la colère à l’encontre des responsables politiques.**

A Gabès, les corps intermédiaires enregistrent donc des résultats particulièrement élevés en ce qui concerne les sentiments négatifs tels que la colère, la peur, le mépris et la rancune.



Avec respectivement 40,5% et 28,2% des répondant·e·s qui ressentent de la colère contre les responsables politiques et les médias, la méfiance dans ces deux corps intermédiaires s’accompagne d’un profond rejet. Ce **rejet prend la forme d’un sentiment hostile (colère)**, en opposition à une attitude passive de fuite (peur) ; les sentiments de peur vis-à-vis des politicien·ne·s et des médias sont en effet inférieurs respectivement de -31,4 et -20,1 points par rapport aux sentiments de colère.

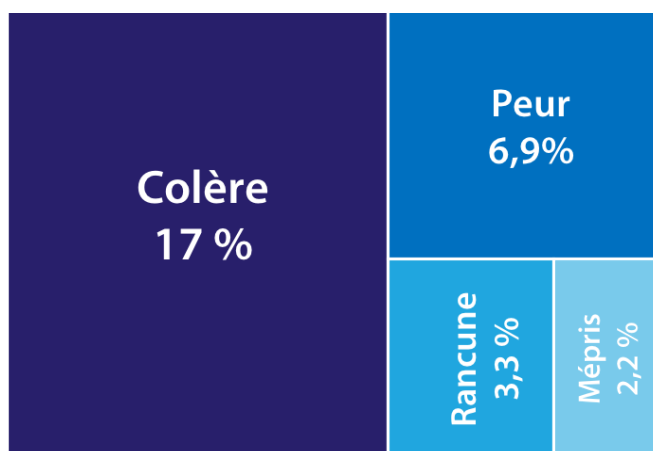
L’analyse statistique croisée révèle une particularité de genre ; les sentiments négatifs à l’encontre des responsables politiques et des médias sont plus prononcés chez les jeunes hommes âgés de 18 à 29 ans.



Avec des scores respectivement de 41,36% et 33,95%, les sentiments de colère à l'encontre des politicien-ne-s et des médias parmi les jeunes hommes âgés de 18 à 29 ans ne sont pas beaucoup plus élevés que pour l'ensemble de la population (+0,86 et +5,75 points). En revanche, l'émotion de mépris à l'encontre des responsables politiques prédomine pour 12,65% des jeunes hommes âgés de 18 à 29 ans, soit +7,65 points par rapport aux standards de la région. La différence est aussi significative pour les médias (12,04% des répondants masculins âgés de 18 à 29 ans, soit +8,3 points par rapport au reste de la population). Cette **proportion plus élevée de la population masculine jeune qui ressent des émotions de mépris contre la classe politique et médiatique** signale un désaveu virulent à leur égard.

Ces sentiments hostiles se retrouvent dans des proportions moins importantes, mais toutefois significatives, à l'encontre des associations.

Graphique 102 - Pourcentage de répondant.e.s dont le sentiment prédominant envers les OSCs est négatif (par type de sentiment)

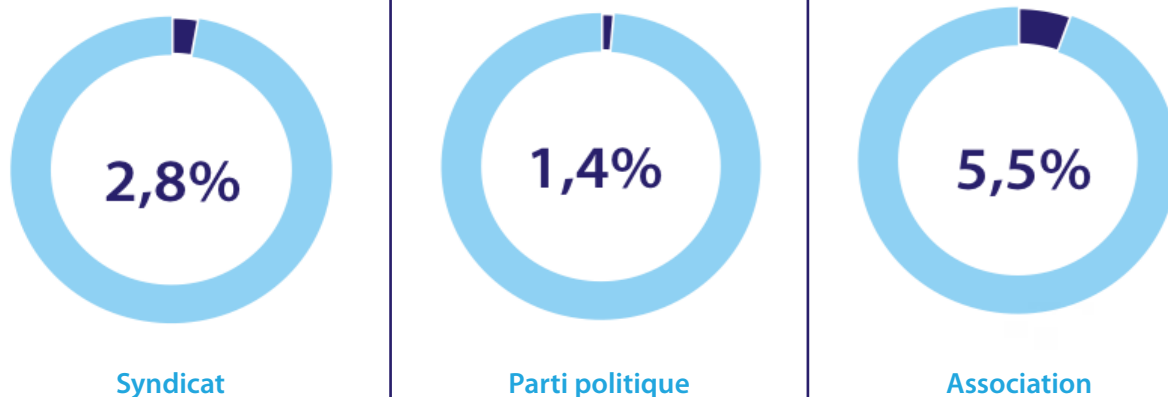


17% des répondant-e-s déclarent ressentir en premier lieu des émotions de colère à l'encontre des associations à Gabès. **Les organisations de la société civile ne seraient donc pas exclues du sentiment de rejet qui touche les corps intermédiaires**, en plus des perceptions élevées de méfiance. Toutefois, elles ne sont pas ciblées par les mêmes sentiments de haine qui concernent les responsables politiques et les médias.

Participation et représentation

La faible confiance et les sentiments négatifs à l'égard des corps intermédiaires organisés se traduisent par une très faible participation des habitant-e-s de Gabès au sein des associations, des partis politiques et des syndicats.

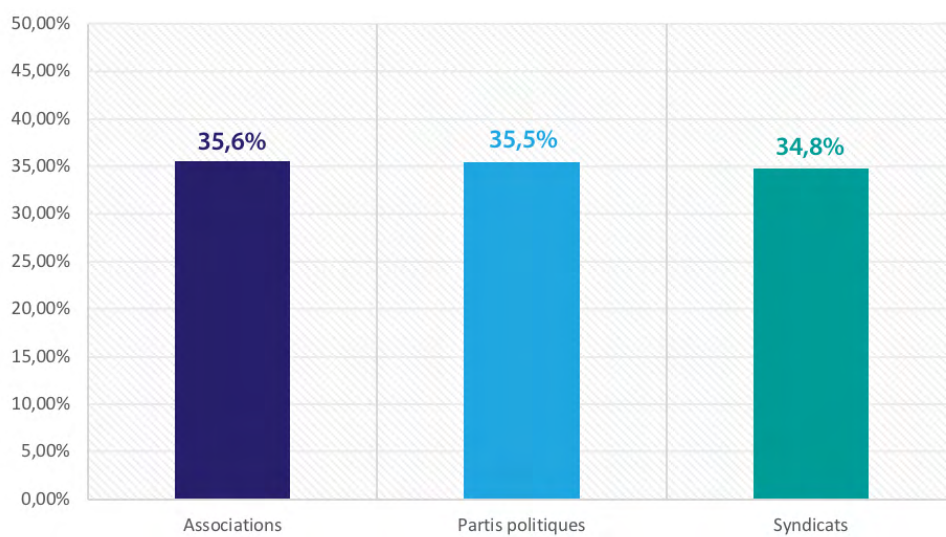
Graphique 103 - Pourcentage de répondant-e-s qui déclarent être membres d'un syndicat, d'un parti politique et/ou d'une association



Avec respectivement 2,8%, 1,4% et 5,5% de répondant-e-s qui déclarent être membres d'un syndicat, d'un parti politique et/ou d'une association, **les corps intermédiaires ont donc une très faible capacité de mobilisation à Gabès**. En outre, la proportion de répondant-e-s qui déclarent être membres d'un syndicat est plus élevée que la moyenne dans la délégation de El Hamma (5,1% contre 2,8% pour le reste du Gouvernorat).

Pourtant, du point de vue des habitant-e-s de Gabès, ces mêmes **corps intermédiaires conservent un poids influent dans les politiques de leur région**.

Graphique 104 - Pourcentage de répondant.e.s qui considèrent que les corps intermédiaires peuvent affecter les politiques de leur région



L'analyse participative a insisté sur le manque d'efficacité de ces corps intermédiaires ; les habitant-e-s de Gabès ne leur reconnaissent pas une capacité à apporter des changements en faveur de l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette perception serait façonnée par un historique de mouvements sociaux qui n'auraient pas permis d'aboutir à des résultats tangibles, notamment dans le cadre des négociations avec le groupe chimique sur la question environnementale et de santé publique.

Le rapport des habitant-e-s de Gabès avec les corps intermédiaires semble donc construit autour d'une dynamique de désaffiliation ; les habitant-e-s de la région ne se sentiraient pas représenté-e-s par les syndicats, les partis politiques et les associations. D'une part, des perceptions élevées de méfiance ainsi que des sentiments particulièrement négatifs (colère et haine) projetés contre les corps intermédiaires sont cohérents avec un désengagement de leurs structures, notamment avec une participation très faible au sein des partis, des syndicats et des associations. D'autre part, déçu-e-s par un historique de mouvements sociaux où ces mêmes acteurs ne seraient pas parvenus à défendre efficacement leurs intérêts, les habitant-e-s de Gabès ne leur accorderaient plus un rôle significatif d'influence des politiques locales en faveur de leurs préoccupations. Par contre, ils/elles reconnaîtraient que les corps intermédiaires ont une capacité à influencer les politiques de leur région, mais pour la défense d'intérêts propres (différents des leurs). En retour, la frustration engendrée par ce sentiment d'inefficacité pourrait expliquer des sentiments hostiles anormalement élevés à l'encontre des responsables politiques. Sans d'autres intermédiaires crédibles et légitimes, le risque souligné par l'analyse participative serait d'observer, chez les habitant-e-s de la région, un **éloignement et un désintérêt croissants vis-à-vis de toute forme organisée de participation.**



ACTIONS COLLECTIVES



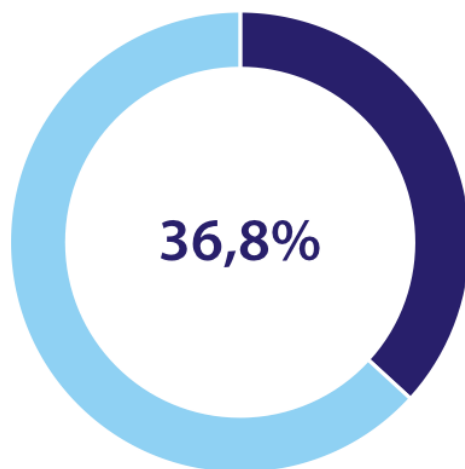
Malgré une faible participation dans les corps intermédiaires, les habitant-e-s de Gabès montreraient une volonté commune de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie dans la région.

Dynamique des actions collectives : probabilité

Selon les habitant-e-s de Gabès, il est relativement probable d'observer des mouvements sociaux et autres actions collectives dans la région.



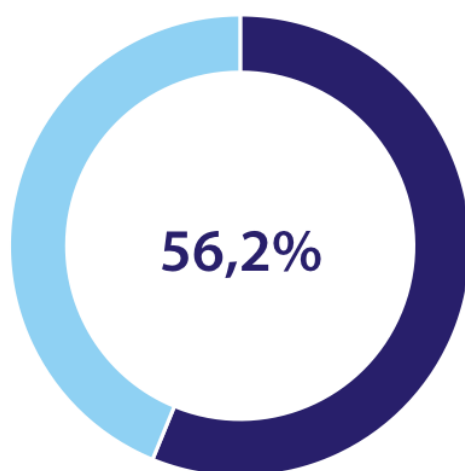
Graphique 105 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment qu'il est probable d'observer des **actions collectives** dans la région prochainement



Plus d'un-e habitant-e sur trois (36,8%) estime qu'il est probable que des actions collectives soient organisées prochainement dans le Gouvernorat de Gabès. Ce résultat doit être considéré avec prudence car 26,9% des répondant.e-s ne se sont pas prononcé.e-s ou ont refusé de répondre à cette question. La part de répondant.e-s estimant que des actions collective puissent subvenir pourrait donc être sous-évaluée.

La probabilité que des actions collectives se déroulent effectivement augmente si les habitant.e-s d'une société estiment qu'ils/elles ont effectivement la capacité d'organiser et de participer à ces actions collectives.

Graphique 106 - Pourcentage de répondant.e.s qui estiment que les habitant.e.s de leur région ont la **capacité d'organiser une action collective**



A Gabès, plus d'un-e habitant-e sur 2 (56,2%) estime que les habitant.e-s de sa région ont la capacité d'organiser une action collective. Ils/elles seraient seulement 31% à estimer que les habitant.e-s de leur région ne sont pas en capacité d'organiser de telles actions collectives. Ce résultat est relativement élevé et

confirme la tendance observée dans la première section en termes d'efficacité collective. Les habitant-e-s de Gabès évalueraient donc positivement leurs capacités à influencer sur les différents niveaux de prise de décision (Gouvernement, Gouvernorat, municipalité). Par contre, en termes de mode d'organisation, les bas niveaux de confiance et de participation dans les corps intermédiaires (partis politiques, associations, syndicats) indiqueraient que ces derniers ne seraient pas crédibles, du point de vue des habitant-e-s de la région, comme canaux où ces actions collectives pourraient s'exercer. **Dès lors, pour influencer sur les différents niveaux de prise de décision, les habitant-e-s de Gabès pourraient privilégier des modes d'action plus éphémères, spontanés et non-structurés.**

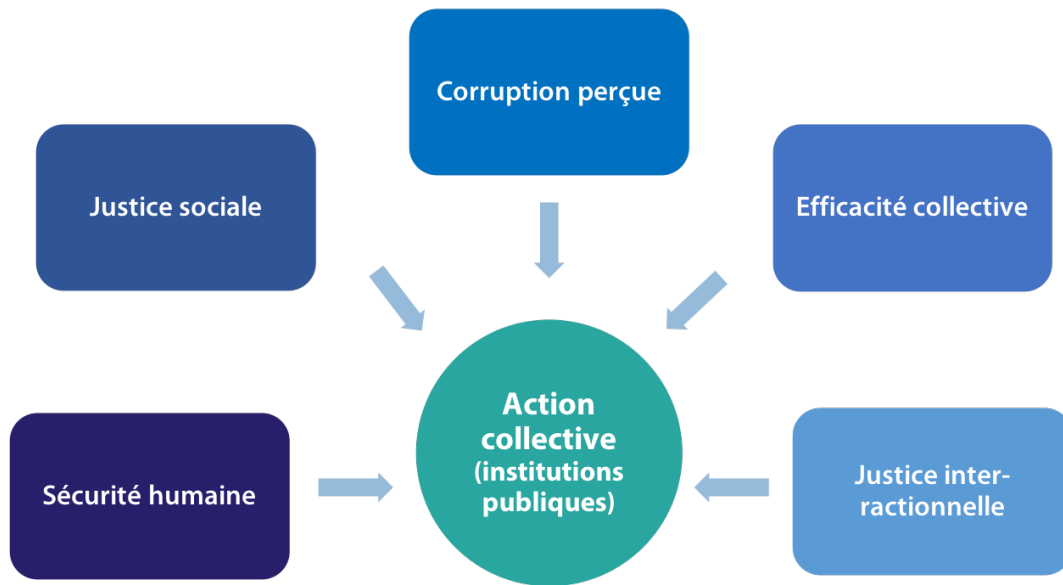
L'analyse statistique croisée montre des **spécificités locales** propres à chaque délégation :

- A **Gabès Médina**, la part de répondant-e-s qui estiment qu'il est probable d'observer prochainement des actions collectives dans leur voisinage est élevée (58,5%, soit +21,7 points par rapport aux standards régionaux). Par contre, en termes d'efficacité collective, la proportion d'habitant-e-s de Gabès Médina qui estiment que les personnes de leur voisinage ont la capacité d'organiser des actions collectives est dans les standards régionaux (61,1%). Cette tendance (probabilité plus élevée d'observer des actions collectives, niveau standard d'efficacité collective) pourrait indiquer que les actions collectives sont plus courantes dans cette délégation, qui centralise la présence des principales administrations et organisations civiles, mais que ses habitant-e-s n'y participeraient pas nécessairement.
- Les habitant-e-s de **Ghannouch** et de **Menzel El Habib** estiment plus couramment qu'il est probable d'observer prochainement des actions collectives dans leur voisinage (respectivement 54,8% et 56,2% des répondant-e-s) et que les habitant-e-s de leur ville ont les capacités d'organiser de telles actions collectives (respectivement 71,7% et 56,5%). Ces scores montrent une plus grande probabilité d'observer des actions collectives auxquelles les habitant-e-s de ces deux délégations participeraient.
- En termes d'efficacité collective, une part très importante des habitant-e-s de **Métouia** estime que les habitant-e-s de leur ville ont la capacité d'organiser des actions collectives (82,2%, soit +26 points par rapport aux standards régionaux). Ce score est cohérent avec ceux enregistrés en termes de capacité d'influence des décisions à tous les niveaux dans cette délégation (voir première section de ce chapitre).
- Les habitant-e-s de **Gabès Ouest** et de **El Hamma** estiment moins couramment qu'il serait probable d'observer des actions collectives prochainement (respectivement pour 23,7% et 27,5% des répondant-e-s, soit -13,1 et -9,3 points par rapport aux standards régionaux). Ces scores aussi bas pourraient indiquer une situation relative de paix sociale dans ces deux délégations. En termes d'efficacité collective, seulement 45,8% des habitant-e-s de Gabès Ouest et 47,6% des répondant-e-s de El Hamma estiment que les personnes dans leur ville ont la capacité d'organiser des actions collectives (respectivement -10,4 et -8,6 points par rapport aux standards régionaux).

| **Dynamique des actions collectives ciblant les institutions publiques**

L'analyse statistique (corrélations et régressions : [annexe 6](#)) vise à isoler les facteurs qui pourraient expliquer l'émergence d'actions collectives ciblant les institutions publiques (établissements de santé et d'éducation, tribunaux, police/Garde Nationale, armée, protection civile, douane). L'analyse met en évidence 5 dimensions qui ont une influence sur ces actions collectives :

Graphique 107 - Déterminants de l'action collective ciblant les **institutions publiques**



Ainsi :

- Moins les habitant-e-s de Gabès ont le sentiment de vivre dans des conditions dignes et à l'abri du besoin (**sécurité humaine** : chapitre 3) ;
- Moins les individus perçoivent que l'Etat redistribue les ressources de manière équitable et sans discriminations entre tou-te-s les citoyen-ne-s (**justice sociale** : chapitre 1) ;
- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent que la société et les institutions seraient corrompues (**corruption perçue** : chapitre 1) ;
- Plus les habitant-e-s de Gabès considèrent qu'ils/elles peuvent influencer sur les prises de décision à tous les niveaux (**efficacité collective** : chapitre 4) ;
- Moins les habitant-e-s de Gabès estiment que les agents de l'Etat les traitent avec respect (**justice interactionnelle** : chapitre 1) ;

Alors plus il est probable qu'ils/elles participent à des actions collectives ciblant les institutions publiques.

La quatrième variable explicative (**efficacité collective**) est un prérequis dans les différents modèles qui cherchent à déterminer les facteurs favorisant l'action collective. En effet, pour que des personnes déclarent une inclination à participer au sein d'actions collectives, il faut d'abord qu'elles considèrent que les habitant-e-s de leur ville ont effectivement la capacité d'organiser de telles actions et que celles-ci puissent déboucher sur un résultat.

Le sentiment d'insécurité humaine serait le premier motif de mobilisation collective à Gabès. En effet, en comparaison avec les autres variables, la sécurité humaine pèse particulièrement lourdement sur l'inclination à participer à des actions collectives. Dans ce modèle, l'indicateur composite de la sécurité humaine a été révisé pour n'intégrer que 5 motifs de mobilisation collective identifiés lors de l'[analyse participative](#), à savoir l'insécurité liée à l'**éducation**, à la **santé**, à l'**environnement**, à la **situation économique** et au **contexte politique**.

Or, ces 5 dimensions enregistrent des scores particulièrement préoccupants à Gabès (et spécifiquement sur les questions environnementales).

Près de 9 habitant-e-s de Gabès sur 10 ressentent une injustice dans la manière dont l'Etat redistribue les richesses et organise les services publics (voir chapitre 1). La relation qui existe entre ce sentiment d'injustice sociale et l'inclination à participer à des actions collectives signifierait que **les habitant-e-s de Gabès continueraient de percevoir l'action collective comme un moyen efficace pour dénoncer et changer la situation d'injustice qui les affecte.**

Le niveau élevé des perceptions de corruption est un dénominateur commun qui explique différentes dimensions de la cohésion sociale à Gabès (méfiance dans les institutions, sentiment de mal-être et de mécontentement, insécurité humaine, etc.). Ce **niveau élevé des sentiments de corruption rend plus probable le risque d'observer des actions collectives ciblant les institutions publiques à Gabès.**

En termes de justice interactionnelle, près d'un-e habitant-e de Gabès sur deux (48,2%) considère que, en général, les agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect (voir chapitre 1). **Ce score alerte sur le risque qu'une interaction négative avec les agents de l'Etat ne se reporte sur le déclenchement d'actions collectives ciblant les institutions publiques à Gabès.**



CONCLUSIONS

L'analyse des données statistiques de l'enquête permet de renseigner une vision commune de renforcement de la cohésion sociale où les habitant-e-s de Gabès vivraient en confiance et dignement au sein d'une société plus juste et harmonieuse. Les conclusions de l'enquête énoncent des recommandations qui s'enracinent dans les résultats statistiques. Ces orientations stratégiques pourraient guider des interventions de la part des pouvoirs publics et de la société civile pour renforcer la cohésion sociale dans la région.

| **Améliorer la relation entre les citoyen-ne-s et l'Etat**

La relation entre les habitant-e-s de Gabès et leurs institutions publiques est minée par un faible niveau de confiance. Un degré élevé de corruption perçue et un fort sentiment d'injustice pèsent lourdement sur la confiance verticale, notamment à Gabès Ouest où ces deux indicateurs sont les plus élevés par rapport au reste du Gouvernorat.

Pour réduire le sentiment d'injustice, les politiques de l'Etat dans la région pourraient contribuer à l'amélioration concrète des conditions de vie et de la sécurité humaine des habitant-e-s du Gouvernorat.

Il s'agirait en priorité d'améliorer les services publics, notamment dans l'éducation et la santé, par exemple à travers de meilleures infrastructures et le recrutement d'un personnel qualifié. Des garanties devraient également être apportées sur deux autres motifs d'insécurité humaine qui nourrissent le sentiment d'injustice, à savoir le respect des libertés individuelles et la préservation de leur environnement face aux menaces écologiques. Davantage de consultations et d'implication des citoyen-ne-s dans l'identification de ces priorités seraient bénéfiques à un bon ciblage des priorités locales telles qu'elles sont perçues par les habitant-e-s de la région.

L'interaction entre le personnel et les usager-e-s de service public devrait être encadrée par des mécanismes efficaces de redevabilité et de transparence pour changer la perception de la corruption. A un niveau de changement institutionnel, la diffusion d'une culture de redevabilité et de bonne gouvernance devrait continuer d'orienter les réformes futures de l'administration publique. Par exemple, l'adoption, l'application et le contrôle de codes de conduite et déontologiques dans les services publics aurait également le potentiel d'améliorer la perception du public de la manière dont les agents de l'Etat les traite. Cela serait bénéfique au développement d'un respect mutuel qui permette de renforcer le sentiment de considération et d'égard.

Pour renforcer la confiance entre les habitant-e-s de Gabès et les représentant-e-s de l'Etat, il importe que leurs échanges se fondent sur une base de respect mutuel. Si, pour leurs démarches administratives, les contacts répétés entre le personnel et les usager-e-s de service public s'établissaient sur la base d'une communication positive, cela serait bénéfique à la confiance horizontale entre eux/elles et participerait à diffuser une culture d'ouverture de l'administration publique. Pour voir un effet positif sur la confiance verticale, ces interactions doivent avoir lieu dans un cadre de redevabilité qui assure un engagement respectueux, constructif et continu de la part des représentant-e-s de l'Etat.

Le niveau de confiance dans les institutions publiques étant aussi particulièrement bas chez les jeunes (18-29 ans), ceux-ci pourraient être impliqués de façon consistante par les pouvoirs publics pour comprendre les facteurs d'érosion de la confiance et leurs besoins spécifiques. La participation des jeunes aux politiques publiques pourrait être recherchée pour que ceux/celles-ci deviennent les instigateur-ric-e-s et les acteur-ric-e-s d'un changement positif qui répond à leurs besoins. Cette démarche participerait à les

impliquer dans la réponse aux facteurs structurels à l'origine du sentiment d'injustice. Elle contribuerait également à développer la confiance en soi et le sentiment d'efficacité collective chez ce public cible.

| Promouvoir un modèle de développement centré sur les personnes

Le Gouvernorat de Gabès figure parmi les régions de Tunisie les plus dynamiques en termes de développement économique, mais celui-ci ne contribue que de façon minimale à améliorer la justice sociale et la sécurité humaine chez les populations. En moyenne, les habitant·e·s de la région sont, par conséquent, peu satisfait·e·s de leur vie.

Le premier motif d'insécurité humaine chez les habitant·e·s de Gabès réside dans les menaces environnementales liées à l'activité de la zone industrielle et du Groupe Chimique Tunisien (GCT). Ce facteur influence négativement d'autres dimensions de la cohésion sociale tels que le sentiment d'injustice, la corruption perçue, la confiance verticale ou encore l'insécurité liée à la santé et des attitudes hostiles envers le GCT. Des politiques publiques proactives dans le domaine environnemental seraient bénéfiques au renforcement de la sécurité humaine car elles répondraient aux aspirations des habitant·e·s de la région à vivre dans un environnement propre, sain et durable. Les délégations de Gabès Médina et Ghannouch, dans l'environnement direct de la zone industrielle, pourraient être prioritaires par les politiques environnementales.

En plus des menaces qui se posent à l'environnement, l'accès à une éducation de qualité et à des opportunités de divertissement (culture, loisirs) sont deux autres motifs qui pèsent lourdement sur le sentiment d'insécurité humaine des habitant·e·s de Gabès. Une priorisation des services publics dans les domaines de l'éducation et de la culture/des loisirs serait bénéfique à la sécurité humaine des personnes. En termes de politiques d'emploi, ces secteurs, qui contribuent à l'amélioration du sentiment de dignité, pourraient être prioritaires.

Une personne sur deux à Gabès craint pour ses libertés et ses droits. En outre, le sentiment d'inégalité devant la loi figure parmi les principales causes des perceptions d'injustice et de méfiance dans les institutions judiciaires. A ce titre, une meilleure protection juridique des droits humains et libertés fondamentales pourrait être recherchée pour donner à tou·te·s un accès à la justice dans des conditions d'égalité. Une meilleure transparence, redevabilité et intégrité des institutions judiciaires serait également bénéfique à la sécurité juridique.

A Gabès, une femme répondante sur deux est femme au foyer ; leur rapport avec l'Etat montre des scores très faibles de confiance et particulièrement élevés en termes de corruption perçue et de sentiment d'injustice. Les recommandations qui ont été énoncées précédemment pour l'amélioration des services publics, des politiques d'emploi ou encore pour la provision d'une meilleure sécurité juridique devraient cibler en priorité cette catégorie sociale. A ce titre, une meilleure compréhension des facteurs d'exclusion des femmes au foyer pourrait bénéficier à la conception de politiques publiques plus inclusives.

| Consolider les relations horizontales

Les relations horizontales (entre personnes, et entre tribus) sont plus harmonieuses que les relations verticales à Gabès. Toutefois, plusieurs tendances émergentes pourraient provoquer une dégradation du climat social si elles n'étaient pas anticipées et prévenues suffisamment en amont.

La majorité des habitant-e-s de Gabès s'identifient à la fois à leur pays, à leur tribu et à la religion, ce qui montre un fort potentiel de rassemblement. Cette complémentarité contredit les récits qui tendent à opposer ces identités. La fierté d'appartenir à la Tunisie a le potentiel de rassembler et d'unir les habitant-e-s de Gabès au sein d'une vision nationale de cohésion sociale. Pour cela, cette vision pourrait inclure, de façon complémentaire, les différentes identités collectives qui participent au sentiment d'appartenance nationale. Cela serait bénéfique pour améliorer le sentiment de considération et d'égard.

Le poids de la famille et de la tribu dans les identités des habitant-e-s de la région montre la vitalité des liens de solidarité au sein de la sphère privée élargie. Ce rôle positif devrait être préservé. En termes de politique familiale, l'éducation figure au premier rang des motifs d'insécurité humaine ; l'aide aux familles pour faire face aux difficultés dans l'éducation de leur(s) enfant(s) pourrait être priorisée. En ce qui concerne la tribu, cette identité pourrait d'avantage être reconnue pour son rôle positif, et ce en vue de renforcer le sentiment de considération et d'égard.

Les relations entre personnes de différentes tribus sont harmonieuses mais peu fréquentes, et des rivalités ne sont pas exclues. A ce titre, les notables locaux, qui exercent une influence sur leur tribu, bénéficient d'un capital confiance qui les positionne comme de potentiels relais entre différentes tribus. Ils pourraient être mobilisés pour animer des échanges plus fréquents et constructifs autour de la création d'opportunités de collaboration entre personnes de tribus différentes. Mais ce capital confiance est fragile, notamment auprès des jeunes, ce qui montre que ces notables locaux devraient renforcer leurs efforts de dialogue avec les jeunes pour gagner leur respect.

| Renforcer les canaux de participation et de représentation

Malgré un historique de mouvements sociaux à Gabès, notamment dans le domaine environnemental, le manque de résultats apportés par ces actions collectives explique en partie l'affaiblissement de la participation. Les habitant-e-s de Gabès se détachent des canaux traditionnels de participation (société civile, partis politiques, syndicats, etc.) et de représentation, et ils/elles évaluent négativement leurs capacités à influencer les décisions publiques (surtout les jeunes et les personnes âgées). Cette tendance au désengagement de la vie publique devrait être inversée pour s'assurer que la participation et l'inclusion dans la prise de décision s'appliquent à tous les niveaux (local, Gouvernorat, Gouvernement). Cela serait bénéfique pour inverser le sentiment d'injustice et renforcer la confiance dans les institutions.

Les représentant-e-s de l'Etat suscitent la méfiance du public qui, en retour, ne sent pas que ses intérêts sont défendus et représentés. Les politiques de l'Etat qui ciblent la région devraient donc veiller à assurer des consultations élargies, c'est-à-dire au-delà de ses représentant-e-s locaux (délégations, Gouvernorat) et des organisations civiles traditionnelles. C'est le cas des projets de développement qui gagneraient davantage l'adhésion du public si des mécanismes de participation citoyenne étaient appliqués à chaque étape de leur diagnostic, de leur conception, de leur suivi et de leur exécution.

Les corps intermédiaires (élu-e-s, syndicats, associations, partis politiques, médias, etc.) font face à une crise profonde de représentativité et de légitimité, notamment auprès des jeunes. Ce constat devrait mener ces corps intermédiaires à remettre en question leurs modèles de gouvernance pour que ceux-ci soient

plus ouverts et prennent davantage compte des aspirations de leur public. Un renouvellement de leurs modes de mobilisation pourrait susciter davantage d'engagement et de participation citoyenne dans une dynamique de confiance.

Il existe à Gabès une volonté commune de se mobiliser pour améliorer les conditions de vie dans la région, mais cette volonté n'est pas captée par les canaux traditionnels de participation. De nouveaux canaux informels de mobilisation collective, qui suscitent la confiance et l'adhésion du public, devraient être reconnus et engagés de façon constructive. Leur structuration favoriserait une meilleure durabilité de l'action collective et de la participation citoyenne, à condition que leurs modes de gouvernance ne reproduisent pas les lacunes qui caractérisent la crise de légitimité des corps intermédiaires traditionnels.



ANNEXES

Table des annexes

Annexe 1 - Analyse statistique des déterminants de la confiance verticale.....	124
Annexe 2 - Analyse statistique des conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques	124
Annexe 3 - Analyse statistique des conséquences du sentiment de justice/injustice sociale	124
Annexe 4 - Analyse statistique des déterminants de la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien	125
Annexe 5 - Analyse statistique des déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie	125
Annexe 6 - Analyse statistique des déterminants de l'action collective ciblant les institutions publiques	125

| Annexe 1 : Analyse statistique des déterminants de la confiance verticale

Pour rechercher les variables qui ont un effet sur la confiance verticale, l'analyse statistique (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 47,3% de la variance est expliquée par la combinaison de 3 facteurs. Dans ce modèle, chaque dimension pèse, de façon combinée, de manière inégale sur la confiance verticale :

- La **justice sociale** (chapitre 1) explique la confiance verticale à hauteur de 23%.
- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) expliquent la confiance verticale à hauteur de -22%.
- La **satisfaction à l'égard de la vie** (chapitre 3) explique la confiance verticale à hauteur de 19%.

| Annexe 2 : Analyse statistique des conséquences de la confiance et de la méfiance dans les institutions publiques

L'analyse statistique (corrélations et régressions) met en avant une relation entre les perceptions de confiance/méfiance dans les institutions publiques et les dimensions des (i) **libertés fondamentales/droits humains**, (ii) du **sentiment d'appartenance au pays**, et (iii) de la **sécurité humaine**. De manière isolée, la confiance verticale est un facteur favorisant et explique :

- Le sentiment de respect des libertés fondamentales (chapitre 3) à 26,7%.
- Le sentiment de sécurité humaine (chapitre 3) à 21,9%.
- Le sentiment d'appartenance au pays (chapitre 2) à 15,9%.

| Annexe 3 : Analyse statistique des conséquences du sentiment de justice/injustice sociale

L'analyse statistique (corrélations et régressions) met en évidence 6 effets du sentiment d'injustice sociale sur d'autres dimensions de la cohésion sociale à Gabès. De manière isolée, le sentiment d'injustice sociale est un facteur favorisant et explique :

- Le **sentiment de mal-être** et de mécontentement (chapitre 3) à 24,6%.
- La **méfiance dans les institutions publiques** (chapitre 1) à 11%.
- La **méfiance envers les responsables politiques** (chapitre 4) à 11%.
- La **méfiance dans le Groupe Chimique Tunisien** (chapitre 2) à 10,6%.
- Le sentiment d'**insécurité humaine** (chapitre 3) à 9%.
- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) à 7,5%.

| **Annexe 4 : Analyse statistique des déterminants de la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien**

Pour rechercher les variables qui ont un effet sur la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien, l'**analyse statistique** (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 42,4% de la variance est expliquée par la combinaison de 4 facteurs. Dans ce modèle, chacune des quatre dimensions pèse, de façon combinée, de manière inégale sur la confiance dans le GCT :

- Le **sentiment d'injustice sociale** (chapitre 1) explique la méfiance dans le Groupe Chimique Tunisien à hauteur de 34%.
- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) expliquent la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien à hauteur de -26%.
- La **confiance verticale** (chapitre 1) explique la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien à hauteur de 25%.
- Le **sentiment d'insécurité lié à l'environnement** (chapitre 3) explique la confiance dans le Groupe Chimique Tunisien à hauteur de 24%.

| **Annexe 5 : Analyse statistique des déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie**

Pour rechercher les variables qui ont un effet sur la satisfaction à l'égard de la vie, l'**analyse statistique** (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 48% de la variance est expliquée par la combinaison de 2 facteurs. Dans ce modèle, chacune des deux dimensions pèse, de façon combinée, de manière inégale sur la satisfaction à l'égard de la vie :

- La **religiosité intrinsèque** (chapitre 3) explique la satisfaction à l'égard de la vie à 21,9%.
- Le **revenu subjectif** (chapitre 3) explique la satisfaction à l'égard de la vie à 21,3%.

| **Annexe 6 : Analyse statistique des déterminants de l'action collective ciblant les institutions publiques**

Pour isoler les facteurs qui pourraient expliquer l'émergence d'actions collective ciblant les institutions publiques (établissements de santé et d'éducation, tribunaux, police/Garde Nationale, armée, protection civile, douane), l'**analyse statistique** (corrélations et régressions) révèle un modèle statistiquement significatif où 39% de la variance est expliquée par la combinaison de 5 variables. Dans ce modèle, chacune des 5 dimensions pèse, de façon combinée, de manière inégale sur l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques :

- La **sécurité humaine** (chapitre 3) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 69%.
- Le **sentiment d'injustice sociale** (chapitre 1) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 20%.

- Les **perceptions de corruption** (chapitre 1) expliquent l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 11%.
- L'**efficacité collective** (chapitre 4) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 7%.
- La **justice interactionnelle** (chapitre 1) explique l'inclination à participer à des actions collectives ciblant les institutions publiques à 7%.



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة
République Tunisienne
Présidence du gouvernement

Présentation CNLCT



Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Copyright © Programme des Nations Unies pour le développement en Tunisie 2022.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans permission.

Le PNUD n'assume pas la responsabilité des opinions exprimées dans ce texte. Celles-ci ne reflètent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, y-compris le PNUD, ni des Etats Membres.

Avec l'appui de



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة
République Tunisienne
Présidence du gouvernement



UK Government



Royaume des Pays-Bas



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC





Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie

Rue du Lac Windermere, Immeuble le Prestige Business Center, Tour A,
Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie

Tél. : +216 36 011 680

E-mail : registry.tn@undp.org

www.tn.undp.org

f : @UNDPinTunisia

t : @UNDPinTUNISIA